

Un guide pour les Conseils de jeunes dans le monde

PROMOUVOIR
LES VOIX DES JEUNES
DANS LA PRISE DE
DÉCISION LOCALE

FAITES
ENTENDRE VOTRE
VOIX

#LESJEUNESAU
POUVOIR

L'Institut National Démocratique (NDI ou l'Institut) est un organisme non gouvernemental et non partisan, à but non lucratif, qui répond aux aspirations des personnes dans le monde entier souhaitant vivre dans des sociétés démocratiques au sein desquelles les droits fondamentaux de l'Homme sont reconnus et promus. Depuis sa fondation en 1983, le NDI et ses partenaires locaux travaillent afin de soutenir et d'améliorer les institutions et pratiques démocratiques, en renforçant les partis politiques, les organisations civiques et les parlements, en contribuant à l'organisation d'élections libres, en favorisant la participation des citoyens et en promouvant la transparence et l'imputabilité dans la gestion des affaires publiques. Site Web : www.ndi.org

Copyright © National Democratic Institute for International Affairs (NDI) Mai 2021. Tous droits réservés. Des passages du présent ouvrage pourront être reproduits et/ou traduits à des fins non lucratives, à condition que le NDI soit cité comme étant la source de l'ouvrage et que des copies de toute traduction lui soient adressées. Veuillez envoyer les demandes de publication à legal@ndi.org

**PROMOUVOIR LES
VOIX DES JEUNES
DANS LA PRISE DE
DÉCISION LOCALE**

**UN GUIDE POUR LES CONSEILS DE
JEUNES DANS LE MONDE**

Remerciements

Le présent guide a été préparé par l'Institut National Démocratique (NDI ou l'Institut) avec un financement généreux de la part de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy, NED). Les directives ont été élaborées sur la base des expériences de l'Institut en matière de programmes pour la jeunesse à l'échelle mondiale, puis développées à partir d'une ressource originale produite par le bureau de l'Institut au Maroc. Ce projet a été mené par l'équipe Gouvernance démocratique du NDI, en partenariat avec l'équipe Participation des citoyens du NDI, et grâce à des contributions importantes des bureaux du Kosovo, du Maroc et de Sierra Leone et de l'équipe Genre, Femmes et Démocratie du NDI. Des recherches et études de cas supplémentaires ont été réalisées en partenariat avec l'association représentant les professionnels de la gestion des collectivités locales (International City/County Management Association, ICMA) et Restless Development. Des passages du présent guide sont des adaptations des ressources de GenerationOn et de l'Institut pour la jeunesse, l'éducation et les familles (Institute for Youth, Education and Families) de la Ligue nationale des villes (National League of Cities, NLC).

Des remerciements particuliers sont adressés aux personnes suivantes de l'Institut National Démocratique : Slobodan Milic, Youssef Ajnah, Zineb Lahbabi, Mahpari Sotoudeh et Aditi Patil pour le développement de la ressource et de l'étude de cas originale de NDI au Maroc ; Nikola Djakovic, Aida Bejta et Nenad Andric pour le développement de l'étude de cas du Kosovo ; et Alyson Beermann, Victoria Welborn, Kristen Sample, Rachel Mims, Whitney Pfeifer, Tamar Eisen et Ferdaouis Bagga pour leurs contributions et modifications apportées à la version finale du guide.

C'est avec une profonde gratitude que nous remercions nos partenaires institutionnels à l'ICMA, Berna Öztekin-Günaydun, Tad McCalliard, Harleen Kovala et Isabelle Bully-Omictin, pour leur aide au développement du guide mondial et à la production des études de cas en Belgique, au Costa Rica et en Turquie ; ainsi que nos partenaires de Restless Development, Owen Doel, Corina Pickering et Alfred Navo qui ont réalisé l'étude de cas en Sierra Leone.

Nous remercions également les personnes suivantes pour avoir généreusement accordé de leur temps au cours d'entretiens pour nourrir le développement des études de cas : Karen Porras Arguedas, Eugenia Aguirre Raftacco, Colin Beheydt, Borchert Beliën, Hylke Damien, Ellen De Grauwe, Mireille Helderweirdt, Stijn Missiaen, Dries Van Daele, Rocky Zutterman, Zeynep Tuğçe Çiftçibaş Güç, Erdal Şimşek, Emir Duran, Mustafa Onur Kaygusuz, Çağlar Yenilmez, Hasan Oğuzhan Aytaç et Ela Serpil Evliyaoğlu.

TABLE DES MATIÈRES

Note de synthèse	7
Introduction	9
Qu'est-ce qu'un conseil de jeunes ?	11
Définition d'un conseil de jeunes	11
Structures du conseil de jeunes dans des environnements juridiques différents	11
La valeur des conseils de jeunes	14
Pour les jeunes et les praticiens du développement des jeunes	14
Pour les décisionnaires	15
Comment créer un conseil de jeunes	16
Un environnement favorable	16
Étapes pour les jeunes et les praticiens du développement des jeunes	18
Étapes pour les décisionnaires	22
Structure et rôles clés du conseil de jeunes	26
Organisation et structure	26
Engager les jeunes constituants	29
Élaboration de la politique et/ou fourniture de commentaires sur une politique/un plan existant	30
Créer une dynamique grâce à des communications créatives	33
Maintenir un conseil de jeunes	34
Conseils de jeunes inclusifs	36
Bonnes pratiques et écueils courants	38
Construire des réseaux mondiaux	43

Enseignements tirés du terrain—Études de cas mondiales	46
Flandre, Belgique	46
Costa Rica	51
Kosovo	56
Maroc	61
Sierra Leone	65
Turquie	70
Annexes	75
Annexe I : Ressources	75
Annexe II : Statuts du Conseil de jeunes de Larache au Maroc	76
Annexe III : Principe « Ne pas nuire », sensibilité aux conflits et protection	79

NOTE DE SYNTHÈSE

Le présent guide a été développé pour les jeunes, les praticiens du développement des jeunes et les élus du monde entier qui cherchent à contrer les tendances du désengagement politique des jeunes en formant des conseils locaux de jeunes : des organes consultatifs citoyens composés de jeunes qui s'engagent avec les dirigeants politiques locaux dans les processus de prise de décision du gouvernement. Pour le NDI, la définition générale des jeunes comprend tout individu âgé de 18 à 30 ans, mais adapte cette tranche d'âge en fonction des différents contextes nationaux. Le NDI reconnaît la diversité de la population mondiale des jeunes, et toute utilisation des mots « jeunes » ou « jeunesse » désigne un nombre égal de femmes et d'hommes, et comprend les jeunes lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexuels (LGBTI), les jeunes handicapés, les jeunes issus de minorités ethniques et religieuses et les jeunes membres d'autres communautés marginalisées.

S'appuyant sur des expériences de programmes antérieurs, des bonnes pratiques et des modèles utilisés dans le monde entier, le présent guide définit et décrit la valeur des conseils de jeunes et fournit des instructions détaillées aux jeunes, aux élus et aux praticiens du développement pour établir des conseils de jeunes efficaces et parfaitement fonctionnels. Les résultats des études démontrent que si des conseils de jeunes sont établis dans un environnement où ils bénéficient de l'adhésion des décisionnaires, du soutien de la communauté, de moyens inclusifs pour impliquer des populations de jeunes issus de la diversité et de ressources adéquates, alors un groupe de jeunes dévoués et de représentants officiels leur apportant leur soutien peuvent collaborer pour créer un mécanisme d'engagement des jeunes qui entraîne une participation significative aux processus de prise de décision du gouvernement. Les conseils de jeunes sont davantage renforcés s'ils permettent aux jeunes de mener des recherches et d'obtenir des informations auprès de leurs circonscriptions, de développer des stratégies pour engager les représentants élus afin de mieux représenter les intérêts de la jeunesse, et de jouer le rôle de conseillers politiques sur les problèmes touchant leur communauté.

Cependant, il existe de nombreux obstacles juridiques, financiers, politiques et culturels à l'établissement de conseils de jeunes qui offrent des possibilités d'engagement politique continu aux jeunes. Le présent guide identifie les obstacles et les écueils courants rencontrés par les conseils de jeunes dans le monde entier, fournit des outils pour concevoir des structures de conseil durables et des modèles opérationnels qui répondent à ces défis, et décrit les bonnes pratiques pour créer des réseaux de pairs afin de partager des expériences et des connaissances entre les communautés et dans le monde entier.



INTRODUCTION

Tendances mondiales de l'engagement des jeunes

Selon le rapport mondial sur la jeunesse (2020) de l'ONU, le monde compte 1,21 milliard de jeunes âgés de 15 à 24 ans, soit environ 15,5 pour cent de la population mondiale.¹ En outre, le nombre de jeunes qui n'occupent pas un emploi, ne suivent pas d'études ou de formation s'élevait à 267 millions (1 jeune sur 5) en 2019.² Dans le monde entier, les jeunes âgés de 18 à 35 ans rencontrent des obstacles à l'engagement politique et civique, en particulier les jeunes femmes et les jeunes issus de groupes marginalisés tels que les jeunes handicapés, les jeunes des communautés LGBTI, les jeunes issus de groupes ethniques, religieux et minoritaires, ainsi que les jeunes issus des peuples indigènes. Leur exclusion systématique entraîne une désaffection croissante des jeunes et de faibles niveaux de participation aux processus politiques officiels. Les jeunes sont souvent exclus des processus décisionnels, de la politique générale et du développement des politiques, ce qui entraîne une incapacité à avoir une voix ou un pouvoir dans la vie politique formelle. Par exemple, les jeunes ne représentent que 2,6 % des parlementaires dans le monde, et parmi eux, seulement 40 % sont des jeunes femmes.³ Lorsqu'ils sont engagés, on leur confie souvent des rôles purement symboliques et des responsabilités limitées, comme celui de diriger des activités marketing ou prendre des notes lors de réunions/conférences. Les jeunes femmes sont également exclues ; des études ont révélé que les parlementaires féminines sont plus susceptibles d'être nommées dans des comités moins influents et prestigieux.⁴ Les jeunes luttent pour gagner le respect des dirigeants gouvernementaux, tels que les représentants officiels et les dirigeants de partis politiques, et sont rarement considérés comme des dirigeants légitimes ou capables au sein de leurs communautés. Soulignant cette tendance, la marginalisation continue des voix des jeunes, associée à des taux élevés d'inégalité, de chômage et de sous-emploi des jeunes, peut entraîner une inaction et une frustration chez les jeunes en raison du statu quo et du sentiment d'être socialement, économiquement et politiquement exclus. Ce sentiment d'aliénation est amplifié dans les nombreux pays où ils représentent jusqu'à la moitié de la population.

Les jeunes contribuent à un changement positif dans leurs communautés ; ils défendent et exigent plus de démocratie quand ils ont l'opportunité de contribuer, d'organiser, d'exprimer leurs opinions et de s'engager dans les processus de prise de décision politique.

Opportunités pour la participation des jeunes à la vie politique

Bien que ces réalités démographiques soient parfois considérées comme inhérentes au développement, elles représentent également une énorme opportunité de changement positif sur les plans social et politique. La participation politique informelle des jeunes est en hausse, et se manifeste sous la forme de désobéissance civile et de mouvements sociaux menés par des jeunes de groupes aux identités diverses.

Le NDI a identifié que les jeunes contribuent à un changement positif dans leurs communautés ; ils défendent et exigent plus de démocratie quand ils ont l'opportunité de contribuer, d'organiser, d'exprimer leurs opinions et de s'engager dans les processus de prise de décision politique. Lorsque les jeunes canalisent leurs talents et assument le rôle de leaders et d'activistes au sein de leurs communautés, ils participent activement à la construction de sociétés démocratiques fortes et dynamiques et contribuent à la vie de la communauté.⁵ C'est grâce à une participation significative que les jeunes acquièrent et maintiennent une conviction initiale sur la valeur des processus démocratiques et la participation politique et civique, à commencer par leurs communautés.⁶ Ces principes sont reflétés dans la théorie unifiée du changement pour la participation des jeunes à la vie politique du NDI,⁷ qui fournit des approches recommandées afin de stimuler le pouvoir de la jeunesse et un environnement favorable à une participation significative ou qui la soutient.

Dans la poursuite de ces principes, le NDI s'est efforcé d'identifier et de soutenir les mécanismes qui offrent des opportunités durables de participation significative des jeunes, malgré les défis identifiés ci-dessus. Grâce à la recherche et aux programmes menés dans le monde entier, le NDI a identifié la structure du conseil de jeunes comme un modèle d'engagement continu des jeunes avec les élus dans les processus de prise de décision du gouvernement. Reconnaissant que la plupart des opportunités pour les jeunes existent toujours au niveau local, plutôt qu'au niveau national, le développement de structures pour la participation à la vie politique au niveau local peut permettre aux jeunes d'acquérir des compétences et de l'expérience en travaillant directement au sein de leurs communautés. De plus, les mécanismes formels de participation au gouvernement, en particulier ceux bénéficiant d'un soutien juridique, peuvent créer des opportunités de démontrer aux dirigeants politiques la valeur et la capacité des jeunes, ce qui peut conduire à des changements concernant les normes sociales et les attentes envers la participation des jeunes.

Objectifs de ce Guide

Le présent guide est conçu pour servir d'outil aux jeunes, aux praticiens du développement des jeunes et aux élus qui souhaitent créer et/ou soutenir un conseil consultatif de jeunes lié à leur district ou circonscription. Pour les jeunes et les praticiens de la jeunesse, le présent guide décrit les étapes sur la manière dont les jeunes peuvent s'organiser et exploiter le soutien des élus et administratifs afin de formaliser un mécanisme pour fournir des informations sur les processus de prise de décision. Pour les élus, le présent guide expliquera les avantages de la contribution des jeunes et énumérera les étapes pour identifier et recruter les membres d'un conseil de jeunes et créer un espace inclusif permettant aux jeunes de partager leurs points de vue. Enfin, le guide fournit une liste des bonnes pratiques et des écueils courants à éviter dans le cadre du processus de création d'un conseil de jeunes. Bien que cette ressource se concentre sur les structures du conseil de jeunes, il peut être possible de formaliser des aspects du modèle de conseil qui offrent aux jeunes des opportunités durables de contribuer aux processus décisionnels, même sans un organe de conseil officiel. Cette ressource s'appuie sur les enseignements tirés et les bonnes pratiques identifiées par l'Institut National Démocratique (NDI ou l'Institut), l'association représentant les professionnels de la gestion des collectivités locales (International City/County Management Association, ICMA) et Restless Development par le biais d'expériences de programmes et de recherches sur des modèles de structures consultatives efficaces pour les jeunes à travers le monde, y compris des études de cas de pays et des exemples de conseils locaux de jeunes.

QU'EST-CE QU'UN CONSEIL DE JEUNES ?

Définition d'un conseil de jeunes

Les conseils de jeunes représentent l'un des nombreux mécanismes par lesquels les jeunes et les gouvernements démocratiques peuvent collaborer dans les processus politiques et décisionnels. Un conseil de jeunes est composé d'un groupe de jeunes, élus ou sélectionnés par d'autres moyens, dont la fonction principale consiste à servir d'organe consultatif pour les agences gouvernementales ou les représentants officiels en fournissant des informations et des recommandations du point de vue de la jeunesse. Les conseils de jeunes peuvent exister au niveau national en tant qu'organisme indépendant ou au sein de la structure gouvernementale par le biais d'un ministère ou d'un cabinet parlementaire, et aux niveaux régional et/ou local. Les voix des jeunes peuvent élever les débats politiques à la fois sur les questions qui concernent principalement les jeunes et celles qui ont un impact plus large sur les autres membres de la communauté.

Les voix des jeunes peuvent élever les débats politiques à la fois sur les questions qui concernent principalement les jeunes et celles qui ont un impact plus large sur les autres membres de la communauté.

La plupart des pays ont des politiques pour les jeunes aux niveaux national et local, et les conseils de jeunes peuvent être impliqués dans l'élaboration de ces politiques, le suivi de la mise en œuvre des politiques ou la fourniture de commentaires. Les conseils de jeunes peuvent également être impliqués dans l'organisation d'événements ou de campagnes de revendication liés aux questions politiques et de politique, ainsi que dans

des événements sociaux et des formations de renforcement des capacités pour leurs jeunes constituants. Chaque conseil est chargé d'identifier les priorités de ses constituants et l'objectif de ses activités, ainsi que de développer une relation de travail avec son conseil municipal ou local correspondant. Comme la définition des jeunes varie selon les contextes sociaux, dans certains pays, l'âge des membres d'un conseil de jeunes peut être inférieur à celui du droit de vote. La tranche d'âge correspondant aux jeunes est définie par les gouvernements nationaux ou les organisations internationales varie généralement entre 15 et 35 ans, bien que dans certains pays, la limite inférieure peut être de 9 ou 12 ans et la limite supérieure de 30 ans.

Structures du conseil de jeunes dans des environnements juridiques différents

De nombreux pays ont des lois nationales régissant les questions liées à la jeunesse et créent une politique ou une stratégie nationale pour la jeunesse qui guide les agences gouvernementales et/ou non gouvernementales sur les programmes et activités pour la jeunesse. Selon le rapport sur l'état de la politique pour la jeunesse, 122 pays (sur 198) avaient une politique nationale pour la jeunesse en avril 2014.⁸ Parmi les pays de l'OCDE, 27 d'entre eux (sur 37) ont une politique ou une stratégie active pour la jeunesse.⁹ Cependant, l'absence d'une loi ou d'une politique pour la jeunesse ne signifie pas nécessairement que les institutions gouvernementales accordent moins d'attention ou d'action aux questions relatives à la

jeunesse. Les programmes et politiques pour la jeunesse peuvent être couverts par diverses lois et divers actes nationaux, tels que les lois sur les soins ou les droits des enfants, et les lois nationales, étatiques ou municipales sur l'éducation ou les services sociaux. Par exemple, il n'existe pas de législation sur la jeunesse aux Pays-Bas, mais il existe de nombreuses lois traitant de l'autonomisation des jeunes. La Norvège n'a pas de législation sur la jeunesse, mais les droits des jeunes sont maintenus par le biais des réglementations sur les enfants et les services sociaux. Dans les pays dotés de solides structures gouvernementales centralisées, les programmes et politiques pour la jeunesse sont principalement réglementés par les lois et agences nationales, tandis que dans les pays pourvus de structures décentralisées, les programmes et politiques pour la jeunesse sont réglementés aux niveaux local ou régional. Par exemple, en Belgique, chaque gouvernement régional dispose d'un ministre responsable des programmes pour la jeunesse et d'une politique régionale pour la jeunesse. De même, aux États-Unis, il n'existe pas de politique nationale pour la jeunesse, mais les programmes et politiques pour la jeunesse sont gérés aux niveaux étatique et local. Certains ministères et agences fédéraux américains ont également des programmes pour la jeunesse, et le Groupe de travail interinstitutions sur les programmes pour les jeunes (Interagency Working Group on Youth Programs, IWGYP)¹⁰ maintient la collaboration entre eux.

Les conseils de jeunes existent dans de nombreux pays. Bien que ce ne soit pas nécessaire, il est courant de voir des conseils de jeunes aux niveaux national ou local dans les pays avec une politique ou une stratégie nationale ou locale pour la jeunesse. Par exemple, tous les pays de l'OCDE disposant d'un conseil de jeunes à l'échelle nationale ou locale sont dotés d'une politique ou une stratégie nationale ou régionale pour la jeunesse. Certains pays ont uniquement des conseils de jeunes à l'échelle locale ou régionale, tandis que d'autres sont pourvus de conseils de jeunes à l'échelle nationale et locale. 30 pays de l'OCDE (sur 37) disposent d'un conseil national de jeunes, et la Nouvelle-Zélande et la Turquie figurent parmi ceux qui n'ont pas de conseil national de jeunes, mais tous deux ont des conseils locaux de jeunes.¹¹ De même, de nombreuses villes aux États-Unis ont des conseils de jeunes, même s'il n'existe pas de conseil national de jeunes.



Les conseils de jeunes favorisent la participation et l'engagement des jeunes dans les processus décisionnels. Grâce aux conseils de jeunes, les jeunes peuvent participer activement aux programmes et politiques qui les concernent, plutôt que de bénéficier passivement des services qui leur sont fournis. L'intérêt généralisé manifesté pour les conseils de jeunes à l'échelle mondiale indique le rôle important qu'ils peuvent jouer comme mécanisme de participation politique, cependant, l'existence des conseils de jeunes seuls ne garantit pas une participation et un engagement efficaces. L'environnement social, politique et économique dans lequel opèrent les conseils de jeunes est également fondamental. Les éléments clés d'un environnement favorable aux conseils de jeunes ou qui les soutiennent comprennent :

- des cadres juridiques officialisant la participation et l'engagement des jeunes dans la prise de décision et l'élaboration des politiques,
- des moyens d'engagement inclusifs, accessibles et équitables pour les jeunes femmes, les jeunes handicapés, les jeunes LGBTI, les jeunes issus de groupes ethniques et religieux, et les jeunes issus d'autres groupes marginalisés,
- un soutien financier et administratif de la part des institutions gouvernementales,
- un soutien politique continu des décideurs et de la communauté sur la participation et l'engagement des jeunes,
- un accès facile aux informations et aux données sur les problèmes clés pour la jeunesse afin de prendre des décisions éclairées,
- des droits civils, sociaux, politiques et économiques protégés par la loi,
- des canaux de communication différenciés qui sont largement disponibles et utilisés par les jeunes (p. ex., réseaux sociaux et stratégies et campagnes adaptées à la jeunesse),
- des organisations actives de jeunes et un intérêt des jeunes pour la participation à la vie civique et politique.

Il existe de nombreux exemples d'environnements favorables créés pour la participation et l'engagement des jeunes à l'échelle mondiale. Par exemple, en Belgique, en Finlande et en Estonie, les autorités nationales, infranationales ou locales sont tenues de travailler avec les conseils de jeunes sur la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques pour la jeunesse. De même, au Costa Rica, la politique nationale pour la jeunesse est créée par le conseil national de jeunes du ministère de la Jeunesse, et elle est approuvée par le plus haut niveau de représentation de la jeunesse composé d'universités, de partis politiques, d'ONG pour la jeunesse et de conseils locaux de jeunes. Au Danemark, en Suède, en Finlande, en Slovaquie et en Slovaquie, les conseils nationaux de jeunes reçoivent un financement régulier provenant des bénéfices de la loterie nationale ou des recettes fiscales nationales. Il est également courant que les gouvernements consacrent un pourcentage des budgets du ministère pour la jeunesse aux programmes et institutions pour les jeunes, y compris les conseils de jeunes. Par exemple, en Irlande, « Budget 2018 » a été publié pour contribution publique sur le site Web Citizens Information, et le conseil national de jeunes en Irlande a obtenu des informations pertinentes pour les jeunes, puis les a diffusées par le biais de ses propres canaux de communication, ce qui souligne une bonne collaboration entre le gouvernement et le conseil de jeunes.¹² À titre d'exemple de participation active des jeunes, le travail important du Conseil de jeunes d'Espagne (CJE) sur les politiques d'emploi favorables aux jeunes peut être souligné. Les représentants du CJE assistent à différents comités et réunions gouvernementales pour partager leurs suggestions de politiques pour des politiques plus favorables aux jeunes dans le domaine de l'emploi.¹³

Grâce aux conseils de jeunes, les jeunes peuvent participer activement aux programmes et politiques qui les concernent, plutôt que de bénéficier passivement des services qui leur sont fournis, mais l'environnement social, politique et économique dans lequel opèrent les conseils de jeunes est fondamental

LA VALEUR DES CONSEILS DE JEUNES

Pour les jeunes et les praticiens du développement des jeunes

Un engagement précoce dans la sphère publique peut avoir des avantages exponentiels pour les jeunes, en particulier chez les jeunes issus de la diversité. Des études sur les impacts de l'engagement des jeunes révèlent qu'il s'agit d'un facteur clé lié à l'implication continue d'une personne dans la démocratie et la gouvernance.¹⁴ Grâce à leur participation aux conseils de jeunes, les jeunes peuvent améliorer leurs compétences fondamentales en communication, organisation, leadership, recherche qualitative et quantitative, développement de programmes et de politiques, réflexion critique et analyse. Les réussites permises par ces compétences renforcées peuvent également se répercuter dans d'autres domaines de la vie des jeunes, tels que l'éducation et le travail. Le renforcement de la confiance que les jeunes ont envers leurs propres capacités peut élever leur position en tant que dirigeants communautaires et leur permettre de développer un sentiment de pouvoir en jouant un rôle dans l'élaboration de politiques qui ont un impact sur eux, leurs pairs et les autres membres de la communauté et en observant l'impact de leurs contributions.

Les premières opportunités d'engagement politique sont particulièrement essentielles pour les jeunes femmes et les jeunes filles. Un manque de confiance et un déclin de l'ambition politique se produisent tôt pour les filles, c'est pourquoi il est nécessaire de s'adresser à elles le plus tôt possible et de leur offrir un environnement favorable avec une sensibilisation à la culture politique, une compréhension de leurs droits et une entité, ce qui renforce leur croyance en leurs propres capacités et leur capacité à avoir un impact. Les études montrent qu'un engagement politique précoce pour les jeunes femmes aide à jeter les bases de l'autonomisation et du leadership politiques futurs.¹⁵

La participation à un conseil de jeunes peut satisfaire la quête de sens des jeunes, l'estime de soi et le sentiment d'appartenance. Lorsque les jeunes contribuent à la prise de décision pour leur communauté, cela crée des liens plus étroits entre les jeunes et leur communauté et les définit comme des dirigeants utiles. Les jeunes signalent une sensibilisation accrue aux défis auxquels les autres membres de leur communauté sont confrontés, ainsi qu'un sens du devoir consistant à identifier des solutions qui peuvent améliorer leur environnement.

Enfin, en ce qui concerne la politique, les jeunes bénéficient inévitablement d'une voix dans la manière dont les décisions sont prises et mises en œuvre. Selon une étude du NDI sur la participation des jeunes, la participation significative des jeunes est synonyme de pouvoir décisionnel.¹⁶ Étant donné que les jeunes tendent à ne pas prendre part aux institutions politiques et publiques formelles et processus tels que les élections, le développement des politiques et la prise de décision, les partis politiques et les décideurs affichent généralement une faible motivation pour répondre à leurs intérêts et priorités. Grâce au mécanisme du conseil de jeunes, les jeunes peuvent amplifier les voix de leurs pairs au sein des institutions formelles et conventionnelles, aidant à intégrer à la politique les priorités des jeunes, telles que

les opportunités d'emploi, l'atténuation de l'impact du changement climatique, l'égalité des sexes, les soins de santé, etc. L'accès à des moyens tels que les conseils de jeunes peut servir de voie saine pour permettre aux jeunes de s'exprimer et tenter de corriger leurs griefs sociétaux, une alternative préférable aux chemins contreproductifs, isolants ou violents.

Pour les décideurs

Les représentants élus et nommés sont également prêts à récolter les bénéfices de l'établissement de conseils de jeunes et du rassemblement des points de vue des jeunes sur les politiques. Tout d'abord, les conseils de jeunes sont des mécanismes relativement peu coûteux pour recueillir des informations sur les besoins réels des jeunes constituants, ce qui peut permettre aux représentants officiels de produire des politiques plus réactives. En équipant leurs conseils de jeunes avec des compétences en communication, recherche et développement de politiques et en les formant, les représentants officiels publics peuvent constituer un groupe de jeunes qualifiés et dignes de confiance à qui ils peuvent déléguer la collecte et l'analyse des priorités des jeunes et de la communauté. Ces jeunes peuvent servir d'oreille critique pour élaborer des politiques réactives.

Ces types d'engagements peuvent également entraîner des partenariats plus forts et plus durables entre les jeunes et leurs représentants officiels publics. En constatant les avantages et la valeur de la collaboration avec les conseils de jeunes, les représentants officiels publics et leurs successeurs seraient incités à continuer à s'engager avec ces mécanismes, leur fournissant une voie durable et pérenne pour renforcer le soutien des jeunes membres de la communauté et faire progresser des politiques mieux ciblées. Cela présente l'avantage supplémentaire de combler le fossé générationnel qui existe souvent entre les jeunes et les membres du gouvernement.

Au-delà de la promotion d'une politique réactive et de l'inclusion des jeunes, les conseils de jeunes peuvent également contribuer à stimuler les carrières des représentants officiels publics et/ou leur positionnement politique. En faisant connaître les initiatives de leur conseil de jeunes et en y sensibilisant, les représentants officiels publics peuvent bâtir des réputations de leadership inclusif et réactif et démontrer leur engagement à répondre aux besoins de la communauté, ce qui peut être difficile à mettre en évidence lorsqu'ils font face à des défis économiques à long terme tels que le chômage des jeunes. En se positionnant eux-mêmes comme des dirigeants réfléchis et responsables travaillant activement pour répondre aux priorités publiques, les représentants officiels publics seraient mieux positionnés pour poursuivre une volonté de réélection/renouvellement de mandat.



COMMENT CRÉER UN CONSEIL DE JEUNES

Un environnement favorable

La présence d'un environnement propice à l'engagement des jeunes est un facteur clé dans l'établissement d'un conseil de jeunes efficace. À travers des recherches et des entretiens menés auprès des représentants des conseils municipaux et de jeunes, l'équipe de recherche a observé plusieurs facteurs clés au sein de la communauté locale qui ont contribué de manière manifeste à la réussite des conseils de jeunes :

- les réglementations juridiques ;
- l'adhésion des décisionnaires ;
- le soutien de la communauté ;
- l'engagement préalable des jeunes ;
- des moyens inclusifs et accessibles ; et
- des ressources financières.

Si il n'existe pas de cadre juridique favorable, ou si une ou plusieurs autres conditions ne sont pas satisfaites dans une communauté où vous cherchez à établir un conseil de jeunes, cherchez des moyens créatifs de construire et de maintenir un environnement favorable.



Réglementations juridiques : Une réglementation juridique codifiée des conseils de jeunes volontaires ou obligatoires (au niveau national, régional et/ou municipal) permettrait de rationaliser l'établissement et la formalisation de la participation des jeunes aux processus de prise de décision et d'élaboration des politiques. Des politiques favorables imposeraient ou obligerait également un espace défini pour que les jeunes puissent se rassembler et faire entendre leur voix collective. Cependant, il est important de soutenir les conseils de jeunes avec des ressources financières et administratives. Le rôle, les ressources et l'accès du conseil aux décisionnaires doivent être définis dans les réglementations juridiques. Ces cadres juridiques ne fonctionnent pas efficacement sans l'existence d'autres facteurs de l'environnement favorable et risquent de ne constituer qu'un symbole de la participation en apparence des jeunes sans soutenir une participation significative et durable des jeunes.



Adhésion des décisionnaires : Sans une obligation légale codifiée d'établir un conseil de jeunes, qui n'existe pas dans la plupart des contextes à travers le monde, l'adhésion des décisionnaires est un élément crucial dans la création d'un environnement favorable. Au Maroc, les conseils de jeunes ne sont pas mandatés sur le plan juridique au niveau municipal. Dans certaines municipalités où le NDI a piloté son programme de conseil de jeunes, les élus étaient réceptifs et enthousiastes à l'idée d'établir des conseils de jeunes. Dans d'autres, où le président du conseil municipal n'était pas en mesure ou ne voulait pas s'engager dans un partenariat avec le NDI sur cette initiative, les efforts visant à établir un conseil de jeunes ont finalement été abandonnés. Bien qu'il n'existe

pas de technique infaillible pour obtenir l'adhésion des décisionnaires, les jeunes peuvent demander des réunions avec leurs représentants élus pour se présenter, établir des relations avec leurs représentants élus et commencer à sensibiliser sur l'idée des conseils de jeunes. Concernant les points à aborder lors de ces réunions, veuillez vous reporter à la section intitulée « Valeur des conseils de jeunes pour les décisionnaires ». Les jeunes peuvent former des conseils de jeunes informels en attendant et partager des rapports sur leurs activités et leurs réussites avec leurs décisionnaires afin de susciter leur intérêt et démontrer l'impact que les conseils de jeunes peuvent avoir.



Soutien de la communauté : Le soutien croissant de la communauté envers les conseils de jeunes peut servir la double fonction de rallier les décisionnaires à la formalisation des conseils de jeunes et d'amorcer l'environnement opérationnel des conseils. Avoir une communauté qui comprend et soutient les objectifs d'un conseil de jeunes facilitera considérablement la réalisation de ces objectifs. Les membres du conseil de jeunes peuvent s'adresser à des personnalités locales et à des dirigeants dans les sphères académiques, de la société civile et d'autres sphères de la vie communautaire. Les conseils de jeunes peuvent créer des comptes de médias sociaux pour tenir leur communauté informée de leurs activités et attirer plus d'attention sur leurs initiatives et leur engagement. Des contenus tels que de courtes vidéos, des faits et des données sur l'engagement des jeunes, et des récits sur la réussite du conseil peuvent attirer plus de jeunes au conseil et aider les communautés locales à adopter les projets du conseil de jeunes.



Engagement préalable des jeunes : L'engagement préexistant des jeunes dans la vie civique et politique peut préparer le terrain et faciliter la transition vers des initiatives d'engagement plus formelles comme les conseils de jeunes. D'après l'expérience du NDI, ce facteur peut être un indicateur d'une plus grande réussite des efforts du conseil de jeunes. Par exemple, au Maroc, solliciter le soutien des organisations de la jeunesse pendant les phases de recrutement du développement du conseil de jeunes a conduit au recrutement de jeunes qui avaient fait preuve d'un fort niveau d'engagement et de leadership au sein des organisations de la société civile (OSC), et qui étaient bien qualifiés pour établir des conseils de jeunes structurés et parfaitement fonctionnels. De même, en Belgique, la moitié des représentants du conseil municipal de jeunes sont directement issus d'associations de jeunes. La collaboration et/ou le partenariat formel avec les associations de jeunes ou d'autres OSC peuvent renforcer et soutenir la participation des jeunes aux conseils de jeunes.



Moyens inclusifs et accessibles : Les conseils de jeunes doivent accorder la priorité au recrutement des jeunes confrontés à des obstacles supplémentaires à la participation ; ces groupes seront différents en fonction du contexte local. Les efforts de recrutement qui cherchent uniquement à impliquer les jeunes par le biais des mécanismes existants peuvent conduire à la surreprésentation des jeunes qui sont déjà actifs sur plusieurs plateformes et limiter la représentation des populations de jeunes qui sont traditionnellement exclues. Différents facteurs peuvent avoir un impact négatif sur les niveaux précédents d'engagement des jeunes, tels que l'identité (genre, handicap, orientation sexuelle, origine ethnique et autres caractéristiques), l'emplacement géographique, l'expérience et d'autres circonstances personnelles. Les jeunes de tous les groupes démographiques recherchent des canaux par le biais desquels ils peuvent s'engager activement à changer leur situation, et les conseils de jeunes doivent inclure de manière proactive des groupes prônant la diversité. Accorder la priorité et une place centrale aux membres issus de milieux marginalisés et diversifiés peut aider à construire des communautés et des processus démocratiques plus inclusifs et plus résilients.



Ressources financières : L'accès aux ressources financières, telles que les subventions gouvernementales ou les dons privés, constitue l'un des facteurs les plus pratiques de la capacité d'un environnement à accueillir cette forme d'engagement des jeunes. Les ressources financières peuvent financer ou subventionner les coûts des espaces de formation et de réunion, des déjeuners, des conseillers, des matériels nécessaires pour mener des recherches, des activités pour les jeunes (générales) et d'autres éléments logistiques. Bien qu'il existe toujours des alternatives peu coûteuses aux étapes de formation d'un conseil de jeunes détaillées ci-dessous, les contraintes financières pourraient constituer un obstacle financier à la participation à un conseil de jeunes, empêchant ainsi l'accès aux jeunes qui ne peuvent pas se permettre de participer à ce type d'engagement.

Étapes pour les jeunes et les praticiens du développement des jeunes

La création d'un conseil de jeunes nécessite la patience et le dévouement d'un groupe de jeunes engagés. Les étapes énumérées ci-dessous ont été suivies par les conseils de jeunes du Maroc dans les programmes du NDI ; elles peuvent être appliquées par les conseils du monde entier. Ces étapes peuvent être modifiées ou réorganisées pour mieux s'adapter aux différents contextes opérationnels, tant que l'objectif principal reste le même : fournir des recommandations pertinentes aux représentants élus sur les questions prioritaires pour les jeunes.

Dans la plupart des cas, ces étapes nécessiteront un temps d'exécution considérable et peuvent nécessiter un ajustement dans le cadre de leur développement. Il n'est souvent pas possible d'effectuer toutes les étapes en même temps ou dans une succession rapide ; le processus peut et doit être itératif, devenant un cycle continu qui poursuit son adaptation en fonction des recherches et des commentaires des représentants officiels du gouvernement et des jeunes membres de la communauté. En appliquant les principes de la gestion adaptative,¹⁷ les conseils de jeunes, leurs constituants et leurs homologues gouvernementaux peuvent travailler ensemble sur des politiques qui sont à la fois centrées sur les citoyens et mises en œuvre de manière réaliste.

- Étape 1 :** Identifier une équipe de jeunes et des organisations dirigées par des jeunes ou au service des jeunes dans votre communauté, en donnant la priorité aux jeunes qui sont traditionnellement exclus, comme les jeunes femmes et les jeunes issus des groupes marginalisés
- Étape 2 :** Présenter une stratégie
- Étape 3 :** Rédiger des statuts internes ou des procédures d'exploitation
- Étape 4 :** S'informer sur le gouvernement local
- Étape 5 :** Renforcer les capacités du conseil de jeunes en tenant compte des différents milieux et compétences de chacun des membres du conseil de jeunes
- Étape 6 :** Mener des recherches
- Étape 7 :** Formuler des recommandations fondées sur des données probantes
- Étape 8 :** Contacter les décideurs
- Étape 9 :** Présenter les recommandations
- Étape 10 :** Surveiller la mise en œuvre

Étape 1 : Identifier une équipe de jeunes dans votre communauté

Pour créer un conseil de jeunes efficace qui peut maintenir un lien durable avec les décideurs locaux, vous devez d'abord recruter un groupe de jeunes engagés et motivés issus de votre communauté. Le recrutement de ce groupe initial de jeunes peut avoir lieu avant d'obtenir l'adhésion des décideurs pour la création du conseil de jeunes, puisque son objectif principal sera de poser les bases d'un groupe plus large afin de participer au travail du conseil de jeunes. Cette équipe doit s'engager à représenter les différentes idées, priorités et préoccupations des jeunes dans la communauté, et doit être composée de membres ayant des parcours et des expériences diversifiés, y compris un nombre égal d'hommes et de femmes, des individus avec des orientations sexuelles et identités de genre, des origines socio-économiques, des identités religieuses et ethniques diverses, et des personnes handicapées.

Étape 2 : Présenter une stratégie

Réunissez les membres du conseil de jeunes que vous venez de recruter pour définir une vision et une stratégie globales et communes concernant les objectifs et les opérations du conseil, en veillant à leur caractère inclusif et équitable. Par exemple, vous pouvez effectuer un exercice de brainstorming pour identifier les principes, valeurs et objectifs clés qui sont partagés par tous les membres du conseil, ainsi que les manques initiaux ou les opportunités d'engagement des jeunes dans votre communauté. Être sur la même longueur d'onde sur ces questions fondamentales dès le départ permettra à votre conseil d'accomplir efficacement votre mission. De plus, en rassemblant des jeunes qui n'ont jamais travaillé ensemble auparavant, vous devez établir des normes et des pratiques de travail qui garantissent un espace sûr où tous les participants peuvent apporter leur contribution. Ensemble, les membres du conseil doivent discuter et définir ce qu'est un environnement équitable et sûr pour eux, et concevoir une stratégie afin de s'assurer que chacun est à l'aise pour participer et a l'occasion de contribuer. Créez un calendrier général des activités que votre conseil de jeunes doit suivre et fixez des objectifs temporels.

Étape 3 : Rédiger des statuts internes ou des procédures d'exploitation

Travaillez avec les autres membres de votre conseil de jeunes pour rédiger des statuts internes ou un ensemble de procédures d'exploitation afin de codifier la structure interne, les règles et procédures, les critères d'admissibilité des membres et les objectifs du conseil. Les statuts doivent accorder la priorité aux processus et procédures inclusifs et équitables. Il peut s'agir d'un processus chronophage qui nécessite une discussion approfondie, alors assurez-vous de consacrer suffisamment de temps de réunion pour cette tâche.

Dans le contexte marocain, le NDI a travaillé avec les conseils de jeunes pour créer deux ensembles de statuts, l'un servant de charte interne pour le conseil de jeunes à proprement parler et un deuxième ensemble de règlements similaires qui servent à codifier et réguler le conseil de jeunes. Les conseillers municipaux doivent obtenir l'approbation du ministère de l'Intérieur pour adopter ce deuxième ensemble de règlements, c'est pourquoi le NDI a travaillé avec ses conseils de jeunes partenaires pour les rédiger à un stade précoce du processus. (Veuillez consulter la section Organisation et structure sous Structure et rôles clés du Conseil de jeunes pour plus d'informations sur les statuts et la structure interne du Conseil de jeunes et reportez-vous aux Annexes I et II pour consulter des exemples de statuts formels.)

Étape 4 : S'informer sur votre gouvernement

Avant de conseiller les décideurs sur les questions prioritaires pour les jeunes, rassemblez des informations pertinentes sur les appareils gouvernementaux auxquels ils appartiennent pour vous assurer que vos

recommandations sont pertinentes et s'inscrivent dans leur juridiction. Pour accéder à ces informations, vous pouvez solliciter l'aide du personnel du gouvernement, des registres publics, des organisations de la société civile (OSC) locales et d'Internet. Les informations importantes à recueillir comprennent la structure du gouvernement, les rôles des différents ministères, les identités et les penchants politiques du leadership, les budgets et les finances, les initiatives actuelles et les efforts passés d'engagement des jeunes. Par exemple, informez-vous sur les responsabilités des acteurs du gouvernement local et leurs résultats politiques, tels que le développement et les plans stratégiques locaux, les plans d'action communautaires, etc., l'état actuel de leur mise en œuvre et les budgets associés. Réfléchissez à la manière dont l'intégration des questions et priorités des jeunes dans ces plans pourrait les renforcer, et évaluez comment ces points pourraient être articulés dans les discussions futures avec les représentants du gouvernement.

Étape 5 : Renforcer les capacités du conseil de jeunes

Recherchez des ressources numériques, des experts dans votre communauté ou des organisations comme le NDI pour développer les compétences civiques de votre conseil en matière d'organisation, d'analyse des politiques, de revendication et de recherche. Au Maroc, le NDI a formé les membres du conseil de jeunes à diriger des groupes de discussion et à analyser leurs résultats, équipant ces jeunes de recommandations de politiques crédibles et pertinentes qu'ils pourraient présenter aux élus. Assurez-vous de tenir compte de la diversité des parcours et des compétences de chacun des membres du conseil de jeunes, en comprenant que chaque membre peut avoir un point de départ différent et que les membres auront probablement beaucoup à apprendre les uns des autres et à partager. Prenez des mesures pour identifier et garantir les aménagements nécessaires afin de permettre à chaque membre de participer et de contribuer aux activités de formation du conseil. (Veuillez consulter l'Annexe I : Ressources pour obtenir des informations supplémentaires sur les groupes de discussion et la formation à l'enquête.)

Étape 6 : Mener des recherches

Déployez les compétences acquises à l'étape précédente pour recueillir des données sur les questions prioritaires pour les jeunes constituants de votre conseil. (Veuillez consulter la section sur l'Engagement des jeunes constituants sous Structure et rôles clés du conseil de jeunes pour plus d'informations sur les outils et techniques de recherche. De plus, le Manuel du Débat des jeunes du NDI contient de nombreuses recommandations pour mener des recherches visant à éclairer les priorités.¹⁸)

Étape 7 : Formuler des recommandations fondées sur des données probantes

À l'aide des données recueillies dans le cadre de vos recherches sur les priorités des jeunes, rédigez des recommandations politiques à présenter aux décideurs. Filtrez les données pour identifier les habitudes et les tendances sur vos préoccupations. (Veuillez consulter la section Élaboration de politiques et/ou Fourniture de commentaires sur une politique/un plan existant sous Structure et rôles clés du conseil de jeunes pour plus d'informations sur l'élaboration des politiques.)

Étape 8 : Contacter les décideurs

Il est essentiel d'établir des contacts avec les décideurs/politiques pour les convaincre de l'utilité d'un conseil de jeunes pour la communauté et de la valeur de la collaboration pour les dirigeants du gouvernement. Plutôt que de s'adresser aux représentants officiels avec des exigences ou des demandes immédiates, envisagez de présenter la sensibilisation sous la forme d'un soutien que le conseil de jeunes peut offrir aux dirigeants du gouvernement en fournissant des informations et un accès à divers constituants de la communauté.

S'il n'y a pas de conseil de jeunes dans votre communauté, plaidez pour la création d'un conseil en engageant vos représentants élus et d'autres responsables locaux du gouvernement à l'aide de diverses méthodes, notamment la rédaction de lettres, les réunions en personne ou les campagnes de presse, ou en soulevant le problème lors d'un forum public, comme une assemblée générale. S'il y a un conseil de jeunes dans votre communauté, établissez une bonne communication régulière avec les homologues du gouvernement et montrez comment les conseils de jeunes et les municipalités peuvent travailler ensemble pour améliorer la communauté.

Dans le cadre de ces efforts, veillez à manifester des intentions constructives grâce à des engagements positifs afin de gagner la confiance et d'obtenir le soutien des décideurs.

Étape 9 : Présenter les recommandations

Organisez une réunion ou une autre forme d'engagement pour présenter vos recommandations de politique aux décideurs. Cette présentation doit être dirigée par un groupe diversifié de jeunes et démontrer la valeur et la vision que les conseils de jeunes peuvent offrir, avec pour objectif d'assurer l'engagement à formaliser ou renforcer le mécanisme. Vous trouverez ci-dessous un exemple d'ordre du jour utilisé par les conseils de jeunes du Maroc pour structurer leur réunion :

- Présentation des membres du conseil de jeunes et de l'objectif global
- Brève présentation du travail accompli jusqu'à présent
- Présentation des priorités des jeunes identifiées à partir de la recherche et des recommandations de politique correspondantes
- Demande du soutien des décideurs

Comment s'engager avec les décideurs



Commencer par un aspect positif. Soulignez une action récente et positive menée par votre décideur, comme une forme de commentaire positif et de remerciement.



Effectuer une transition vers votre problème. Présentez à votre décideur une autre opportunité d'engagement.



Illustrer le problème. Donnez des exemples de l'impact négatif d'un problème qui se concentrent sur les personnes.



Proposer une solution. Proposez une solution au problème, en donnant une vision de l'impact potentiel de votre solution.



Décrire votre équipe. Présentez votre équipe et les groupes de constituants qu'elle représente pour créer une opportunité d'améliorer la réputation du décideur parmi ces groupes.



Faire votre demande. Présentez à votre décideur une demande spécifique, bien pensée. Tenez compte des motivations et des priorités du décideur dans l'élaboration d'arguments persuasifs pour générer son soutien.



Les messages de revendication doivent toujours être informés par une compréhension des motivations de leur public, dans ce cas les décideurs gouvernementaux. Les recommandations doivent être formulées de manière à répondre aux intérêts des décideurs politiques. Par exemple, les représentants officiels sont souvent plus enclins à soutenir des initiatives qui peuvent générer une plus grande visibilité personnelle et une plus grande popularité, en particulier lors de la préparation aux élections.

Étape 10 : Surveiller la mise en œuvre

Après avoir obtenu les commentaires et l'engagement des décideurs sur vos recommandations de politique, surveillez l'introduction de nouvelles initiatives. Les outils de surveillance des processus politiques du NDI¹⁹ peuvent être utilisés pour surveiller le suivi du gouvernement.²⁰ Dans la mesure du possible, les conseils de jeunes doivent être engagés dans la mise en œuvre de leurs recommandations de politique afin d'être mieux à même de suivre leurs progrès et d'assurer la maîtrise de leur direction. Dans le cadre du processus de mise en œuvre, vous pouvez évaluer de façon continue votre politique pour vous assurer qu'elle répond au besoin prévu. À la fin de ce processus, revenez à l'Étape 7 pour approfondir les besoins des constituants et répétez les étapes qui suivent.

Étapes pour les décideurs

Les élus et les dirigeants du gouvernement intéressés par le recueil de commentaires des jeunes et l'institutionnalisation de leurs contributions peuvent également prendre l'initiative de lancer des conseils de jeunes en suivant les étapes décrites ci-dessous :

- Étape 1 :** Identifier les organisations de jeunes dans le secteur, en mettant particulièrement l'accent sur les organisations dirigées par de jeunes femmes et d'autres groupes marginalisés ou dont ils sont les principaux constituants
- Étape 2 :** Organiser une réunion de présentation
- Étape 3 :** Présenter une stratégie aux parties prenantes clés
- Étape 4 :** Désigner un coordinateur ou un intermédiaire pour le conseil de jeunes
- Étape 5 :** Établir des critères d'adhésion
- Étape 6 :** Sensibiliser à l'opportunité
- Étape 7 :** Lancer le conseil de jeunes
- Étape 8 :** Rédiger des statuts internes et des procédures d'exploitation
- Étape 9 :** Développer les capacités organisationnelles et les compétences politiques du conseil de jeunes
- Étape 10 :** Définir les étapes suivantes

Étape 1 : Identifier les organisations de jeunes dans le secteur

Cherchez à engager des organisations et des dirigeants de la jeunesse établis, même ceux qui critiquent ou ne sont pas d'accord avec votre gouvernement, pour commencer à renforcer le soutien à l'initiative. Les politiciens commettent souvent l'erreur de s'adresser exclusivement aux jeunes de leur propre parti politique ou de leurs réseaux existants ; cependant, inclure des jeunes issus de divers segments de la communauté, y compris ceux ayant des parcours et des expériences diversifiés et ceux qui n'ont traditionnellement pas participé à des mécanismes politiques existants, peut contribuer à un plus grand soutien et une coalition plus forte avec laquelle collaborer. Donner la priorité à la sensibilisation aux organisations dirigées par de jeunes femmes et des groupes marginalisés ou dont ils sont les principaux constituants, comme des organisations de personnes handicapées, des groupes ethniques et religieux et des organisations LGBT+.

Étape 2 : Organiser une réunion de présentation

Organisez une réunion de présentation avec les organisations et les dirigeants de la jeunesse pour mieux comprendre les besoins des jeunes constituants, présenter les objectifs de l'initiative du conseil de jeunes et organiser une séance de brainstorming collaborative sur la structure du conseil de jeunes. Dans certains contextes, il peut être important d'organiser des réunions distinctes afin que les jeunes femmes et les jeunes gens issus des groupes marginalisés se sentent plus à l'aise pour parler et aient l'espace nécessaire pour être entendus. Avant de planifier une réunion, demandez aux invités potentiels quels sont leurs besoins en matière d'accessibilité et comment créer un espace sûr où chacun peut participer.

Étape 3 : Présenter une stratégie aux parties prenantes clés

Il est important d'établir un consensus sur l'implication des jeunes dans la prise de décision. Efforcez-vous de définir une stratégie plus large pour le développement des conseils de jeunes, en utilisant peut-être les étapes décrites dans ce guide, et présentez cette stratégie aux parties prenantes concernées au sein de votre gouvernement. Il peut y avoir une opposition politique à l'initiative ou des acteurs qui insistent pour ne faire participer que les jeunes de leurs cercles. Pour ces acteurs, mettez l'accent sur la valeur des conseils de jeunes pour les décideurs et la communauté dans son ensemble.

Étape 4 : Désigner un coordinateur ou un intermédiaire pour le conseil de jeunes

Les meilleures pratiques recommandent de nommer ou d'embaucher un membre du personnel qui se consacre à soutenir le conseil de jeunes et qui possède une expérience dans le travail avec les jeunes, en impliquant spécifiquement sur des bases égalitaires les jeunes femmes et les jeunes hommes et en travaillant avec des jeunes issus de la diversité. Les responsabilités du coordinateur comprendront le partage des ressources et l'organisation de la logistique. Si le financement est un problème, un membre du personnel habilité, disposé à assumer une responsabilité supplémentaire, peut assumer ce rôle plutôt que d'embaucher un employé à plein temps.

Étape 5 : Établir des critères d'adhésion

Au début du processus de formation du conseil de jeunes, établissez des critères clairs d'adhésion au conseil, en mettant l'accent sur l'inclusion, l'accessibilité et la diversité. Tenez compte des tranches d'âge, de la représentation géographique, de la parité de genre, de la diversité ethnique, raciale et religieuse, du handicap et d'autres critères démographiques. Déterminez les conditions et/ou attentes spécifiques en matière d'adhésion, ainsi que les exigences pour rester membre (par ex., assister à un certain nombre de réunions).

Étape 6 : Sensibiliser à l'opportunité

Assurez-vous que la sensibilisation à l'initiative du conseil de jeunes est généralisée et accessible. Les stratégies de sensibilisation potentielles comprennent la publication d'un appel à candidatures dans des journaux locaux ou sur les réseaux sociaux, et le partage de l'opportunité avec des organisations de jeunes, des écoles, des établissements d'enseignement supérieur, des organisations communautaires et d'autres OSC pertinentes, en mettant l'accent sur les organisations impliquant les jeunes femmes et les groupes marginalisés. Cela doit être réalisé le plus tôt possible pour fournir aux candidats suffisamment de temps pour préparer leurs documents.

Étape 7 : Lancer le conseil de jeunes

La sélection d'un groupe de candidats, sur la base des critères d'adhésion établis et des principes d'égalité des genres et de diversité, constitue un nouveau conseil de jeunes. Le membre du personnel ou le comité directeur désigné comme le responsable de l'initiative du conseil de jeunes peut organiser la logistique du processus de sélection.

Étape 8 : Rédiger des statuts internes et des procédures d'exploitation

En collaboration avec le conseil de jeunes, rédigez des statuts internes ou un ensemble de procédures d'exploitation afin de codifier la structure interne, les règles et procédures, les critères d'admissibilité des membres et les objectifs du conseil. Placez le conseil de jeunes en position de réussir en finalisant ces documents, et en renforçant ainsi sa capacité interne, peu de temps après la formation du conseil.

Étape 9 : Développer les capacités organisationnelles et les compétences politiques du conseil de jeunes

Dotez les membres du conseil de jeunes de la capacité d'exploiter efficacement leur conseil et des compétences nécessaires pour vous fournir des recommandations politiques fondées sur des données probantes, à vous, le décideur. Cela peut être fait en les exposant à des modèles solides de statuts internes, en créant un environnement inclusif et favorable pour une relation productive avec les jeunes. En outre, les décideurs doivent partager leur budget, leurs plans de développement stratégique et tous les documents et procédures internes avec les jeunes pour informer les conseils sur les réalités financières, le cycle de vie d'une politique, ainsi que les politiques et initiatives existantes. Le présent guide contient des ressources, dont des exemples de sujets de formation et des descriptions des rôles clés des conseils de jeunes, qui peuvent servir de point de départ pour développer ces compétences.

Étape 10 : Définir les étapes suivantes

Définissez un calendrier des réunions, des formations et des sessions de collaboration avec les décideurs pour équiper le conseil de jeunes nouvellement formé afin de commencer à rechercher les priorités des jeunes, rédiger et présenter la politique pour répondre aux préoccupations des jeunes et assurer le suivi de la mise en œuvre de ses recommandations. Grâce à cette feuille de route, les jeunes devraient être en mesure de diriger leur conseil, de développer un sentiment d'appropriation de leurs recommandations et de prendre confiance en leurs propres compétences.

Ressources

Afin de fournir aux élus et autres décisionnaires des conseils personnalisés sur la manière d'établir des conseils de jeunes, le NDI a inclus des informations provenant des ressources externes décrites ci-dessous.

L'Institut pour la jeunesse, l'éducation et les familles (Institute for Youth, Education and Families) de la Ligue nationale des villes (National League of Cities, NLC) a produit un guide²¹ intitulé **Lancer un conseil de jeunes** du point de vue des décisionnaires qui décrit les actions que peuvent réaliser les dirigeants du gouvernement cherchant à établir des conseils de jeunes. Bien que ces mesures se rapportent aux dirigeants municipaux, elles peuvent être appliquées plus largement aux parlementaires, conseillers municipaux et autres élus. Les actions comprennent le fait d'agir en tant que défenseur de la participation des jeunes, d'utiliser un bilan de sa propre perception pour évaluer l'environnement favorable et de nouer des liens avec d'autres organisations ou municipalités qui pourraient fournir une formation ou des conseils sur l'établissement du conseil de jeunes.

La boîte à outils de GenerationOn, **Changer la donne : mettre en place un conseil consultatif pour la jeunesse**,²² décrit d'autres actions, ainsi que des points à prendre en compte lors de la mise en œuvre de chaque action, y compris l'établissement de critères d'éligibilité et la détermination de la composition du conseil, le lancement d'un processus de candidature et d'entretien, et la direction d'un processus d'orientation.



STRUCTURE ET RÔLES CLÉS DU CONSEIL DE JEUNES

Organisation et structure

Dès le début du processus de formation du conseil, une attention particulière doit être accordée aux décisions concernant les aspects organisationnels et structurels de votre conseil de jeunes. À partir des expériences de programmes menés dans différents pays et de recherches supplémentaires, cette section décrit plus en détail l'organisation et la structure du conseil qui peuvent guider les jeunes et les décisionnaires.

Recrutement

L'un des principaux défis de ces premières étapes est d'assurer un processus de recrutement transparent, inclusif et accessible. Pour atténuer les conflits potentiels, établissez des critères clairs et un processus de sélection inclusif à l'avance et mettez au point un formulaire de candidature accessible aux membres potentiels du conseil qui recueille des informations pertinentes. Afin de renforcer l'adhésion et le soutien de la communauté envers le conseil de jeunes, contactez les universités locales, les groupes de la société civile, en mettant particulièrement l'accent sur les organisations engageant les jeunes femmes et les groupes marginalisés, et les décisionnaires dans la mesure du possible, et demandez-leur de partager le formulaire de candidature dans leurs réseaux ; si possible, réunissez des représentants diversifiés de ces groupes dans une commission pour examiner les candidatures et sélectionner les membres du conseil de jeunes en fonction des critères de sélection. Les personnes impliquées dans le processus de fondation du conseil de jeunes peuvent choisir de créer un formulaire de candidature en ligne et de le diffuser sur les réseaux sociaux. Tout processus de candidature doit être conçu pour garantir l'accessibilité à tous les jeunes de la communauté, avec des aménagements disponibles pour les personnes handicapées, et des possibilités pour les personnes ne disposant pas d'un accès à Internet de déposer le formulaire en personne ou d'envoyer une copie papier du formulaire par voie postale. Dans le cadre de ses programmes au Maroc, par exemple, le NDI a aidé à développer un formulaire de candidature pour les futurs membres du conseil de jeunes, puis a coordonné avec les OSC, les institutions académiques et le gouvernement local dans chacune de ses municipalités cibles, le partage du formulaire sur leurs réseaux, y compris par le biais de groupes Facebook et de publications sur les panneaux d'affichage des communautés. Dix participants ont ensuite été sélectionnés pour chaque conseil, en consultation avec les élus locaux.

Vous trouverez ci-dessous des exemples de questions provenant du formulaire de candidature créé par le NDI pour les jeunes cherchant à devenir des membres fondateurs d'un conseil local de jeunes. Ce formulaire comprenait également de brèves informations de présentation sur les conseils de jeunes.

- Informations personnelles : prénom et nom, adresse e-mail, numéro de téléphone, âge, genre (avec des options inclusives pour sélectionner femme, homme, autre/préciser ou choisir de ne pas divulguer), profession et municipalité
- Appartenez-vous à des groupes non gouvernementaux ou de la société civile ?
- Quels sont les problèmes prioritaires des jeunes dans votre municipalité ?
- Pourquoi pensez-vous que nous devrions vous choisir pour faire partie du conseil de jeunes pilote dans votre municipalité ?

Vous trouverez ci-dessous un exemple d'ensemble de critères développés en fonction de l'expérience des programmes et des entretiens nationaux :

- Parité des genres,
- Âge, les jeunes étant définis comme les personnes de 30 ans et moins,
- Aucune affiliation manifeste à un parti politique,
- Enregistrement d'un engagement antérieur au sein de la communauté, y compris par le biais d'une expérience au sein de la société civile ou d'un travail bénévole (par ex., implication dans une organisation ou association locale de jeunes).

D'autres éléments à prendre en compte pour le recrutement peuvent inclure le nombre de membres du conseil, la diversité de représentation en ce qui concerne la distribution géographique, les parcours académiques et professionnels, le statut socio-économique, le handicap, l'appartenance ethnique, la race et l'inclusion de groupes marginalisés. Sur le formulaire de candidature (le cas échéant), intégrez des informations sur la durée des mandats des membres du conseil et les exigences en matière de présence afin que les candidats soient informés du niveau d'engagement requis pour remplir le rôle.

Structure et processus internes

Avant de plonger dans la recherche ou le développement de politiques, les membres des conseils de jeunes doivent décider comment organiser et/ou adapter la structure et les processus internes de leur conseil. À partir des expériences du programme et d'autres recherches, les meilleures pratiques comprennent la création d'un comité exécutif ou de pilotage, qui sera élu ou nommé par les collègues membres du conseil de jeunes, avec les rôles et responsabilités décrits ci-dessous. Il est essentiel que les jeunes femmes et les groupes marginalisés soient représentés de manière égale au sein du comité exécutif et aient la possibilité de contribuer à la prise de décision.

Rôle	Responsabilité
Président(e)	Dirige les réunions, gère les relations avec les contacts externes, coordonne les rapports de politiques nomme les responsables à des comités supplémentaires
Vice-président(e)	Fournit un soutien au président ou à la présidente et dirige les réunions en son absence, conseille le président ou la présidente sur les rapports de politique
Secrétaire	Gère les processus administratifs et conserve les archives de réunion
Trésorier/ère	Gère le budget, y compris la tenue des registres des fonds collectés et des entrées et sorties d'argent
Responsable des communications	Dirige les communications internes et externes

En plus de ce comité directeur, les conseils peuvent établir des comités fonctionnels ou sur des problèmes spécifiques. Dans le monde, on recense les exemples de comités suivants fonctionnant comme un sous-groupe sur un sujet spécifique :

Comité	Fonction
Comité législatif	Identifie la législation appropriée pour le conseil de jeunes afin de fournir des commentaires, coordonne les réunions avec les élus et représentants officiels administratifs et leur soumet un témoignage écrit et oral
Comité de publicité	Rédige et distribue des publications et facilite le dialogue avec la communauté
Comité des problèmes spécifiques	Effectue des recherches sur des problèmes spécifiques si nécessaire, fournit des suggestions de politique ou d'action, et/ou identifie de nouvelles idées de projet

En ce qui concerne les processus internes, voici quelques sujets spécifiques dont les jeunes doivent discuter et qui définissent des directives opérationnelles claires. Veuillez vous reporter aux Annexes III et IV pour obtenir des exemples de statuts formels :

Sélection des membres du comité directeur

- Période et fréquence de sélection/d'élection
- Processus de nomination
- Seuil des votes requis pour les élections (le cas échéant)
- Parité des genres
- Représentation des voix marginalisées

Réunions

- Réunion annuelle d'organisation ou de lancement – fixez des objectifs clairs pour cette réunion, comme la création d'un plan de travail annuel
- Réunions régulières – établissez la fréquence, fixez des calendriers pratiques, décidez d'une procédure de création d'un ordre du jour
- Réfléchissez au délai minimum requis pour annoncer les réunions irrégulières

Lois générales

- Établissez un code de conduite pour orienter les débats sur la stratégie ou la politique (voir l'Annexe IV pour obtenir un exemple de code de conduite)
- Horaires de travail pour les membres du conseil
- Directives sur le respect, l'inclusion, le professionnalisme et l'éthique
- Règles pour être un membre éthique (p. ex., obligation d'assister à un certain nombre de réunions au cours d'une année, respect des directives éthiques, etc.)

Modifications des procédures d'exploitation ou des statuts

- Envisagez de réviser ces réglementations et processus une fois par an à la lumière des politiques qui se révèlent utiles ou fastidieuses dans la pratique

Comme ressource supplémentaire, vous trouverez ci-dessous un ordre du jour provisoire que les conseils de jeunes peuvent suivre lors de leur première réunion pour aider à orienter les discussions sur les sujets susmentionnés :

- Présentations
- Définition des objectifs plus vastes du conseil de jeunes pour s'assurer que tout le monde les comprend
- Discussion transparente sur les critères et le processus de recrutement utilisés pour sélectionner les membres du conseil. Cela comprend la reconnaissance de la contribution des OSC, des institutions académiques ou d'autres organisations qui ont soutenu ce processus
- Discussion sur les outils de ce guide (qui doivent être partagés avant la réunion) et, le cas échéant, des réalisations des conseils de jeunes homologues
- Discussion sur les questions de diversité, d'équité et d'inclusion et la manière dont le conseil de jeunes s'assurera que ces principes sont respectés
- Discussion sur les défis et problèmes prioritaires des jeunes
- Création d'un plan pour l'année, y compris un calendrier pour discuter des problèmes et planifier les activités
- Discussion sur les rôles et responsabilités des membres du conseil et formation d'un comité directeur
- Définition d'une stratégie de sensibilisation pour nouer des relations avec les décideurs
- Étapes suivantes et conclusion

Engager les jeunes constituants

En tant que représentants des jeunes dans leur communauté, les conseils de jeunes doivent avoir accès à des informations précises et à jour sur les priorités et les besoins des jeunes qu'ils représentent. Plutôt que de s'appuyer sur des preuves anecdotiques ou des impressions personnelles, les membres du conseil doivent établir et institutionnaliser des processus systématiques de collecte de données sur les demandes de leurs jeunes constituants. Pour être responsables et réceptifs aux jeunes qu'ils représentent, les conseils de jeunes doivent régulièrement impliquer leurs jeunes constituants afin de solliciter leur contribution et d'en apprendre davantage sur leurs besoins. Les membres du conseil de jeunes doivent recueillir des informations auprès de divers groupes de jeunes, y compris les jeunes femmes et les jeunes marginalisés, et s'assurer que toutes les collectes d'informations sont effectuées de manière inclusive et accessible. Les conseils de jeunes doivent également trouver des occasions de sensibiliser leurs jeunes constituants à l'existence du conseil et à ses activités afin de promouvoir un engagement politique plus large des jeunes.

Les conseils de jeunes disposent de différents moyens pour recueillir des informations sur les besoins de leurs jeunes constituants :

- Créer des comptes de réseaux sociaux et de messagerie, publier leurs coordonnées et répondre aux demandes ou questions sur ces forums ;
- Établir des horaires de permanence pour que les jeunes membres de la communauté se rencontrent et s'engagent auprès de leurs conseils de jeunes ;
- Organiser des assemblées publiques ou d'autres réunions publiques pour informer les participants des activités du conseil de jeunes et échanger avec les participants dans le cadre d'un forum transparent et ouvert ;
- Effectuer des évaluations des besoins de la communauté par le biais d'enquêtes, d'entretiens, etc. ;
- Visiter des écoles, des centres communautaires ou d'autres lieux où les jeunes se rassemblent ; et
- Organiser des activités sociales et politiques telles que des concerts et des débats politiques, où les jeunes assisteraient, et avoir des conversations avec les jeunes pendant et après l'événement.



FIGHTING
FOR
EQUALITY

Grâce à ses programmes au Maroc, le NDI a formé les conseils de jeunes à impliquer leurs constituants en utilisant comme méthodologie les groupes de discussion et les enquêtes en ligne. En utilisant leurs compétences nouvellement acquises, les conseils de jeunes du Maroc ont élaboré des questionnaires types pour les groupes de discussion, recruté des participants au groupe de discussion et organisé des sessions pour enquêter sur les priorités des jeunes. Certains conseils de jeunes ont également mis au point des enquêtes en ligne, qu'ils ont promues via leurs comptes de médias sociaux. À Bruges, en Belgique, le conseil de jeunes a récemment mené une enquête auprès des constituants de la jeunesse pour recueillir des commentaires sur le projet de plan municipal sur six ans développé par le conseil municipal.

Vous trouverez ci-dessous des directives que les conseils de jeunes peuvent suivre pour diriger des groupes de discussion sur les priorités des jeunes dans leurs communautés :

- Rédigez un guide de discussion visant à enquêter sur les problèmes auxquels les jeunes sont confrontés et à évaluer les solutions potentielles.
- En fonction de la taille de votre circonscription et de la capacité de votre conseil, décidez du nombre de groupes de discussion que vous dirigerez, tout en maintenant une distribution géographique uniforme.
- Recrutez des participants aux groupes de discussion issus de milieux divers en utilisant des méthodes de recrutement inclusives et coordonnez la logistique pour la session. D'autres OSC ou institutions académiques peuvent servir de partenaires pendant cette phase.
- Pendant la session de groupe de discussion, au moins trois membres des conseils de jeunes doivent être présents – une personne pour animer la discussion de groupe en utilisant le guide de discussion, une deuxième pour prendre des notes par écrit et une troisième pour enregistrer la discussion.
- Envisagez la mise en place de groupes de discussion distincts pour les jeunes filles et les jeunes issus des groupes marginalisés afin d'assurer un espace sûr et équitable pour qu'ils puissent participer et discuter de leurs besoins.

Les conseils de jeunes intéressés par la conduite de recherches sur des groupes de discussion ou d'autres formes d'évaluations des besoins de la communauté doivent identifier des ressources supplémentaires ou rechercher une formation supplémentaire sur la conduite de groupes de discussion, car les étapes ci-dessus ne sont pas exhaustives.

Élaboration de la politique et/ou fourniture de commentaires sur une politique/un plan existant

Le rôle principal des conseils de jeunes consiste à servir de voix aux jeunes au sein de leur communauté en fournissant à leurs organismes gouvernementaux des suggestions et des recommandations sur la manière de mieux répondre aux priorités des jeunes. Les jeunes peuvent mieux remplir ce rôle en formulant, communiquant et fournissant des recommandations fondées sur des données probantes concernant les besoins des jeunes. Les meilleures pratiques comprennent la formulation de commentaires et la conception de politiques à partir de recherches et de données.

Recherche et collecte de données :

Menez périodiquement des recherches générales sur les questions et priorités des jeunes dans votre communauté, en suivant les recommandations décrites ci-dessus, afin de maintenir le lien avec vos jeunes constituants et de vous assurer que vous les comprenez. Lorsque des opportunités de fournir des commentaires se présentent concernant une politique ou un plan spécifique du gouvernement local, les conseils de jeunes peuvent se mobiliser rapidement en engageant les réseaux de contacts qu'ils ont

maintenus et en sollicitant des commentaires auprès des jeunes par le biais d'enquêtes, de groupes de discussion ou d'entretiens virtuels ou en personne. Si le temps ou les ressources sont limités, les membres du conseil de jeunes peuvent mener des recherches indépendantes sur le problème spécifique pour le comprendre et en apprendre davantage sur la pratique dans d'autres municipalités. Ils peuvent également s'appuyer sur les données précédemment collectées par le conseil via les enquêtes générales afin d'éclairer leur approche pour représenter la voix des jeunes dans leur circonscription et apporter une réponse de manière appropriée. La recherche et la collecte d'informations et de données sur des problèmes spécifiques permettent aux membres du conseil de jeunes de fournir des faits et des données probantes qui renforcent leur analyse lorsqu'ils font des suggestions à leurs dirigeants municipaux.

Nota: Es posible que se requiera un esfuerzo adicional para garantizar que los procesos de recopilación de datos incluyan las perspectivas de los jóvenes de toda la comunidad, incluidos aquellos que puedan tener obstáculos para participar, como jóvenes ubicados en áreas geográficamente remotas, jóvenes con diferentes requisitos de idioma, jóvenes sin acceso a la tecnología, etc.



Analyse des données :

Après avoir mené des recherches comme décrit dans les sections ci-dessus, les jeunes peuvent analyser les données collectées par le biais d'évaluations des besoins de la communauté ou d'autres formes de recherche pour identifier les tendances dans les résultats. L'organisation des résultats peut s'effectuer en identifiant trois catégories principales de préoccupations des jeunes, en fonction des données, puis en explorant des préoccupations plus spécifiques selon ces grands thèmes.

Élaboration de la politique :

Les membres du conseil doivent suivre deux règles d'or lorsqu'ils rédigent leurs recommandations de politique. Tout d'abord, les conseils de jeunes doivent uniquement faire des recommandations qui relèvent de la compétence de l'organisme gouvernemental auquel ils s'adressent. L'une des premières étapes de la formation d'un conseil de jeunes consiste à rechercher le champ d'application du pouvoir et de l'autorité de l'organisme gouvernemental auquel le conseil est rattaché, car la présentation de recommandations sur lesquelles les décideurs ne peuvent pas agir met en danger la crédibilité d'un conseil de jeunes. Deuxièmement, les recommandations de politique doivent être spécifiques, exploitables et bien adaptées aux problèmes qu'elles cherchent à résoudre. Dans la mesure du possible, les recommandations doivent compléter ou s'appuyer sur les efforts existants. Elles peuvent également bénéficier d'un coût réduit et de l'orientation de l'action et du pouvoir des jeunes dans le cadre des solutions. Voici des versions ayant un impact faible, modéré et fort d'un exemple de recommandation de politique pour lutter contre le chômage :

- **FAIBLE IMPACT : la municipalité doit s'attaquer au chômage** – Cette recommandation identifie uniquement une lacune dans la politique, dont les dirigeants gouvernementaux peuvent déjà avoir connaissance.
- **IMPACT MODÉRÉ : la municipalité doit créer des emplois pour lutter contre le chômage** – Cette recommandation manque de spécificité, ce qui réduit la valeur ajoutée du conseil de jeunes.

- **FORT IMPACT** : pour lutter contre le chômage, la municipalité peut organiser un salon annuel de l'emploi dans son centre culturel afin de mettre les jeunes en relation avec les employeurs – Cette recommandation est spécifique. Elle suggère une manière innovante et peu coûteuse d'exploiter les ressources existantes (le centre culturel du gouvernement), et crée d'autres ouvertures pour l'engagement du conseil de jeunes.

Analyse politique :

Avant de présenter des recommandations de politique aux décideurs gouvernementaux, les membres du conseil de jeunes doivent analyser l'environnement politique et les parties prenantes concernées, élaborer des stratégies pour s'engager auprès des représentants officiels locaux et préparer des arguments convaincants pour faire avancer les objectifs du conseil.²³ En réfléchissant de manière proactive à la façon dont les différentes parties prenantes peuvent influencer et bénéficier d'une initiative particulière, les membres du conseil peuvent réussir à traduire leurs recommandations en politiques prioritaires pour le gouvernement.

Fournir des commentaires :

Les conseils de jeunes peuvent également fournir des commentaires sur les plans, politiques ou projets de loi existants rédigés par les décideurs politiques et les décideurs afin de s'assurer de leur caractère réactif, inclusif et sensible au genre. À l'aide des techniques d'analyse des données décrites ci-dessus, les jeunes doivent analyser la politique à travers le prisme de trois questions clés :

- Pour résoudre quel problème la politique est-elle conçue ?
- Les objectifs de la politique sont-ils en adéquation avec les intérêts des jeunes du secteur ?
- La politique répond-elle à son intention déclarée ?

Le rôle des commentaires formulés par un conseil de jeunes est potentiellement le plus sensible. S'ils ne sont pas fournis de manière professionnelle, les commentaires peuvent être interprétés négativement par les décideurs. Vous trouverez ci-dessous des directives que les jeunes peuvent suivre pour renforcer l'efficacité de leurs commentaires :

- Fournir des commentaires constructifs plutôt que des critiques négatives, qui permettent aux décideurs politiques d'améliorer leurs politiques.
- Éviter le langage accusateur ou les critiques personnelles qui placent les destinataires des commentaires sur la défensive.
- Reconnaître les points forts d'une politique pour établir des relations de confiance avec les décideurs.
- Fournir les commentaires dans les délais impartis et informer le point de contact si plus de temps est nécessaire.
- Procéder au suivi des commentaires et de toute recommandation en résultant pour démontrer l'engagement.

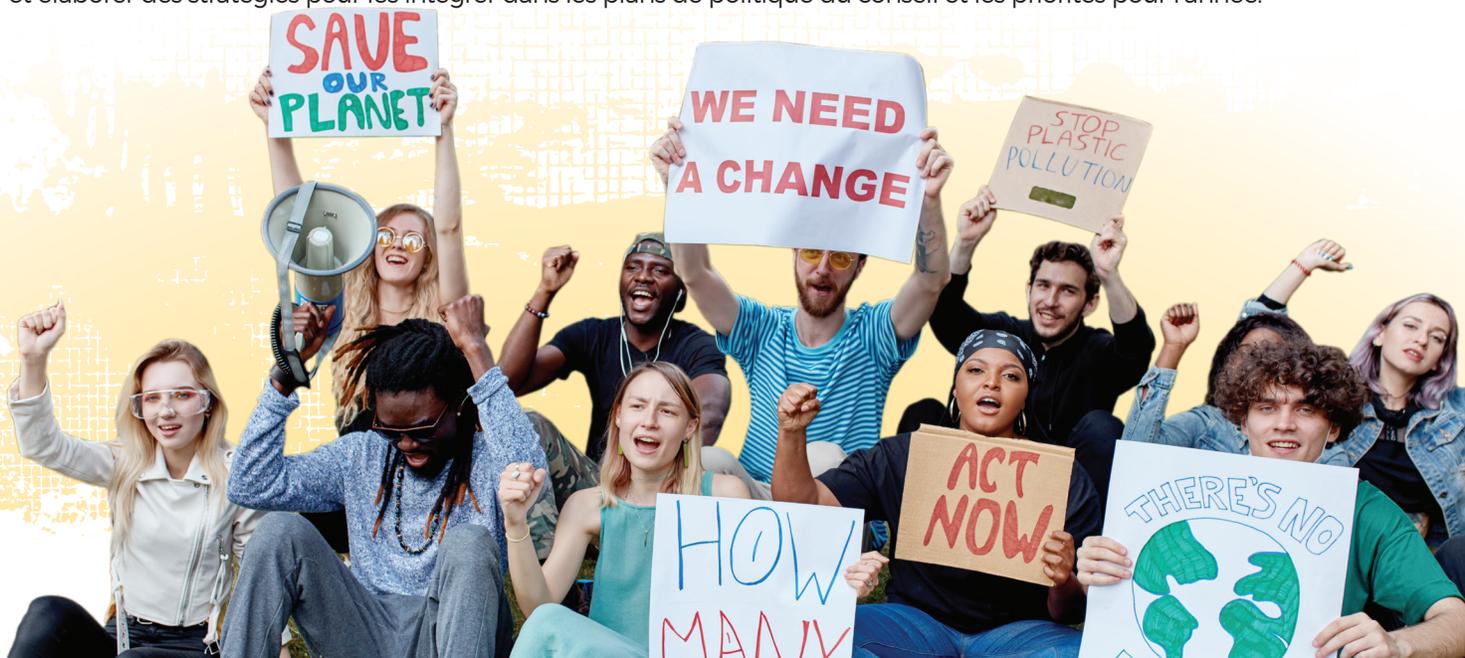
Pour finir, lorsque des jeunes présentent des recommandations de politique ou des commentaires sur la politique, ils doivent utiliser de solides compétences de présentation. S'exercer au préalable peut aider à organiser les pensées et à se préparer aux questions que les décideurs politiques peuvent poser. Au début de la présentation, fournissez un résumé succinct des principaux points qu'abordent les commentaires afin que les décideurs connaissent les sujets traités. Tout au long de la présentation, maintenez une posture confiante, un contact visuel et un débit régulier. Remerciez le public à la fin pour son temps et demandez s'il a des questions.

CRÉER UNE DYNAMIQUE GRÂCE À DES COMMUNICATIONS CRÉATIVES

Les bonnes idées ne suffisent tout simplement pas à elles seules pour susciter l'enthousiasme et concrétiser le changement ; les conseils de jeunes les plus efficaces sont en mesure d'exploiter l'étincelle initiale d'une idée innovante ou d'une recommandation de politique et de créer un soutien en impliquant les jeunes constituants, les membres de la communauté et les représentants officiels du gouvernement grâce à diverses approches de communication.

Une bonne pratique à prendre en compte pour les conseils de jeunes consiste à établir un cadre de communication global et/ou une stratégie spécifique pour faire connaître les idées de projet individuelles. Une stratégie de communication efficace permettrait d'identifier les axes clés d'intervention, notamment l'établissement des buts et objectifs de communication, l'identification des publics et des parties prenantes à engager au sein de la communauté, l'articulation des principes et messages fondamentaux à transmettre, la détermination des canaux et méthodes de communication à utiliser et la création d'un calendrier pour identifier les activités de communication sur une durée spécifique.

De plus, le meilleur moyen de susciter l'intérêt et l'enthousiasme consiste à rendre les communications accessibles, amusantes et engageantes. Plutôt que de simplement publier des rapports, des résumés de réunion et des projets de politiques, l'intégration d'un élément interactif, comme une fonctionnalité de sondage, peut servir à capturer le sentiment de la communauté et à augmenter l'investissement des constituants envers une initiative ou une idée particulière. Par exemple, en Belgique, **Aanstekers** est un outil de communication innovant qui est utilisé pour trouver des idées de projets de façon participative auprès des jeunes de diverses municipalités, et leur permet d'approuver ou de désapprouver des soumissions via une fonctionnalité virtuelle. Les conseils de jeunes peuvent contrôler les idées qui bénéficient du plus grand soutien et élaborer des stratégies pour les intégrer dans les plans de politique du conseil et les priorités pour l'année.



MAINTENIR UN CONSEIL DE JEUNES

Une fois initié, maintenir la dynamique d'un conseil de jeunes peut être difficile. En plus de capitaliser sur l'adhésion des jeunes, des décideurs et de la communauté dès le départ, la longévité d'un conseil de jeunes dépend de sa planification de projets et d'activités spécifiques, et de sa capacité à gérer les ressources pour mettre en œuvre son programme. La première étape pour atteindre la durabilité à long terme consiste à clarifier le rôle du conseil de jeunes dans sa communauté ainsi que ses relations avec les agences gouvernementales et les parties prenantes non gouvernementales. Deuxièmement, un conseil de jeunes doit disposer de ressources dédiées à ses opérations et être prêt à développer un budget afin d'allouer des fonds aux projets et activités prévus. Les conseils de jeunes peuvent fonctionner avec des budgets modérés et un soutien minimal du personnel des agences gouvernementales, à condition qu'il y ait une planification avancée. Dans la mesure du possible, les conseils de jeunes peuvent utiliser les ressources existantes au sein de la communauté, comme les centres pour les jeunes, les parcs et d'autres lieux de rassemblement public, pour leurs activités afin d'être rentables en apportant de la valeur aux jeunes, aux décideurs et à la communauté. Avec des rôles clairs, un budget et un soutien durables, les conseils de jeunes peuvent accorder une attention particulière à l'établissement d'un plan de recrutement et de maintien des effectifs afin d'encourager les membres du conseil de jeunes à poursuivre leur travail et d'inciter de nouveaux membres à les rejoindre, ce qui est un autre élément clé de la durabilité.

De plus, les ressources législatives pour les conseils de jeunes par le biais de cadres juridiques sont une mesure importante pour assurer la durabilité au cours des changements dans le leadership politique. Sinon, le changement du personnel administratif peut entraîner la perte du soutien et du financement du décideur. Par exemple, en Turquie, les conseils locaux de jeunes sont mandatés par la loi municipale, mais aucun budget distinct ne leur est alloué, et l'autorité d'allocation budgétaire est différée aux conseils municipaux. Dans certaines municipalités, en raison du renouvellement de l'équipe de direction municipale, les conseils de jeunes ont perdu leur soutien politique, financier et administratif ; lorsque cela se produit, beaucoup sont obligés de cesser leurs activités et de rester actifs uniquement en apparence jusqu'à ce que la direction municipale change à nouveau.

Un autre élément important pour soutenir les conseils de jeunes est la surveillance et l'évaluation. L'évaluation de l'impact des activités du conseil de jeunes par le biais de rapports sur les réalisations (par exemple, régulièrement sur les réseaux sociaux et annuellement, semestriellement ou trimestriellement dans les rapports d'avancement) encouragerait les décideurs et les jeunes à continuer à s'engager dans le travail du conseil de jeunes, augmenterait la visibilité du



conseil parmi ses constituants et rendrait des comptes au conseil. Par exemple, au Costa Rica, les conseils locaux de jeunes publient chaque année un rapport de responsabilisation indiquant les projets mis en œuvre pendant l'année, le budget dépensé et le nombre de participants présents. Il est essentiel d'intégrer des indicateurs de genre dans le plan de suivi et d'évaluation pour s'assurer que l'approche du conseil de jeunes fait évoluer les inégalités de genre, n'ignore pas les questions liées au genre ou n'en a pas une vision négative. Cela doit inclure une analyse de la question du genre au démarrage du programme qui mesure les changements de normes et d'attitudes, et une approche « Ne pas nuire ».

Enfin, les conseils de jeunes les plus durables sur le long terme sont capables d'encourager l'intégration des jeunes et des genres dans toutes les politiques et activités gouvernementales locales. En plus de collaborer avec les dirigeants politiques locaux dans l'élaboration des plans et activités du conseil de jeunes, les membres du conseil de jeunes doivent stimuler de manière proactive l'engagement et la participation aux réunions de la communauté et aux discussions politiques. Par exemple, les conseils de jeunes peuvent déléguer aux membres la participation aux assemblées générales et aux auditions budgétaires publiques par roulement ou de façon spécifique afin de soulever des questions sur l'impact des mesures proposées sur les jeunes et de suggérer l'incorporation de politiques favorables aux jeunes dans les documents de planification municipale. Les conseils de jeunes peuvent également demander une représentation au sein de tous les comités de la communauté pouvant exister dans leur localité, tels que les comités consultatifs citoyens sur la santé et la sécurité, l'éducation, etc. De plus, les conseils de jeunes peuvent organiser des réunions de coordination régulières avec leurs homologues locaux afin de discuter des idées, priorités et préoccupations, ainsi que pour informer les représentants officiels du gouvernement des événements et activités du conseil de jeunes.

Les conseils de jeunes les plus durables sur le long terme sont capables d'encourager l'intégration des jeunes et des genres dans toutes les politiques et activités gouvernementales locales.

Dans certaines régions, les conseils de jeunes peuvent être légalement autorisés à assister à des réunions gouvernementales non publiques en tant qu'observateurs ou participants. Par exemple, au Kosovo, les

représentants locaux du conseil de jeunes peuvent assister à des sessions du conseil municipal et participer à la discussion sur les points de l'ordre du jour concernant les jeunes ainsi que diffuser des informations et des mises à jour importantes pour leurs jeunes constituants. Lorsque les conseils de jeunes sont en mesure de maintenir des liens avec les processus gouvernementaux et d'y avoir accès, ils peuvent plus étroitement surveiller les actions des dirigeants locaux concernant les priorités des jeunes et en rendre compte. L'exploitation des liens, y compris l'utilisation stratégique des médias sociaux, peut permettre de s'assurer que les problèmes des jeunes reçoivent l'attention et la demande des constituants nécessaires à l'action du gouvernement sur un sujet donné. Cela, à son tour, conforte la valeur des conseils de jeunes et incite davantage de jeunes à s'engager dans un mécanisme qui peut démontrer des résultats concrets.



CONSEILS DE JEUNES INCLUSIFS

Les politiques et programmes pour la jeunesse sont essentiels pour créer une société plus inclusive, et les structures consultatives telles que les conseils de jeunes peuvent jouer un rôle important dans la sensibilisation autour des questions de diversité, d'équité et d'inclusion dans la communauté, sans se limiter aux préoccupations et aux idées sur la participation des jeunes à la vie sociale, économique et politique. Les conseils de jeunes peuvent également créer des chances égales pour la participation de jeunes issus de la diversité, en particulier les jeunes femmes et les jeunes de groupes marginalisés, qui peuvent ne pas avoir accès aux dirigeants politiques, aux institutions et aux processus, tels que les sections jeunesse des partis politiques. Structurellement, les conseils de jeunes peuvent et doivent, de manière proactive, faire de la place à la participation des jeunes femmes et des jeunes handicapés, des jeunes issus de milieux économiques, de groupes ethniques et religieux différents, ainsi que des identités raciales, des orientations sexuelles et des identités de genre différentes, et effectuer un changement institutionnel en défendant les problèmes et les priorités d'une circonscription caractérisée par la diversité.

Les conseils de jeunes peuvent être plus proactifs en apportant de petits changements pour promouvoir l'accessibilité et l'inclusion de tous les jeunes parmi les membres, les activités et les recommandations de politique.

Un mécanisme direct que les conseils de jeunes peuvent contrôler pour une société plus inclusive est l'augmentation de l'inclusion dans leurs propres rangs. Cependant, de nombreux conseils de jeunes n'ont pas de politiques ou d'activités spécifiques pour permettre la représentation de différents groupes de jeunes au sein des membres du conseil. Certains pays ont un quota pour l'égalité des sexes dans les statuts d'adhésion du conseil de jeunes. Au Kosovo, de nombreux conseils municipaux de jeunes exigent que leurs membres reflètent les quotas nationaux pour la représentation des femmes (30 à 40 %). Au Costa Rica, les conseils locaux de jeunes sont tenus d'atteindre la parité hommes-femmes dans leurs processus d'élection des membres. Cependant, de nombreux critères d'adhésion et stratégies de recrutement des conseils de jeunes ne sont pas ciblés, ils tentent plutôt d'encourager l'adhésion auprès d'un large éventail de différentes populations de jeunes par le biais d'événements et d'activités publics, publiés sur les réseaux sociaux et/ou en visitant des écoles et des centres de jeunesse, en assistant à des événements sportifs, etc.

Néanmoins, les conseils de jeunes peuvent être plus proactifs en faisant de petits changements pour promouvoir l'accessibilité et l'inclusion de tous les jeunes dans les recommandations en ce qui concerne les membres, les activités et les politiques. Tout d'abord, les conseils de jeunes doivent se demander si la composition de leurs membres reflète la démographie de leur communauté. Les femmes et les filles représentent plus de la moitié de presque toutes les communautés et doivent être représentées comme telles dans le conseil de jeunes. Dans les communautés avec des populations multiethniques et multilingues, les conseils de jeunes peuvent inviter des membres d'organisations culturelles

communautaires à parler des priorités et activités les concernant, et peuvent rechercher des ressources d'interprétation auprès de leur gouvernement local, centre communautaire ou bibliothèque pour les membres ayant des capacités linguistiques différentes. De même, les conseils de jeunes peuvent s'engager et s'associer avec des sociétés civiles dirigées par d'autres communautés marginalisées ou les représentant, notamment des personnes handicapées ou des personnes LGBTI pour comprendre les priorités de ces communautés et identifier les jeunes pour qu'ils participent. Les conseils de jeunes sont également encouragés à établir des liens avec les groupes d'intérêt locaux, y compris les caucus de femmes, les conseils interconfessionnels et les organismes religieux.

De plus, assurer la sûreté et la sécurité des membres du conseil, y compris les femmes et les membres de groupes traditionnellement marginalisés, devrait être une priorité absolue pour tous les conseils de jeunes. Les jeunes vivant, perpétuant et étant touchés par les normes sociopolitiques de leur société, il est important que les membres du conseil reconnaissent et contrebalancent activement les normes patriarcales en matière de genre et favorisent l'inclusion et la parité dans la représentation et la participation de leurs conseils de jeunes. Grâce à des recherches sur la violence contre les femmes en politique, et à la campagne mondiale #NotTheCost et à l'outil de planification de la sécurité pensez10, l'Institut a fait prendre conscience de la violente réaction à laquelle de nombreuses femmes, en particulier les jeunes femmes, sont confrontées face à la promotion de leur participation en politique et met en place des stratégies pour améliorer la sécurité des femmes lors de la conduite d'activités politiques.²⁴ Les jeunes filles membres du conseil de jeunes doivent utiliser l'outil de planification de la sécurité pensez10 lorsqu'elles rejoignent le conseil pour comprendre leurs risques et élaborer des plans assurant leur sécurité lorsqu'elles participent à la vie politique. En plus de diversifier les efforts de recrutement, les conseils de jeunes et les membres masculins en particulier ont la responsabilité de prendre des mesures proactives pour s'assurer que les membres féminins sont en mesure de participer pleinement sans menace ni intimidation.²⁵

Enfin, les conseils de jeunes doivent envisager l'accessibilité des espaces physiques et virtuels dans lesquels ils organisent des réunions et des événements, y compris les équipements audiovisuels disponibles. Les conseils de jeunes peuvent s'engager auprès d'organisations de personnes handicapées pour identifier les espaces accessibles, et s'il n'est pas possible de trouver un endroit qui peut accueillir des personnes ayant des exigences de mobilité différentes (avec des rampes, des couloirs et des portes plus larges, des ascenseurs et des toilettes accessibles, par exemple), les conseils de jeunes peuvent s'efforcer d'organiser des événements au rez-de-chaussée et/ou à l'extérieur. Dans de nombreuses communautés, l'emplacement géographique et l'accès à des transports fiables et accessibles peuvent limiter la capacité des différentes populations de jeunes à participer aux activités du conseil de jeunes. Dans les zones non urbaines en particulier, il peut être difficile d'organiser des réunions fréquentes en personne. De plus, comme certains membres peuvent être parents, les conseils doivent réfléchir de manière proactive à l'offre d'aménagements tels que la garde d'enfants. Dans la mesure du possible, les conseils de jeunes sont encouragés à rechercher divers moyens de participation, y compris l'organisation de réunions virtuelles, l'enregistrement et la diffusion d'activités sur les médias sociaux, etc. En Belgique, un conseil de jeunes se déplace régulièrement en roulotte pour tenir ses réunions dans différents endroits de la communauté et parler aux jeunes pendant qu'ils se rendent à leurs activités quotidiennes ; cette méthode consiste à aller dans la communauté pour « rencontrer les constituants là où ils se trouvent ».

BONNES PRATIQUES ET ÉCUEILS COURANTS



Bonnes pratiques

Diversifier les sources de recrutement afin que la composition du conseil puisse être plus représentative de la population des jeunes.

- À Azrou, au Maroc, les appels pour les candidats au conseil de jeunes ont été diffusés auprès de groupes appartenant à la société civile, des élus et des institutions académiques à l'échelle locale, qui les ont ensuite diffusés au sein de leurs réseaux.
- En Flandre, en Belgique, les conseils de jeunes sont composés de représentants des associations de jeunes locales et de jeunes qui ne sont affiliés à aucune organisation. Chaque association de jeunes est tenue d'envoyer deux représentants au conseil de jeunes afin de recevoir le financement de la municipalité. Les jeunes non affiliés composent l'autre moitié du conseil. Les partis politiques peuvent envoyer des observateurs au conseil de jeunes, mais ils ne jouissent d'aucun droit de vote.
- À Nashville, dans le Tennessee (États-Unis), les jeunes qui ont dirigé le processus de recrutement pour le conseil de jeunes du maire ont organisé un large réseau et ont partagé l'opportunité auprès de chaque école du district, des centres communautaires, des églises et des organisations confessionnelles afin de s'assurer que des responsables de la jeunesse issus de la diversité rejoignent le conseil.
- À Tepebasi, en Turquie, lors de la formation du conseil municipal de jeunes, le noyau central de jeunes a parcouru la ville en faisant du porte-à-porte pour remettre des invitations aux jeunes afin qu'ils assistent à la réunion de lancement. Ils ont également contacté différents groupes liés à la jeunesse, notamment des étudiants universitaires, des lycéens, la chambre de commerce et des ONG qui se consacrent à la jeunesse, ainsi que des divisions locales du gouvernement comme les gouverneurs de district, afin d'inclure une diversité de voix des jeunes au conseil.

Inclure les jeunes femmes, les jeunes handicapés, les minorités raciales, ethniques et religieuses, les jeunes LGBTI et les groupes socio-économiquement marginalisés dans les conseils de jeunes.

- En France, le Conseil parisien de la jeunesse rend obligatoire la parité hommes-femmes à 50-50 parmi ses membres, garantissant une représentation égale des jeunes hommes et des jeunes femmes.
- Au Maroc, le NDI a soutenu la mise en place de conseils de jeunes dans des localités où les jeunes avaient des niveaux inférieurs d'accès à l'éducation et aux opportunités d'emploi.

- En Irlande du Nord, bien que le Forum de la jeunesse de Belfast (Belfast Youth Forum) stipule que les membres doivent être âgés de 13 à 18 ans, la limite d'âge est portée à 21 ans pour les candidats handicapés ou qui sont récemment sortis de soins.
- Aux États-Unis, le gouvernement de Southampton, dans l'État de New York, offre un transport gratuit aux membres du Comité consultatif pour la jeunesse afin de compenser le coût de la participation et réduire les obstacles financiers à la participation.
- Également aux États-Unis, le Comité consultatif de la génération Y de Philadelphie (Philadelphia Millennial Advisory Committee) manque de fonds pour subventionner les coûts de transport de ses membres, de sorte qu'il met en œuvre la solution à faible coût de rotation de l'emplacement de ses réunions entre les différents quartiers afin de promouvoir l'égalité de l'accès.

Si un financement est disponible, désignez un coordinateur ou un intermédiaire pour le conseil de jeunes au sein du bureau gouvernemental concerné qui peut accéder aux ressources et partager des informations et des mises à jour entre les deux groupes.

- En Flandre, chaque municipalité charge un à deux membres du personnel municipal, appelés responsables des jeunes, de la coordination avec le conseil de jeunes. Chaque municipalité est dotée d'un conseiller municipal issu des jeunes, élu pour servir de point de contact politique pour le conseil de jeunes, qui assiste régulièrement aux réunions du conseil de jeunes en tant qu'observateur.
- Au Mexique, le conseil de jeunes de Nuevo Laredo travaille en collaboration avec le personnel du consulat américain sur les questions qui préoccupent les jeunes américains et mexicains, notamment pour empêcher les populations de jeunes à risque de rejoindre les gangs.
- À Tepebasi, la municipalité dispose d'un membre désigné du personnel pour jouer le rôle d'intermédiaire avec le conseil de jeunes. Historiquement, l'adjoint au maire rencontre régulièrement les membres du conseil de jeunes pour écouter leurs besoins et leurs demandes.



- Aux États-Unis, un membre du personnel du membre du Congrès Ted Lieu coordonne son Conseil consultatif de jeunes, qui comprend des jeunes du 33e District du Congrès de Californie.

Assurer l'adhésion des décisionnaires dans tous les secteurs et institutions du gouvernement.

- En Croatie, les conseils de jeunes doivent soumettre et obtenir l'approbation des plans de travail annuels des organismes gouvernementaux locaux qu'ils conseillent.
- En Flandre, les conseils municipaux de jeunes doivent être consultés par les représentants officiels du gouvernement et avoir la possibilité de fournir des commentaires et de surveiller le plan de politique locale pour la jeunesse qui a été conçu et adopté par la ville.
- En Floride, aux États-Unis, des représentants officiels du gouvernement local nomment certains membres de la Commission de la jeunesse du comté de Miami-Dade (Miami-Dade Youth Commission), ce qui contribue à accroître leur adhésion et leur engagement à long terme.

Former des comités au sein des conseils de jeunes en fonction des domaines prioritaires sur le plan politique.

- Au Kosovo, un conseil local de jeunes a soulevé avec succès le problème des drogues douces dans son école et la municipalité a réagi en augmentant la présence de la police et en menant une campagne de lutte contre la drogue. Un autre conseil de jeunes a soulevé la question du manque de trottoirs et d'éclairage de rue sur les routes utilisées par les élèves. En réponse, les représentants officiels de la municipalité ont installé les deux.
- En Pennsylvanie, aux États-Unis, le Comité consultatif de la génération Y de Philadelphie forme des comités à partir des sujets suggérés par les candidats au conseil pendant leur processus de candidature.

Investir dans la formation et le renforcement des capacités pour les membres du conseil de jeunes afin de favoriser leur réussite.

- Les membres du conseil de jeunes du maire de Nashville assistent à une séance de formation au début de chaque session, où ils découvrent des sujets comme l'éducation civique et le plaidoyer.
- Les membres du Conseil consultatif de jeunes du membre du Congrès Lieu s'engagent dans des débats sur différentes questions politiques lors de réunions, ce qui leur permet de renforcer leurs compétences en matière de réflexion critique et d'intervention publique, et de développer leurs connaissances sur différents domaines d'expertise.
- Les membres de la Commission de la jeunesse de Miami-Dade assistent à des ateliers sur des compétences professionnelles et personnelles, et reçoivent une formation sur le budget.
- Les participants à une initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture visant à mettre en place un conseil de jeunes au niveau national au Liban ont reçu une formation sur les lois et les compétences de leadership pertinentes.



Élaborer des procédures opérationnelles internes cohérentes, comme des statuts internes, pour les conseils de jeunes afin d'améliorer l'efficacité et de rationaliser les activités.

- La Commission de la jeunesse de Miami-Dade a toujours la même échéance à laquelle les membres doivent soumettre les points à l'ordre du jour avant les réunions. Chaque réunion suit un format d'ordre du jour similaire pour plus de cohérence.
- Le Conseil de jeunes de Lausanne en Suisse assigne des membres spécifiques pour diriger la gestion des relations publiques, des communications et des commissions, contribuant ainsi à créer une responsabilisation et à établir des lignes de responsabilité claires.
- Les jeunes appartenant à un conseil national de jeunes pilote en Tunisie ont ratifié un document interne pour établir un consensus de groupe sur les procédures opérationnelles liées à l'adhésion, à la communication interne et à la structure organisationnelle.
- À Tepebasi, les membres du conseil de jeunes ont créé des statuts stipulant qui pourrait devenir membre (tout jeune entre 13 et 30 ans, représentant un groupe de jeunes identifié par le conseil), les conditions pour rester un membre votant (ne pas manquer trois réunions consécutives ou plus) et les règles d'élection pour le président et le coprésident du conseil.

Rédiger des recommandations de politique sur mesure ou mettre en œuvre des activités ciblées qui répondent aux besoins de la communauté.

- Après avoir mené une enquête dont les résultats ont montré que les jeunes de Southampton étaient confrontés à des niveaux plus élevés de problèmes de santé mentale et liés au stress, le Comité consultatif de la jeunesse de Southampton a organisé un salon du bien-être pour répondre aux besoins de ses constituants.
- Le Forum de la jeunesse de Belfast en Irlande du Nord a mené des recherches sur l'opinion des jeunes concernant l'éducation aux relations et à la sexualité, puis a développé un ensemble de recommandations correspondantes qu'il a partagées par le biais d'un rapport public.
- En Jordanie, le Conseil de jeunes de Karak a lancé une initiative visant à préserver les sites historiques de Karak afin de promouvoir le tourisme.
- Le conseil municipal de jeunes de Ballerup, au Danemark, rend chaque année visite à toutes les écoles et tous les établissements d'enseignement supérieur de la région pour informer les jeunes sur les problèmes actuels liés à la jeunesse et connaître leurs préoccupations. Le conseil transmet les informations recueillies au conseil municipal.²⁶

Demander aux membres du conseil de jeunes de prendre l'initiative d'organiser et de diriger des réunions avec les décisionnaires pour renforcer le leadership des jeunes.

- Le conseil de jeunes du maire de Nashville organise un sommet annuel, qui se termine par un briefing des représentants officiels de la municipalité sur ses activités et réalisations.



Écueils courants

Sous-estimer le niveau d'engagement et d'efforts requis pour qu'un conseil de jeunes soit opérationnel.

Si les jeunes ou les décideurs qui travaillent pour établir des conseils de jeunes ne sont pas réalistes dans leurs attentes quant au niveau d'effort requis et aux obstacles potentiels à la réussite, ils peuvent trop facilement être démotivés par les revers.



Manque de fonds et de ressources.

Sans un niveau minimum de fonds, de temps ou de personnel, les jeunes et les décideurs ne disposeront pas des ressources nécessaires pour mettre en place un conseil de jeunes solide. Cet écueil peut être compensé via l'établissement de partenariats avec des organisations qui peuvent subventionner des coûts tels que le transport, l'espace de réunion et les fournitures.

Manque de soutien politique.

Sans l'adhésion des parties prenantes politiques concernées, ni les décideurs qui soutiennent l'initiative, ni les jeunes eux-mêmes ne pourront formaliser et soutenir les efforts du conseil de jeunes et ne pourront pas contribuer de manière significative aux processus de développement des politiques ou des programmes. Le manque de soutien politique peut également avoir un impact négatif sur les fonds et les ressources alloués à l'initiative du conseil de jeunes.

Le mécanisme du conseil de jeunes n'est pas correctement compris par le public.

Si les constituants de la communauté que le conseil de jeunes est censé servir et/ou les organisations de jeunes le soutenant ne comprennent pas ses objectifs ou ne voient pas sa valeur, ils peuvent considérer les ressources dépensées pour l'initiative comme gaspillées ou peuvent résister aux efforts d'engagement des constituants au sein du conseil de jeunes.

Le conseil de jeunes renforce par inadvertance les structures et normes exclusives existantes.

Les conseils de jeunes qui ne recherchent pas de manière proactive des membres issus de la diversité et fournissent une formation et un aménagement pour soutenir la participation équitable de tous les jeunes peuvent involontairement renforcer les obstacles existants et les normes patriarcales qui empêchent les femmes et les jeunes issus de groupes traditionnellement marginalisés de s'engager dans des processus politiques.

Le conseil de jeunes n'a aucune autorité.

Si un conseil de jeunes est cloisonné par les processus de prise de décision du gouvernement, par le manque de soutien juridique ou fonctionnel, le groupe n'aura aucun pouvoir ni aucune autorité pour remplir son mandat consultatif et maintenir des opportunités d'engagement significatives pour ses jeunes constituants.

Incapacité à suivre même les plus petites avancées, ce qui peut creuser le fossé quant à un engagement politique durable des jeunes.

Toute réussite qu'un conseil de jeunes peut atteindre, qu'il s'agisse d'organiser une réunion avec un décideur ou d'obtenir un financement, est une dynamique positive qui peut facilement être perdue. Si les jeunes et les décideurs ne parviennent pas à tirer parti de ces occasions, ils ne pourront pas accroître et soutenir les moyens d'engagement des jeunes.

CONSTRUIRE DES RÉSEAUX MONDIAUX

Valeur des réseaux

Être en relation avec d'autres conseils de jeunes au niveau national et mondial peut être bénéfique pour les conseils de jeunes afin de puiser de l'inspiration et recueillir des idées permettant de structurer efficacement leur travail et d'entreprendre de nouveaux projets. Par exemple, dans le cadre de son programme visant à renforcer les capacités des membres du conseil de jeunes au Maroc, le NDI a facilité des réunions d'échange entre les conseils de jeunes marocains et américains. De même, Bataljong, l'organisme-cadre des conseils municipaux de jeunes de Flandre, en Belgique, a organisé des échanges en personne entre les conseils de jeunes de Flandre et ceux d'autres pays européens. Grâce aux réseaux sociaux, les conseils de jeunes peuvent communiquer en ligne avec leurs homologues pour partager des expériences et échanger sur des exemples d'initiatives réussies et de recommandations de politique entreprises par leur conseil.

Le réseautage peut aider les membres du conseil de jeunes à tirer des enseignements des expériences de chacun en échangeant de bonnes pratiques et en proposant des solutions aux problèmes auxquels de nombreux conseils peuvent être confrontés dans le cadre de leur formation. Tout comme il existe des similitudes dans les tendances de l'engagement des jeunes à travers le monde, les jeunes de différentes communautés peuvent être confrontés à des obstacles socioculturels et institutionnels similaires concernant la participation. Les jeunes peuvent en apprendre davantage sur les structures internes spécifiques, la diversité, les pratiques d'équité et d'inclusion, les activités, les méthodes de revendication et les flux de financement de leurs conseils de jeunes homologues et adapter des pratiques efficaces pour répondre à leurs besoins. Des échanges peuvent avoir lieu entre les villes voisines ou avec d'autres pays ; ces opportunités de réseautage peuvent aider les jeunes à développer leurs compétences en communication interculturelle et à acquérir des perspectives mondiales. Tout au long du processus d'identification des partenaires de réseautage et de planification et de conduite d'activités d'échange, les jeunes peuvent établir des liens avec des homologues d'autres communautés, y compris ceux d'horizons différents, ce qui peut renforcer les engagements à représenter un éventail varié de perspectives de la jeunesse et à recruter des membres ayant des expériences diverses au sein de leurs propres conseils.



Échanger avec des homologues par le biais d'événements de réseautage virtuels ou en personne peut être stimulant et motivant. Selon l'expérience du NDI, après avoir participé aux réunions d'échange, les jeunes des conseils marocains et américains ont acquis une nouvelle perspective en comprenant qu'ils n'étaient pas seuls à rencontrer les mêmes défis et ils ont pu s'inspirer de leurs revendications mutuelles. Après cet échange, les jeunes ont été redynamisés dans leurs efforts pour mettre en œuvre des activités au bénéfice de leurs communautés, mener des recherches ou fournir des commentaires sur la politique. Avoir eu l'opportunité de participer à un échange a également servi à valider le caractère admirable des efforts des jeunes qui méritaient d'être mis en avant.

Le réseautage des jeunes peut prendre différentes formes, chacune nécessitant des niveaux variables de fonds et d'efforts. Voici quelques options pour mener ces activités :

- Conférence vidéo sur des plateformes telles que Skype, Facetime, Google Hangouts, Facebook Messenger, Teams et Zoom.
- Correspondance par e-mail ou échange en visio.
- Groupes de discussion informels utilisant des applications mobiles et des plateformes de médias sociaux, tels que Facebook Groups, Google Groups, WhatsApp et Twitter.
- Échanges ou missions d'étude en personne, qui permettent à un groupe de voyager et d'être accueilli par l'autre dans sa communauté.

Étapes et options pour réaliser des échanges

Étape 1 : Identifier les partenaires de l'échange

Identifiez des conseils de jeunes homologues qui pourraient jouer le rôle de partenaires solides pour l'échange. Plusieurs critères peuvent définir la notion de partenaire solide, en fonction de l'objectif de l'échange. Un partenaire pourrait être un conseil qui a réussi à avoir un impact sur le changement dans sa communauté ou il pourrait s'agir d'un conseil instauré dans une communauté similaire. Par exemple, le NDI a réuni des conseils de jeunes d'Azrou au Maroc et de Southampton dans l'État de New York, car ce sont deux destinations touristiques où l'emploi est principalement saisonnier. Une conversation préliminaire, par téléphone ou par e-mail, avec l'animateur ou les membres d'un conseil pourrait aider à déterminer la compatibilité des conseils en tant que partenaires d'échange. Recueillez des informations sur la manière dont le conseil a été formé, les techniques d'organisation interne qu'il emploie, s'il mène des évaluations sur les besoins de la communauté et quelles sont ses initiatives et priorités actuelles.

Étape 2 : Se préparer à l'échange

Décidez du format des réunions, qu'elles soient en personne ou virtuelles. Puis décidez d'une date, d'une heure et d'une plateforme pour la première réunion. Rédigez un ordre du jour pour chaque réunion et transmettez des questions de discussion potentielles pour permettre aux jeunes des deux conseils de réfléchir à l'avance aux réponses. Selon l'expérience du NDI, le fait de transmettre des questions avant la réunion a enrichi l'expérience, car les jeunes étaient prêts à fournir des réponses détaillées pendant la réunion, ce qui a permis un dialogue et un échange plus animés. Anticipez les défis liés à la logistique, à la technologie, à la langue et au contexte culturel, en particulier dans les cas où les échanges seront multinationaux.

Si vous réalisez des échanges en personne, planifiez-les à l'avance, et prenez soin de préparer des itinéraires de groupe, incluant les lieux de rendez-vous et les parties prenantes externes à rencontrer, ainsi que les préparatifs logistiques, y compris l'hébergement, le transport, etc. Si les contraintes budgétaires rendent les

échanges en personne difficiles, les réunions virtuelles sont une alternative intéressante. De nombreuses plateformes de visio et audioconférence sont libres d'utilisation, mais nécessitent que les utilisateurs s'inscrivent et disposent d'un accès à Internet, la visioconférence nécessitant une connexion Internet plus forte et une plus grande bande passante que l'audioconférence. En raison du faible coût de communication, les échanges sous forme d'appel sont une activité accessible dans laquelle davantage de conseils de jeunes peuvent s'engager.

Étape 3 : Mener l'échange

Les conseils de jeunes partenaires organisent leur échange via un appel téléphonique et/ou dans le cadre d'une visite en personne. En guise d'introduction, chaque membre du conseil décline son nom, sa communauté et la raison pour laquelle il a décidé de rejoindre son conseil de jeunes. Un représentant de chaque conseil fournit une présentation de deux minutes sur son conseil incluant des informations contextuelles pour les membres qui n'ont pas assisté aux conversations préliminaires. Les membres du conseil posent ensuite des questions à leurs homologues et partagent leurs réponses. Dans le flux de la conversation, les jeunes identifient des points communs, se renseignent sur l'environnement dans lequel travaille ou évolue le conseil homologue et échangent sur les bonnes pratiques.

Étape 4 : Réaliser le suivi

Après avoir créé un lien avec un conseil de jeunes partenaire dans le cadre de l'échange, continuez à collaborer avec lui par le biais de suivis pour conserver les liens. Cet engagement soutenu peut se faire par le biais d'appels vidéo, d'e-mails ou d'autres formes, comme la création d'un groupe sur les réseaux sociaux afin que les membres du conseil de jeunes puissent interagir de manière informelle ou via des réunions en personne supplémentaires si les ressources le permettent. Les conseils de jeunes marocains et américains participant au programme du NDI ont enregistré des vidéos pour leurs usages respectifs. Continuez à partager des ressources utiles, comme ce guide, et informez le conseil de jeunes partenaire des réussites et activités récentes.

Le réseautage peut aider les membres du conseil de jeunes à tirer des enseignements des expériences de chacun en échangeant de bonnes pratiques et en proposant des solutions aux problèmes auxquels de nombreux conseils peuvent être confrontés dans le cadre de leur formation.



ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU TERRAIN — ÉTUDES DE CAS MONDIALES

FLANDRE, BELGIQUE



Synthèse de l'étude de cas

Contexte juridique et politique

- Les cadres juridiques nationaux et infranationaux régissent l'engagement et les activités des jeunes, y compris un Plan de politique de jeunesse du gouvernement mis à jour tous les quatre ans et une loi imposant l'établissement et le financement d'un conseil de jeunes dans chaque municipalité
- Les structures des conseils nationaux et infranationaux de jeunes établis sont composées d'étudiants des cycles secondaires et universitaires actuels et de jeunes récemment diplômés, dont la moitié sont des représentants d'associations de jeunesse et l'autre moitié ne sont pas affiliés
- L'organisme-cadre pour les services flamands de la jeunesse, Bataljong, coordonne les conseils locaux de jeunes, fournit des services de formation et de conseil, et organise des échanges

Points clés

Les conseils locaux de jeunes engagent les jeunes dans la politique et la gouvernance par le biais d'initiatives telles que :

- Campagnes d'information sur les élections et débats de candidats pour équiper et mobiliser les électeurs votant pour la première fois
- Coordination des contributions des jeunes de la communauté sur les projets et politiques liés à leurs priorités et intérêts via les médias sociaux
- Promotion de méthodes de participation et de communication accessibles, y compris des roulottes, lignes d'assistance téléphonique, sites Web et fréquences radio pour communiquer avec les jeunes constituants et leur fournir des informations et des services
- Des mécanismes bien établis du conseil et des systèmes d'apport ont contribué à la durabilité des conseils locaux de jeunes, tout en entraînant des défis pour diversifier l'adhésion au conseil

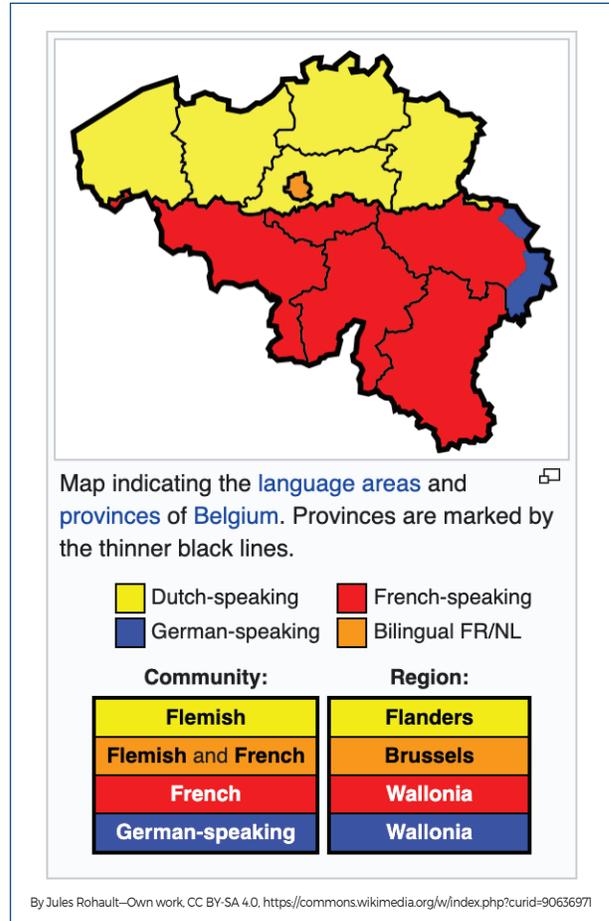


Contexte

La Belgique est composée de deux types distincts d'entités fédérées : les communautés et les régions. Les

communautés font référence aux groupes de population et sont définies en fonction de la langue principale parlée : le flamand, le français ou l'allemand. Chaque communauté a son propre organe législatif et son propre gouvernement. Il existe trois régions dont le fonctionnement est indépendant : la Flandre, la Wallonie et la région de Bruxelles-Capitale. Chaque région a son propre gouvernement et son propre organe législatif, et la Flandre est la seule région où la communauté et les institutions régionales sont fusionnées.

Sur les questions liées à la jeunesse, il existe des lois nationales axées sur la jeunesse, mais la plupart des questions de politique pour la jeunesse sont réglementées par les communautés. Chaque communauté a un ministère responsable de la jeunesse et des politiques/plans pour la jeunesse. Par exemple, le ministère flamand de la Jeunesse coordonne le développement du Plan de politique de jeunesse pour la communauté flamande en Flandre.²⁷



En Flandre, il existe deux principaux textes législatifs qui réglementent les activités des jeunes. Le premier est le Plan de politique de jeunesse qui exige que le gouvernement flamand soumette un tel Plan au Parlement flamand dans les 12 premiers mois de son mandat. Le Plan de politique de jeunesse expose les priorités, la vision et la feuille de route du gouvernement flamand pour la jeunesse pour les quatre prochaines années. À la fin de la deuxième année de mise en œuvre du Plan de politique de jeunesse, le gouvernement flamand doit soumettre un rapport d'avancement au Parlement flamand.²⁸

Le Plan de politique de jeunesse est le principal outil du gouvernement flamand pour réglementer les activités des jeunes en Flandre et représente la majeure partie du financement du gouvernement pour les activités des jeunes. Le Plan de politique de jeunesse est développé grâce à la participation de diverses parties prenantes, y compris le Conseil flamand de jeunes, des experts sur les questions relatives à la jeunesse, des associations de jeunes et des gouvernements locaux et provinciaux.

Le Conseil flamand de jeunes est l'organe consultatif officiel du gouvernement flamand sur toutes les questions relatives aux enfants et aux jeunes. Le conseil prépare des déclarations consultatives et des documents reflétant sa position officielle qui sont élaborés par divers comités et groupes de travail. Ces déclarations sont examinées par un conseil consultatif. Les déclarations approuvées sont envoyées au gouvernement flamand. Les membres du conseil de jeunes sont élus tous les trois ans lors d'un congrès public après un appel public à candidature. Cinquante pour cent des membres du conseil proviennent d'organisations de jeunes et l'autre moitié doit être constituée de personnes sans aucune affiliation à une organisation.

Une deuxième loi, le décret relatif à la conduite de la politique communale, intercommunale et provinciale en matière de jeunesse et de travail en faveur de la jeunesse, réglemente les problèmes au niveau communal, y compris l'obligation pour les autorités locales et provinciales de développer des plans de politique de jeunesse. Les dispositions de ce décret exigent également que les communes disposent d'un conseil de jeunes pour recevoir un financement du gouvernement pour leurs politiques, programmes et services destinés à la jeunesse.²⁹

Pour soutenir le travail en faveur de la jeunesse et les conseils de jeunes au niveau local, le gouvernement flamand a mis en place un organisme-cadre, **Bataljong**, l'Association flamande des conseillers et services

Bataljong est l'organisation incontournable pour ses membres en matière de politiques de jeunesse et de travail en faveur de la jeunesse, y compris les questions sur la manière dont le conseil de jeunes, le conseiller municipal des jeunes et les fonctionnaires peuvent mieux travailler.

pour la jeunesse (VVJ). Bataljong est une organisation composée de membres et les municipalités flamandes sont ses principaux membres. Pour ses municipalités membres, l'association fournit des formations, organise des échanges et des réseaux d'homologues, met en œuvre des projets et répond aux questions via son service d'assistance. L'une des formations de Bataljong, intitulée « Notions fondamentales et fonctionnement du conseil de jeunes », est un module de base pour les nouveaux

membres du conseil de jeunes afin de comprendre comment le conseil de jeunes fonctionne et collabore avec la municipalité, et quels sont les lois et décrets de base liés au travail en faveur de la jeunesse.



Structure et opérations

Il y a plus de 300 municipalités en Flandre et la plupart d'entre elles ont un conseil de jeunes. Les conseils municipaux de jeunes servent surtout d'organe consultatif à leur municipalité concernant les plans, politiques, programmes et services en faveur de la jeunesse. Le conseil fournit des commentaires à la municipalité sur les politiques ou fait de nouvelles suggestions, puis les dirigeants municipaux fournissent des commentaires au conseil. Cela permet une communication bidirectionnelle entre le conseil et la municipalité.

Le niveau d'engagement de chaque conseil de jeunes et le type d'activités qu'il réalise varient. Alors que certains se concentrent davantage sur l'organisation d'activités et d'événements spéciaux pour les jeunes, d'autres portent leur attention sur les politiques et réglementations susceptibles d'avoir un impact sur leur groupe démographique.

Les membres des conseils flamands de jeunes sont principalement des étudiants ou des jeunes récemment diplômés. Par mandat, la moitié de chaque conseil de jeunes est composée de représentants d'associations de jeunes, tandis que l'autre moitié est composée de personnes sans aucune affiliation à une organisation. Les conseils de jeunes sont dirigés par une équipe de direction composée d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier. Cette équipe de direction organise des réunions et met en place des stratégies organisationnelles, des idées de projet, des activités et des recommandations de programme ou de politique à l'attention du conseil général. Le groupe principal se réunit une fois par mois ou plus, tandis que le conseil de jeunes au complet se réunit généralement cinq à sept fois par an. En plus des membres du conseil de jeunes, le personnel de chaque municipalité responsable des politiques et programmes pour la jeunesse assiste également de par ses fonctions aux réunions.



Réalisations

Les conseils de jeunes de plusieurs villes ont engagé leurs constituants de manière unique et créative. Le conseil de jeunes de Beernem a transformé une roulotte en station de radio mobile qui s'est rendue dans les écoles avant les élections locales et a fourni des informations sur les candidats et les problèmes, dans le but d'accroître les connaissances politiques et la sensibilisation des jeunes de tous les âges, dont beaucoup votaient pour la première fois. Le programme a intégré des chansons demandées par les élèves des écoles, ce qui a contribué au caractère ludique des informations sur les élections locales et a rendu plus attrayante la participation au processus politique. Pendant ce temps, le conseil de Bruges aide à organiser des débats politiques avant les élections locales, afin que les jeunes puissent interagir avec les candidats au scrutin local. De même, lorsque la municipalité prévoyait la construction d'un « skate park » à Oosterzele, le conseil local de jeunes a utilisé les médias sociaux pour recueillir les commentaires des jeunes et présenter des suggestions sur sa conception aux conseillers municipaux.

À Deinze, le conseil de jeunes a organisé des activités pour le bien-être mental des jeunes pendant la pandémie de COVID-19. Il a établi une ligne d'assistance téléphonique pour les jeunes de Deinze afin qu'ils puissent appeler ou envoyer un SMS s'ils avaient besoin de parler à quelqu'un. Le conseil de Deinze a également acheté une roulotte qui est utilisée comme véhicule de proximité pour parler aux jeunes des activités du conseil. Grâce à l'espace de réunion mobile, le conseil peut organiser des réunions dans différents endroits de la communauté. Il dispose également d'un **site Internet** engageant et convivial et d'une page Facebook active pour informer ses membres et entretenir le lien avec eux.

Le conseil d'Oudenaarde a également développé un **site Internet** pour informer ses membres et assurer leur engagement. Il a organisé des activités ludiques comme un jeu « escape game » en ligne et une radio diffusée 24 heures sur 24 pour garder le lien avec les jeunes isolés pendant la pandémie.



Les défis

Avec un fort historique de participation de la jeunesse flamande dans les conseils de jeunes, et une collaboration de longue date entre les conseils de jeunes et leurs homologues municipaux, de nombreux conseils de jeunes ne sont pas proactifs dans la réalisation d'activités de sensibilisation et de recrutement et l'encouragement d'un afflux constant de nouveaux membres, et dépendent plutôt des associations de jeunes pour créer un système d'apport tout en restant ouverts aux membres individuels de la communauté qui souhaitent les rejoindre. Cela a entraîné des difficultés dans la diversification des membres, en particulier au niveau socio-économique et ethnique. Dans certains cas, des conseils tels que le conseil de jeunes à Deinze organisent des réunions mobiles dans différents secteurs de la municipalité pour toucher un plus large éventail de jeunes, y compris les communautés minoritaires et immigrées.



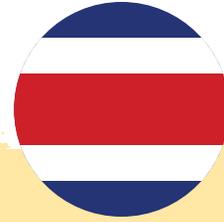
Enseignements tirés

En Flandre, il existe des politiques juridiques établies, des programmes gouvernementaux, des institutions, et des normes qui soutiennent la réussite des opérations de la gestion et de l'engagement des conseils de jeunes, y compris une longue histoire de politiques nationales et flamandes axées sur la jeunesse et l'engagement des jeunes ; une association nationale pour les conseils de jeunes qui fournit des ressources de connaissances et organise des formations et événements, et offre des

opportunités d'échanges avec des pairs pour les jeunes parties prenantes ; un soutien financier modeste, mais durable et un soutien administratif de la part des gouvernements municipaux pour soutenir les opérations des conseils de jeunes au niveau local ; et des incitations fédérales et régionales pour encourager l'engagement entre les décideurs politiques municipaux et les conseils de jeunes, notamment les exigences établies pour les commentaires des conseils de jeunes sur les plans des municipalités pour la jeunesse.

Toutes ces activités fournissent un environnement propice aux conseils de jeunes, car elles mettent les conseils de jeunes en relation avec les décideurs politiques ; impliquent le conseil de jeunes dans les processus d'élaboration des politiques ; exigent que le conseil de jeunes et les décideurs aient une relation bilatérale ; habilite le conseil de jeunes à surveiller la politique locale relative à la jeunesse ; permettent la durabilité financière du conseil ; et fournissent des informations aux membres du conseil sur les processus gouvernementaux en leur permettant d'apprendre comment les décisions sont prises au niveau local.

Il est fondamental de disposer d'un environnement favorable aux conseils de jeunes d'un point de vue législatif, administratif et financier pour le bon fonctionnement des conseils de jeunes. Grâce aux conseils de jeunes, les jeunes peuvent s'engager et travailler avec les décideurs politiques locaux, représenter les intérêts et les préoccupations des jeunes dans leur communauté et obtenir des résultats concrets. Cependant, il incombe aux conseils de jeunes et à leurs homologues municipaux de procéder à des ajustements proactifs pour s'assurer que les politiques et activités du gouvernement local sont inclusives et répondent aux priorités de tous les groupes de constituants.



Synthèse de l'étude de cas

Contexte juridique et politique

- Les cadres juridiques nationaux régissent l'engagement et les activités des jeunes, y compris un conseil gouvernemental sur la politique de jeunesse, un réseau national de consultation des jeunes et une loi imposant l'établissement d'un conseil de jeunes et un espace physique dédié aux activités des jeunes dans chaque municipalité.
- Le réseau national de consultation des jeunes est composé d'un échantillon diversifié de représentants des secteurs académiques et politiques et de la société civile ainsi que d'un membre de chaque conseil municipal de jeunes. Ce réseau approuve la politique nationale pour la jeunesse et sélectionne les membres qui rejoignent le conseil gouvernemental sur la politique pour la jeunesse.
- Les conseils locaux de jeunes sont composés d'un représentant municipal, de deux lycéens, de deux membres d'organisations locales de jeunes, d'un représentant des organisations sportives locales et d'un représentant des organisations religieuses locales.
- Les conseils locaux de jeunes sont dotés en ressources et servent de conseillers politiques au niveau national, avec une coordination administrative au niveau municipal

Points clés

- Les conseils locaux de jeunes impliquent les jeunes dans la vie politique et la gouvernance en contribuant directement au processus de création et d'approbation de la politique nationale pour la jeunesse, et en concevant et en mettant en œuvre des projets et des formations pour les jeunes à l'échelle locale de leur communauté, y compris des initiatives de formation des responsables pour préparer les jeunes à travailler avec les élus.
- Les structures consultatives pour la jeunesse ont été conçues pour garantir le caractère diversifié et inclusif de leurs membres et pour représenter fidèlement les priorités des différents groupes de constituants composant la jeunesse.
- Les ressources financières et physiques mandatées au niveau national pour les conseils de jeunes garantissent leur durabilité à long terme, mais le contournement des autorités municipales entraîne des niveaux variables de soutien politique de la part des représentants officiels des gouvernements locaux



Contexte

Le Costa Rica est une démocratie présidentielle, où le gouvernement central prend des décisions qui sont ensuite mises en œuvre par le biais d'agences et de ministères en charge des affaires. Le ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports est la principale agence de l'État qui réglemente les politiques et programmes pour la jeunesse, et les principes des politiques et programmes pour la jeunesse sont expliqués dans la Loi générale sur la jeunesse de 2002. La loi vise à créer des opportunités et un espace pour la participation collective, politique, sociale et économique des jeunes par le biais de politiques publiques.³⁰ Pour atteindre ses objectifs, la loi a permis la formation de plusieurs agences pour jeunes par le biais desquelles les jeunes pourraient participer au développement et à la mise en œuvre des politiques publiques les concernant. L'une de ces agences est le Conseil national pour la politique publique des jeunes (**Conseil de jeunes**), un organe directeur rattaché au ministère de la Culture et de la Jeunesse. Le conseil développe et met en œuvre des politiques publiques relatives à la jeunesse à l'échelle nationale et internationale, y compris la Politique nationale pour la jeunesse.³¹ Il est géré par un conseil d'administration et présidé par le vice-ministre de la jeunesse, un poste spécifique au niveau du ministère pour la jeunesse créé par le droit commun.

Les municipalités ne conçoivent pas ou ne mettent pas en œuvre elles-mêmes et directement les programmes pour la jeunesse ; cependant, elles soutiennent les conseils locaux de jeunes et leur donnent les moyens d'atteindre les objectifs de la loi sur la jeunesse.

Une autre agence pour la jeunesse établie par le droit commun est l'Assemblée nationale du Réseau consultatif national de la jeunesse. L'assemblée est composée d'universités, de partis politiques, d'ONG travaillant avec des jeunes, des groupes ethniques, des personnes handicapées et d'un représentant de chaque conseil de jeunes au niveau municipal. Il s'agit du plus haut organe représentatif des jeunes du pays. L'assemblée approuve la Politique nationale

pour la jeunesse élaborée par le Conseil de jeunes et sélectionne trois membres pour faire partie du conseil d'administration du Conseil de jeunes.

La Politique nationale pour la jeunesse est la principale législation qui guide les activités et programmes pour la jeunesse au Costa Rica. La politique actuelle sera effective entre 2020 et 2024 et comporte quatre objectifs stratégiques pour les jeunes : l'autodétermination, la participation active, l'autonomie économique dans les écosystèmes urbains et ruraux, et le leadership politique.³² La politique est mise en œuvre par le biais d'un plan d'action qui promeut la politique parmi les institutions d'état travaillant sur les questions de la jeunesse.

Outre les agences à l'échelle nationale, la loi générale sur la jeunesse a permis la formation d'un conseil de jeunes dans chaque municipalité (canton) du Costa Rica. Ces conseils (Comités Cantonales De La Persona Joven) participent au développement et à la mise en œuvre des politiques pour la jeunesse au niveau national grâce à leur participation à l'Assemblée nationale du Réseau national consultatif de la jeunesse. Cela garantit la coordination et la collaboration entre les agences de jeunesse à l'échelle nationale et municipale.

Dans le système créé par la loi générale, les municipalités disposent de peu de champ d'action pour s'impliquer dans les politiques ou programmes pour la jeunesse. Les municipalités ne conçoivent pas ou ne mettent pas elles-mêmes et directement en œuvre les programmes pour la jeunesse. Cependant, elles soutiennent les conseils de jeunes à l'échelle locale et leur donnent les moyens d'atteindre les objectifs de

la loi. Le conseil local de jeunes n'est pas un organe consultatif pour les municipalités comme c'est le cas dans certains pays, mais il permet plutôt la représentation de la jeunesse locale au niveau national (par l'intermédiaire de l'Assemblée nationale du Réseau consultatif national de la jeunesse), et il responsabilise la jeunesse locale par le biais des projets qu'elle conçoit. La relation du conseil local de jeunes avec sa municipalité est principalement de nature administrative (p. ex., recevoir l'approbation pour des idées de projets et le soutien pour mener les projets approuvés, comme l'achat de fournitures pour un événement ou l'utilisation de véhicules municipaux pour des déplacements).



Structure et opérations

La loi générale sur la jeunesse spécifie la structure des conseils locaux de jeunes et les ressources qui leur sont attribuées. Les conseils sont formés tous les deux ans en octobre et novembre et commencent à travailler le mois de janvier suivant. Chaque conseil local de jeunes se compose de sept membres qui sont élus ou nommés pour des mandats de deux ans. Chaque conseil comprend un représentant de la municipalité (nommé par le Conseil municipal), deux élèves au lycée (élus par l'assemblée municipale des organismes d'étudiants), deux membres d'organisations locales de la jeunesse (élus par l'assemblée des organisations locales de la jeunesse), un représentant des organisations sportives locales (nommé par le Comité municipal des sports) et un représentant des organisations religieuses locales (élu par l'assemblée des organisations religieuses locales). Le processus de sélection des membres est mandaté pour être transparent et doit refléter le principe de parité hommes-femmes. Une fois le conseil formé, ses membres élisent un président et un secrétaire lors de leur première réunion, puis se réunissent au moins deux fois par mois.

Le budget du conseil local de jeunes provient du Conseil national de la jeunesse et est géré par sa municipalité. Le conseil national transfère un budget pour chaque conseil local de jeunes à sa municipalité afin qu'il soit utilisé pour les projets du conseil. Le montant du budget est déterminé proportionnellement à la population, au territoire et à l'indice de développement social de la municipalité. Les membres du conseil soumettent leurs idées de projets à leur municipalité pour obtenir l'approbation, et seuls les projets approuvés peuvent être financés par le biais du budget du conseil. À la fin de l'année, chaque conseil de jeunes soumet un rapport annuel expliquant comment le budget et les autres ressources publiques (le cas échéant) ont été utilisés. Il existe de nombreux conseils locaux de jeunes au Costa Rica qui se révèlent plutôt actifs dans l'organisation de projets au sein de leurs communautés.

En 2012, la Loi générale sur la jeunesse a été mise à jour pour ajouter un article sur l'établissement de maisons locales de la jeunesse (Casas Cantonales de la Juventud) dans chaque municipalité. Les municipalités construisent des maisons de la jeunesse afin de fournir aux conseils de jeunes un espace physique pour mener leurs activités, y compris des événements culturels, des activités sportives et des formations pour les jeunes locaux. Dans la loi, les maisons de la jeunesse sont décrites comme un forum de collaboration entre les municipalités et les conseils locaux de jeunes.



Réalisations

Les conseils municipaux de jeunes au Costa Rica ont deux activités principales : 1) contribuer à la formation de la politique nationale pour la jeunesse via leur rôle au sein de l'Assemblée nationale du Réseau consultatif national de la jeunesse, et 2) concevoir des projets pour la jeunesse à l'échelle locale au sein de leur communauté. Concevoir des projets et les mettre en œuvre

est une priorité essentielle pour chaque conseil de jeunes, car le budget du conseil est lié aux activités organisées au cours d'une année. Les types de projets organisés varient, allant de projets communautaires à des formations de développement professionnel.

Le conseil de jeunes de San Rafael de Heredia est l'un des conseils municipaux de jeunes les plus actifs du pays. Entre 2017 et 2020, il a organisé de nombreuses activités, notamment une formation au leadership pour les membres du conseil afin d'apprendre à travailler efficacement avec les dirigeants municipaux et à acquérir des compétences de leadership. Il a également organisé plusieurs formations à destination des jeunes à l'échelle locale : le leadership et la résolution des conflits, la rédaction d'un CV et comment réussir un entretien d'embauche. Le conseil a organisé plusieurs projets artistiques, de danse et de théâtre comme initiatives de prévention de la drogue et de la violence afin de soutenir la santé et le bien-être des jeunes, car la toxicomanie et la violence sont des problèmes majeurs pour les jeunes dans le pays. Ces projets visaient à montrer aux jeunes sur le plan local comment devenir des dirigeants au sein de leurs cercles sociaux et comment s'exprimer à travers la peinture, la danse et le sport. De plus, ils ont fourni aux jeunes un espace physique pour se réunir en toute sécurité et pacifiquement tout en acquérant une meilleure connaissance de soi et en nouant des liens entre eux et avec leur communauté.

Le conseil de jeunes de San Rafael de Heredia a essayé de rester actif pendant la pandémie de COVID-19 et de continuer à soutenir les jeunes à l'échelle locale. Il a organisé ses réunions sur Zoom et a utilisé les médias sociaux de manière assez active pendant la pandémie. Par exemple, il a organisé une campagne « Restez chez vous » sur Facebook pour encourager les jeunes à rester chez eux et organisé plusieurs événements virtuels, y compris un concert virtuel, une formation sur le codage informatique pour encourager les filles à apprendre à coder et un atelier virtuel pour apprendre à faire du compost dans son jardin.³³ Il a également créé une **chaîne YouTube** pour soutenir les jeunes pendant la pandémie. Sur la chaîne YouTube, le conseil partage des recettes et des conseils d'étude, ainsi que des vidéos sur le yoga, la danse et comment rester actif.

Le Conseil de jeunes d'Atenas est également très actif dans la mise en œuvre de projets visant à aider sa communauté, notamment avec un défi des ordures, où les jeunes ont nettoyé les ruisseaux locaux, et avec une activité de plantation au cours de laquelle les jeunes ont planté 300 arbres dans la forêt municipale. Il a organisé ces activités en collaboration avec la municipalité afin de promouvoir un programme de conservation. Tout comme le conseil de San Rafael de Heredia, le conseil de jeunes d'Atenas a organisé des formations pour la jeunesse locale, y compris un atelier sur les droits de l'homme et une formation sur la manière de s'exprimer à travers l'art et la danse. Lors de ces événements, les membres du conseil ont échangé avec les jeunes locaux pour comprendre les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Pour soutenir la jeunesse et la communauté locales pendant le COVID-19, le Conseil de jeunes d'Atenas a modifié son budget prévu pour acheter des masques et des gels antibactériens pour les écoles et les centres d'éducation. Il a également commencé à utiliser les médias sociaux plus activement pour rester engagé auprès des jeunes et fournir un soutien social pendant la pandémie.³⁴

Les conseils de jeunes de San Rafael de Heredia et d'Atenas utilisent tous deux les médias sociaux pour engager les jeunes locaux et les impliquer dans le conseil, et se sont adaptés à un format principalement virtuel en 2020 en raison des défis posés par le COVID-19. Malgré la pandémie, les opérations du conseil se sont poursuivies, et les élections locales du conseil de jeunes ont eu lieu dans les délais.



Les défis

Un défi important pour les conseils de jeunes au Costa Rica consiste à recueillir et soutenir l'adhésion des dirigeants politiques et à lutter contre la perception que les jeunes ne sont pas suffisamment mûrs pour prendre des décisions politiques ou stratégiques éclairées ou pour mettre en œuvre des politiques et des programmes. Les dirigeants politiques ne considèrent pas toujours les jeunes comme des partenaires de valeur avec une perspicacité et une capacité importantes, et le droit commun ne garantit pas le soutien des dirigeants politiques, malgré les structures mandatées, le financement et d'autres dispositions. Lorsque les conseils locaux de jeunes n'ont pas la confiance de leurs dirigeants municipaux, il peut s'avérer difficile d'obtenir un soutien pour leurs idées de projet et de les mettre en œuvre.

Le principal défi pour les conseils locaux de jeunes au Costa Rica est actuellement de maintenir leurs opérations dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Malgré d'excellents exemples d'adaptation, les conseils de jeunes à travers le pays ont eu des difficultés à organiser des activités, car la plupart de leurs activités traditionnelles nécessitent de grands rassemblements en personne, et de nombreux conseils ont été confrontés à des réductions budgétaires de la part de leur municipalité en raison de la pandémie.



Enseignements tirés

Au Costa Rica, il existe de nombreuses bonnes pratiques pour l'engagement des jeunes dans la prise de décision gouvernementale. Les conseils municipaux de jeunes, ainsi que d'autres agences nationales (par ex., le Conseil national de la jeunesse) sont intentionnellement diversifiés et inclusifs, et ils servent de mécanismes importants garantissant une participation significative des jeunes aux politiques et programmes de la jeunesse. La loi générale sur la jeunesse a fourni un espace et un soutien importants, aussi bien sur le plan financier qu'administratif, pour que les jeunes puissent faire entendre leur voix et s'impliquer dans les politiques qui les concernent. En particulier, le financement mandaté a permis aux conseils de jeunes du Costa Rica d'opérer sans les défis de durabilité rencontrés dans d'autres pays. Le soutien financier et administratif continu, et les contributions mandatées des conseils de jeunes à la Politique nationale pour la jeunesse fournissent aux conseils de jeunes un moyen permanent de faire entendre leur voix, en complément des ressources pour concrétiser leurs idées en projets.

Cependant, il est encore possible d'améliorer l'engagement des jeunes et leur participation à la prise de décision du gouvernement. Les processus visant à obtenir l'approbation de la municipalité pour les idées de projet peuvent être fastidieux pour les conseils locaux de jeunes et ajoutent une couche supplémentaire de bureaucratie aux actions des conseils de jeunes, ce qui peut être décourageant et démotivant pour les membres du conseil. De plus, si les dirigeants municipaux ne sont pas convaincus de l'importance d'avoir un conseil local de jeunes et des contributions qu'il peut apporter à leur communauté, ils sont capables d'entraver le travail du conseil. Ainsi, même dans les pays où le financement et le soutien technique sont assurés par la loi, l'adhésion des dirigeants municipaux reste essentielle pour que les conseils locaux de jeunes remplissent leur mission. Comme l'illustre le Costa Rica, les conseils de jeunes les plus efficaces sont composés de membres dynamiques, proactifs et sachant s'adapter. En continuant à s'engager auprès de leurs dirigeants municipaux et à défendre leurs constituants, même dans le contexte de défis tels qu'une pandémie mondiale, ils peuvent faire des progrès pour fournir des opportunités productives pour la participation des jeunes au sein de leur communauté et à la prise de décisions gouvernementales à tous les niveaux.



Synthèse de l'étude de cas

Contexte juridique et politique

- Les cadres juridiques nationaux régissent l'engagement et les activités des jeunes, y compris la loi imposant l'établissement d'un conseil national de jeunes et des structures locales du conseil de jeunes
- Le conseil national de jeunes est chargé de conseiller le gouvernement central sur son budget pour les activités de la jeunesse et le Plan d'action de la jeunesse au Kosovo, ainsi que de coordonner les réunions régionales avec les conseils locaux de jeunes
- Les conseils locaux de jeunes, ouverts aux jeunes âgés de 15 à 24 ans, représentent les jeunes et les questions les concernant auprès des institutions gouvernementales locales et sont consultés sur le développement de la politique municipale pour la jeunesse au sein de leur communauté
- Les responsabilités financières et opérationnelles de chaque conseil local de jeunes sont confiées à leurs municipalités respectives

Points clés

- Les conseils locaux de jeunes sont intentionnellement conçus pour inclure des jeunes issus de groupes ethniques différents et servir de pont entre les dissensions politiques et culturelles
- Les conseils locaux de jeunes ont notamment favorisé une participation accrue des jeunes dans les petites communautés rurales où les organismes communautaires fournissent un moyen accessible d'avoir un engagement significatif sans nécessiter de déplacement dans les grandes villes et les centres urbains
- L'administration décentralisée des conseils de jeunes a généré un niveau significatif de coopération entre les conseils et leurs gouvernements locaux, tout en entraînant des niveaux variables de soutien financier qui présentent des défis de durabilité à long terme



Contexte

Avec une moyenne d'âge de 30,2 ans,³⁵ le Kosovo compte l'une des populations les plus jeunes d'Europe. Dans un contexte plus large d'opportunités limitées en termes d'avancement socioéconomique, les jeunes au Kosovo sont souvent sous-employés ou sans emploi, et beaucoup d'entre eux quittent le pays à la recherche d'opportunités professionnelles à l'étranger. En raison de la fragmentation et des inégalités politiques, ethniques et économiques du pays, qui ont persisté après un conflit armé à la fin des années 1990 et la déclaration d'indépendance de la Serbie en 2008, le risque de désenchantement démocratique et d'exclusion sociale des jeunes dans toutes les communautés est élevé. En outre, les partis politiques sont souvent lents à engager et à soutenir l'engagement des jeunes dans leurs rangs, avec une sensibilisation des jeunes tendant à se produire juste avant les élections afin d'obtenir des votes. D'autres initiatives gouvernementales visant à accroître l'engagement des jeunes dans les processus démocratiques sont fréquemment politisées et inefficaces pour fournir des moyens significatifs propices à la participation. Par conséquent, les opportunités pour les jeunes de s'engager dans la gouvernance et de participer aux processus politiques et décisionnels au Kosovo ont historiquement été limitées.

Dans une tentative de surmonter ces défis, en août 2010, le gouvernement du Kosovo a établi un nouveau mécanisme de participation des jeunes à la prise de décision gouvernementale. Sur la base de l'instruction administrative,³⁶ un document juridique publié par le ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports (MCJS), et soutenu par la loi nationale sur l'autonomisation de la jeunesse et la participation au Kosovo,³⁷ des conseils d'action des jeunes ont été mis en place au Kosovo. Conformément aux instructions administratives, la structure du conseil est divisée en deux : le Conseil central pour l'action de la jeunesse au Kosovo (Central Council for Youth Action in Kosovo, YACK) au niveau national, et les conseils locaux d'action pour la jeunesse (Local Youth Action Council, LYAC) au niveau local. Le ministère a également défini les responsabilités et les procédures pour l'établissement, l'enregistrement et l'exploitation des conseils au Kosovo.



Structure et opérations

Les YACK et LYAC sont des organisations consultatives, servant de voix aux jeunes au niveau national et local, et représentant les intérêts des jeunes et des organisations de jeunesse auprès des institutions gouvernementales. Les principes directeurs des conseils sont l'égalité et la participation pour tous (Article 11, Loi sur la jeunesse), et le soutien du développement politique des jeunes en offrant des opportunités significatives de participer aux processus de prise de décision du gouvernement. Les conseils ont également été conçus comme des espaces pour promouvoir la participation inclusive des femmes, des personnes handicapées, des membres issus des communautés ethniques minoritaires et d'autres groupes vulnérables qui ont traditionnellement été marginalisés par les processus politiques. Cette responsabilité pour l'inclusion des jeunes est légalement stipulée à tous les niveaux, à travers les gouvernements nationaux et municipaux et les conseils, et chaque gouvernement et entité du conseil a des obligations de coordination latérale et verticale.

Le YACK est l'organe central chargé de représenter les jeunes auprès des institutions gouvernementales nationales, principalement le MCJS et l'Assemblée du caucus des jeunes du Kosovo et le Comité de la jeunesse. Cela comprend la représentation des efforts de revendication des organisations de jeunesse auprès du gouvernement, l'offre de conseils de la part de représentants officiels du gouvernement sur la législation concernant la jeunesse, et la participation au développement d'un budget central pour les activités de la jeunesse et le Plan d'action de la jeunesse au Kosovo (Article 3, Instruction administrative). Le

YACK coordonne les réunions régionales avec les LYAC pour les informer des activités récentes et à venir, et pour solliciter des priorités et des recommandations. En outre, les conseils locaux sont en mesure de planifier des réunions en adéquation avec l'ordre du jour du conseil central et d'y contribuer à titre individuel.

Les LYAC sont les organismes communautaires qui représentent les jeunes et les questions liées à la jeunesse auprès des institutions gouvernementales locales, et la participation est ouverte aux membres de

Les LYAC sont légalement tenus de contribuer au travail de leur gouvernement local en représentant les perspectives des jeunes sur toutes les questions de politique discutées dans la municipalité, pas simplement les « questions concernant la jeunesse ».

la communauté âgés de 15 à 24 ans. Comme pour son homologue national, les conseils locaux sont également des entités juridiques enregistrées qui doivent adhérer aux principes de non-discrimination, d'égalité et de représentation pour tous. Chaque communauté à travers le pays fait partie de la structure juridique des LYAC et est éligible pour former un conseil. Lors de sa formation et de son enregistrement, chaque conseil local de jeunes est tenu de rédiger un statut directeur pour définir ses structures et réglementations internes, y compris les critères

d'adhésion et la procédure électorale, les règles relatives à la structure et à la gouvernance de son conseil d'administration (l'organe exécutif de chaque LYAC, composé au minimum d'un directeur, d'un directeur adjoint et d'un secrétaire), etc.

L'Assemblée des LYAC est l'organe de coordination des conseils municipaux de jeunes et doit se réunir au moins une fois par an pour examiner les actifs, passifs, revenus, dépenses et programmes du conseil pour tous les LYAC de l'année précédente, ainsi que pour examiner et approuver les budgets et les activités planifiées de l'année suivante. Le conseil d'administration de chaque conseil local est responsable devant l'Assemblée des LYAC, et chaque LYAC envoie deux représentants à l'Assemblée.

Les LYAC sont légalement tenus de contribuer au travail de leur gouvernement local en représentant les perspectives des jeunes sur toutes les questions de politique discutées dans la municipalité, pas simplement les « questions concernant la jeunesse ». Par le biais de réunions régulières avec des représentants officiels du gouvernement, des organisations communautaires et des citoyens, les conseils locaux sont tenus de participer à la création, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et budgets municipaux, y compris les plans d'action et les résolutions pour la jeunesse. Les conseils sont également encouragés à planifier, exécuter et évaluer les projets de bénévolat des jeunes et d'autres activités pertinentes pour les priorités de la jeunesse au sein de la communauté.

Le financement de chaque LYAC relève de la responsabilité légale de son gouvernement municipal respectif. Les conseils locaux sont tenus de présenter des rapports semestriels au Département de la jeunesse de leur municipalité, et les municipalités sont tenues de couvrir toutes les dépenses liées à la participation à l'Assemblée des LYAC, ainsi que de budgétiser d'autres dépenses, en tenant compte des activités prévues pour l'année et de la disponibilité du budget. Dans la pratique, il incombe à chaque conseil local d'obtenir un financement par le biais d'une sensibilisation proactive, de la revendication et d'une planification auprès de ses représentants officiels locaux. Au minimum, les gouvernements locaux sont également tenus de fournir un espace de réunion à leur LYAC, et de développer une politique municipale pour la jeunesse en consultation avec le conseil local.



Réalisations

Tous les LYAC interrogés ont signalé un niveau significatif de coopération avec le gouvernement local, non seulement en termes de respect des mandats des conseils, mais également en termes de soutien technique et logistique pour la réalisation des activités.

Deux LYAC ont récemment obtenu une ligne budgétaire unique de 1 % de leurs gouvernements locaux pour 2021-2022, suite à la soumission d'une proposition budgétaire à leurs municipalités et à la discussion lors de l'assemblée locale. Les conseils locaux utiliseront les fonds pour mener une planification avancée afin de développer et de mettre en œuvre des projets plus complexes dans leurs municipalités, et ainsi assurer une meilleure durabilité pour leurs conseils à l'avenir.

Quatre LYAC interrogés dans de petites zones rurales du Kosovo ont signalé un intérêt et un engagement accrus dans leurs activités par les jeunes de leurs communautés depuis l'établissement de leurs conseils, ce qui est particulièrement remarquable en raison de l'emplacement géographique éloigné des grandes villes et des centres urbains qui peut souvent être un obstacle à la participation des jeunes. Un conseil local a déclaré collaborer avec sa communauté pour organiser des activités humanitaires dirigées par les jeunes pendant la pandémie de COVID-19, et a développé avec succès un calendrier pour les jeunes bénévoles afin de livrer de la nourriture et des médicaments aux populations âgées de leur municipalité.



Les défis

Près d'une décennie après l'introduction de la loi sur les conseils locaux d'action pour la jeunesse, plusieurs lacunes ont émergé dans la mise en œuvre des structures des conseils de jeunes et la traduction du cadre juridique en modèle opérationnel productif. Le défi le plus important est la fluctuation des niveaux de financement des activités des conseils locaux, qui dépendent entièrement de l'allocation budgétaire du gouvernement municipal. La plupart des conseils reçoivent de petites subventions municipales pour leurs opérations et ne sont pas en mesure d'établir des flux de ressources stables par le biais d'affectations budgétaires établies ou de collectes de fonds auprès de donateurs. Même avec un cadre juridique établi et des dispositions spécifiques pour les structures des conseils de jeunes, dans de nombreux cas, la forme a été établie sans fonctionnement productif, en raison d'un faible intérêt de la part de la municipalité et de faibles investissements.

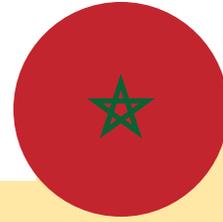


Enseignements tirés

Le modèle du Kosovo pour les conseils consultatifs de jeunes fournit des enseignements qui peuvent être tirés pour d'autres contextes. En théorie et en pratique, les conseils du Kosovo sont de véritables organismes participatifs multiethniques et ont été capables de réunir les jeunes en dépit des dissensions politiques et culturelles. Dans d'autres pays sortant d'un conflit avec des tensions interethniques, ce mécanisme peut être efficace pour commencer à surmonter les obstacles bien ancrés à l'intégration sociétale. S'engager auprès des jeunes présente des opportunités de partager et de développer des idées communautaires sur la multiethnicité, la réconciliation et la coopération. Alors que les conseils locaux d'action pour la jeunesse rassemblent des représentants de toutes les communautés d'une municipalité, par ce mécanisme, les jeunes sont incités à dépasser les stéréotypes et à coopérer, afin de pouvoir relever collectivement les défis et répondre aux priorités des jeunes dans leurs communautés respectives.

De plus, les LYAC du Kosovo ont accompli de grands progrès vers une inclusion proactive dans leurs structures d'adhésion. Les conseils sont mandatés pour rechercher des représentants de toutes les institutions et organisations pertinentes, telles que les organismes d'étudiants, les représentants de groupes de jeunes au sein des communautés, les représentants d'ONG, et plus encore. De cette façon, l'organisme est conçu pour capturer une image à 360 degrés de la vie des jeunes dans chaque municipalité. Avoir une compréhension aussi étendue est essentiel pour évaluer correctement les besoins et les priorités des jeunes, élaborer des stratégies pour les étapes futures et coordonner les efforts pour leur développement dans tous les segments de la communauté. Cette approche coordonnée peut également être une source d'enseignements utiles aux donateurs et autres parties prenantes qui travaillent sur le développement des jeunes.

Les LYAC les plus prospères au Kosovo ont été créatifs dans leur approche pour atteindre une stabilité financière, en faisant pression de manière proactive sur leurs municipalités pour institutionnaliser le financement via les budgets municipaux, et en s'engageant dans la collecte de fonds auprès de sources externes (par ex., ONG et autres donateurs). Cependant, en mandatant légalement un budget défini, soit auprès des municipalités au niveau local, soit des ministères concernés au niveau central, tous les conseils locaux sont mieux en mesure d'atteindre une stabilité et une durabilité en termes de membres et d'opérations. De plus, la mise en place par le Kosovo de structures du conseil de jeunes et la coordination des efforts à travers tous les segments du pays constituent un exemple positif d'un pouvoir de coordination renforcé pour amplifier les priorités et stratégies communes à une échelle plus grande. Une communication et une coopération approfondies entre le YACK et les LYAC peuvent contribuer à une exposition encore plus importante des priorités des jeunes et de la participation à la prise de décisions gouvernementales, ainsi que l'établissement d'une culture de consultation du conseil de jeunes sur toutes les stratégies, lois et réglementations de développement des jeunes à tous les niveaux.



Synthèse de l'étude de cas

Contexte juridique et politique

- La constitution révisée du Maroc comprend deux articles mandatant officiellement l'établissement et décrivant le rôle d'un conseil consultatif national de jeunes pour formuler des propositions sur tout sujet d'importance économique, sociale et culturelle pour la jeunesse et l'action associative, bien que l'organisme n'ait pas encore été formé
- Dans le cadre de la législation nationale de décentralisation, les conseils régionaux sont tenus d'établir des conseils de jeunes pour intégrer l'apport des jeunes citoyens dans la prise de décision gouvernementale et les conseils municipaux sont autorisés à établir des conseils consultatifs de jeunes
- En l'absence de mandats juridiques formels, les conseils locaux de jeunes formés dans les municipalités du pays sont chargés de déterminer une structure, des modèles opérationnels appropriés et d'obtenir un soutien politique et financier

Points clés

- L'autorité élargie des gouvernements locaux pour former des conseils de jeunes fournit de nombreuses opportunités de collaboration étroite et de co-création du mécanisme de conseil entre les jeunes citoyens et la société civile
- De manière indépendante, des jeunes qui sont organisés et motivés peuvent se rassembler autour d'objectifs communs et obtenir un soutien politique au niveau local, même lorsque les obstacles bureaucratiques au niveau national et un manque de clarté autour des mandats juridiques présentent des défis continus pour la mise en œuvre d'une structure et d'un réseau de conseils robustes



Contexte

En 2011, le Maroc a connu une vague de manifestations massives à travers le pays alors que les citoyens à l'échelle du pays, dirigés en grande partie par les jeunes, sont descendus dans les rues pour appeler à une réforme démocratique et à un changement. En réponse aux manifestations, le roi Mohammed VI a rapidement mis en avant une constitution révisée, approuvée ultérieurement par référendum, qui, au moins nominalement, a habilité le Parlement élu et a inscrit une série de principes pour améliorer la réactivité et la responsabilité du gouvernement. Reconnaissant que les jeunes avaient été à l'avant-garde des manifestations de 2011, la constitution révisée et les réformes subséquentes qu'elle a inaugurées incluent un certain nombre de dispositions spécifiques sur la participation des jeunes, établissant une base juridique et un cadre essentiels pour favoriser l'engagement des jeunes Marocains. Au niveau national, la constitution révisée du Maroc comprend deux articles mandatant officiellement l'établissement et décrivant le rôle d'un conseil consultatif national de jeunes pour formuler des propositions sur tout sujet d'importance économique, sociale et culturelle pour la jeunesse et l'action associative. Cependant, bien que la constitution ait été révisée en 2011, le Parlement marocain n'a pas adopté de législation pour établir officiellement le conseil avant 2018. Depuis l'adoption de la législation, peu de progrès visibles ont été réalisés sur l'opérationnalisation du conseil national ; à la fin de l'année 2020, le conseil n'avait toujours pas été formé, et les médias ont largement cessé de rendre compte de son établissement.

Dans le cadre de sa législation sur la décentralisation, le gouvernement a mandaté chacun des 12 conseils régionaux élus du Maroc pour établir trois organismes consultatifs, dont un sur la jeunesse, afin d'intégrer les contributions des citoyens dans la prise de décision du gouvernement.

La constitution comprend également des articles sur le processus de régionalisation à long terme du Maroc, que le gouvernement a commencé à mettre en œuvre sérieusement en 2015. Dans le cadre de sa législation sur la décentralisation, le gouvernement a mandaté chacun des 12 conseils régionaux élus du Maroc pour établir trois organismes consultatifs, dont un sur la jeunesse, afin d'intégrer les contributions des citoyens dans la prise de décision du gouvernement. Les conseils municipaux, quant à eux, n'étaient pas légalement tenus d'établir des conseils de jeunes, mais étaient obligés de créer un conseil consultatif sur l'équité et le genre et étaient autorisés à former des conseils de jeunes sur la base du volontariat.

À partir de 2018-2019, le NDI a travaillé avec les localités du Maroc pour développer et renforcer les capacités des conseils consultatifs de jeunes. Parmi les neuf conseils municipaux de jeunes qui ont participé aux sessions de formation du NDI et au travail de suivi pour initier et renforcer la structure des conseils, les efforts de recrutement et la capacité à remplir efficacement leurs rôles en tant que conseils consultatifs pour les conseils locaux élus, le conseil consultatif municipal des jeunes d'Azrou s'est distingué parmi ses pairs.



Structure et opérations

En partenariat avec les localités participantes, le NDI a développé une candidature pour les futurs membres du conseil de jeunes, et coordonné avec les organisations locales de la société civile (OSC), les institutions académiques et les gouvernements locaux dans chacune de ses municipalités cibles pour partager la candidature sur leurs réseaux, y compris par le biais de groupes Facebook et de publications sur les panneaux d'affichage de la communauté. Les élus et les représentants officiels locaux et le NDI ont sélectionné 10 candidats pour chaque conseil, en veillant à garantir la parité

entre les sexes et la neutralité politique (les membres ne pouvaient pas être ouvertement affiliés à un parti), la diversité de la représentation géographique dans chaque localité, l'inclusion de membres issus de groupes marginalisés et de personnes ayant des parcours académiques et professionnels divers, ainsi que ceux ayant fait preuve d'un historique d'engagement auprès de la communauté. À Azrou, le NDI a rencontré les membres du conseil municipal et les OSC locales pour évaluer le panorama et la faisabilité de l'engagement politique des jeunes. Tazghart, une OSC locale à Azrou, a joué un rôle essentiel dans l'identification et le recrutement des 10 participants issus d'une diversité de quartiers et d'origines pour le conseil de jeunes d'Azrou.

Chaque conseil a ensuite créé un comité exécutif ou directeur, élu par ses collègues membres du conseil de jeunes, composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un responsable des communications, et rédigé des statuts pour diriger les opérations du conseil, y compris les calendriers des réunions, les règles d'ordre et des débats, les élections du conseil, etc. Le NDI a dispensé une formation aux membres du conseil de jeunes sur la manière d'impliquer leurs constituants à l'aide de la méthodologie des groupes de discussion et d'enquêtes en ligne. Les conseils de jeunes participants ont développé des questionnaires pour les groupes de discussion, recruté des participants aux groupes de discussion et organisé des sessions pour identifier et étudier les priorités des jeunes. Certains conseils de jeunes ont également mis au point des enquêtes en ligne, qu'ils ont promues via leurs comptes de médias sociaux. Par la suite, chaque conseil a choisi de former des comités fonctionnels ou spécifiques à chaque problème, en fonction des priorités de ses constituants respectifs, pour analyser les problèmes et élaborer des recommandations de politique à destination des décideurs gouvernementaux locaux.

Afin d'établir des liens entre les régions dès le début, les membres du conseil de jeunes d'Azrou ont rencontré leurs homologues d'autres conseils de jeunes naissants et se sont informés sur le processus de régionalisation du Maroc et le cadre juridique pour l'engagement des jeunes, leur permettant d'acquérir un contexte sur leur rôle en tant que membres du conseil de jeunes.



Réalisations

À partir des recherches que le conseil de jeunes d'Azrou a effectuées par le biais des groupes de discussion, les membres du conseil ont reçu une formation sur l'analyse des données et le développement de politique et ont travaillé pour identifier les tendances dans les données, qu'ils ont utilisées pour élaborer des recommandations de politique fortes, spécifiques et réactives. En avril 2019, les membres du conseil consultatif pilote des jeunes d'Azrou ont présenté leurs recommandations au président de leur municipalité devant un public qui comprenait des conseillers municipaux, des journalistes et des groupes de la société civile des jeunes. À partir de leurs recherches sur le terrain, les jeunes ont identifié trois sujets principaux, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, la formation des jeunes et l'entrepreneuriat, autour desquels ils ont centré leurs recommandations de politique pour le conseil municipal. Comme preuve de son succès, le conseil de jeunes d'Azrou a obtenu l'engagement verbal du président de la municipalité d'adopter légalement le conseil en tant qu'organe consultatif officiel du gouvernement, et de mettre en œuvre les recommandations du conseil.

Le conseil de jeunes et le président de la municipalité ont organisé trois séries de réunions pour assurer le suivi des recommandations de politique, discuter de la mise en œuvre et examiner les prochaines étapes de l'engagement du président à formaliser le mécanisme du conseil de jeunes. Au cours de ces réunions, le conseil de jeunes d'Azrou a partagé ses statuts internes avec le président et ses conseillers pour démontrer

ses capacités internes et son engagement envers le développement d'un mécanisme durable. En outre, il a établi un calendrier pour le processus de transformation du conseil de jeunes pilote d'Azrou en conseil officiel. Au début de l'année 2021, la coopération entre le maire d'Azrou, le conseil de jeunes et les OSC le soutenant reste forte.



Les défis

Alors que les gouvernements locaux disposent actuellement d'une large autorité pour établir des conseils de jeunes, en raison d'un manque de clarté sur les nouveaux droits et responsabilités tels que détaillés dans la constitution révisée, ainsi que des questions plus larges liées au maintien du contrôle des ressources par le gouvernement central, le nombre de conseils régionaux ou municipaux fonctionnels est toujours limité. Azrou est un cas où les jeunes ont exercé une influence dans le processus décisionnel. Même dans les localités qui établissent volontairement des organes consultatifs pour les jeunes, le ministère de l'Intérieur du Maroc devant également approuver l'établissement de conseils de jeunes officiels, le processus peut être long.



Enseignements tirés

Malgré ces défis, tout au long des deux années de travail à Azrou et dans d'autres localités participantes, le NDI a constaté que la création et la durabilité des conseils de jeunes dépendent de l'engagement des dirigeants municipaux et des jeunes dirigeants et peuvent être encore renforcées par un solide plaidoyer auprès des OSC. Les enseignements tirés du Maroc peuvent s'appliquer aux jeunes et aux représentants officiels du gouvernement local dans d'autres contextes qui cherchent à établir une relation de travail et à initier des conseils de jeunes pour la première fois.

À Azrou, la volonté des dirigeants municipaux de soutenir le conseil de jeunes a joué un rôle essentiel dans sa réussite ; les représentants élus ont été réceptifs à l'idée d'impliquer les jeunes dans la prise de décision politique, ont démontré un intérêt réel dans le conseil pilote dès le début et ont pris des engagements fermes pour formaliser le conseil et mettre en œuvre des recommandations. Le parti au pouvoir à Azrou est bien structuré et professionnel, tandis que le leadership politique dans d'autres municipalités est souvent moins organisé, et les dirigeants élus font preuve d'un engagement moindre envers des réformes de gouvernance efficaces. En outre, les progrès réalisés dans l'organisation du conseil de jeunes à Azrou ont été soutenus par une solide infrastructure d'OSC.

De plus, les membres du conseil de jeunes d'Azrou ont constamment démontré leur engagement en assistant pleinement aux formations, aux sessions de travail en groupe, aux ateliers de groupe et au forum des jeunes. Ils ont régulièrement discuté de la stratégie interne et des prochaines étapes en dehors du conseil ou pendant les pauses lors des événements organisés par le NDI, et ont appliqué les leçons partagées par les formateurs locaux et les experts étrangers du NDI. Lorsqu'un environnement politique propice à une participation significative des jeunes existe, ces derniers sont les principaux moteurs de leur propre réussite dans le développement et l'utilisation de mécanismes consultatifs ; il ne peut y avoir aucun substitut à la motivation intrinsèque et au désir de s'engager.

SIERRA LEONE



Synthèse de l'étude de cas

Contexte juridique et politique

- Les ministères du gouvernement national et les cadres juridiques guident la participation des jeunes aux processus politiques, y compris les lois imposant l'établissement d'un conseil national de jeunes et d'une politique nationale pour la jeunesse, qui doivent être révisées en 2021, ainsi qu'un solide réseau de conseils infranationaux de jeunes.
- Les conseils de jeunes à l'échelle des chefferies, provinces et districts, ouverts à tout membre inscrit d'une organisation de jeunes, fournissent une consultation coordonnée au ministère des Affaires de la jeunesse et à la Commission nationale de la jeunesse sur les questions et priorités des constituants de la jeunesse

Points clés

- Des hiérarchies bien définies et des structures verticales pour les conseils de jeunes à travers le pays permettent aux priorités des jeunes citoyens de remonter jusqu'aux discussions politiques au niveau national.
- Les aménagements proactifs ont entraîné des niveaux accrus d'adhésion de jeunes femmes au conseil, même si des barrières bien ancrées à l'égalité de participation subsistent.
- Des points de contact fréquents avec les représentants officiels du ministère du gouvernement ont suscité une coordination étroite sur des questions telles que la violence sexiste et le COVID-19, bien que les ressources ad hoc et le soutien technique présentent des défis pour les conseils afin de contribuer de manière significative à tous les niveaux du programme de développement des jeunes.



Contexte

En Sierra Leone, la question de la participation des jeunes à la gouvernance a une forte résonance en raison de son association dévastatrice à la guerre civile qu'a connu le pays de 1991 à 2002 et au cours de laquelle environ 50 000 personnes ont été tuées. En reconnaissance du fait que, d'une part, la déchéance de droits politiques des jeunes avait catalysé et exacerbé le conflit et, d'autre part, le conflit avait créé une génération de jeunes exclus et défavorisés, les années d'après-guerre ont été témoins de plusieurs développements importants visant à répondre aux besoins spécifiques des jeunes de Sierra Leone (où les moins de 35 ans représentent 80 % de la population). Le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a été créé en 2003. Il a ensuite été divisé avec la création d'un ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et des Sports et, de nouveau en 2013, avec la création d'un ministère des Affaires de la Jeunesse (Ministry of Youth Affairs, MOYA).

Deux instruments juridiques spécifiques à la jeunesse ont également été créés. Il y a dix-huit ans, un an après la fin de la guerre civile et la même année où le premier ministère a été créé, la Politique nationale pour la jeunesse de 2003³⁸ a permis au gouvernement de soutenir pour la première fois le concept de la jeunesse en tant que priorité nationale de développement. La politique a souligné les rôles et les responsabilités qui incombent aux jeunes, à l'État et aux autres acteurs, et a créé des instruments

Les années d'après-guerre ont été témoins de plusieurs développements importants visant à répondre aux besoins spécifiques des jeunes sierra-léonais...deux instruments juridiques spécifiques aux jeunes ont formalisé l'engagement du pays envers les jeunes et leur importance dans le programme de développement national, ce qui a constitué une étape majeure vers le développement d'une participation durable des jeunes à la gouvernance.

spécifiques pour soutenir et promouvoir les questions de la jeunesse au niveau du district par la création de conseils de jeunes de district (District Youth Council, DYC). Neuf ans plus tard en 2012, une nouvelle politique a été rédigée.³⁹ Cependant, elle n'a pas dépassé le stade de projet au cours des huit dernières années. Une nouvelle Politique nationale pour la jeunesse doit être lancée en 2021.

Le deuxième instrument juridique a été créé par le biais de la loi portant sur la Commission nationale de la jeunesse (National Youth Commission, NAYCOM) de 2009, qui a établi une commission chargée de mettre au point les dispositions de la Politique nationale pour la jeunesse. Les responsabilités de la NAYCOM comprennent, entre autres, la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes, l'initiation de programmes de développement pour les jeunes, l'élaboration d'un plan national de développement pour les jeunes, la création d'un réseau par lequel les jeunes peuvent accéder à des informations sur les services dont ils bénéficient et la coordination des activités des groupes de jeunes. L'année de la formation de la NAYCOM, une loi du Parlement a été adoptée, recommandant l'existence d'un organisme qui réglemente les activités des jeunes au niveau du district et du territoire tribal.

Ces instruments ont formalisé l'engagement du pays envers les jeunes et leur importance dans le programme de développement national, ce qui a constitué une étape majeure vers le développement d'une participation durable des jeunes à la gouvernance. Cependant, les conseils de jeunes établis signalent qu'ils ne reçoivent pas toutes les ressources, ni le soutien ou l'engagement formel nécessaires pour apporter une contribution significative à tous les niveaux du programme de développement national.



Structure et opérations

En Sierra Leone, un système de conseils de jeunes au niveau local, régional et national a été établi selon une structure à plusieurs niveaux. Les conseils de jeunes des chefferies (Chiefdom Youth Council, CYC) sont opérationnels au niveau du troisième niveau de la division territoriale, avec 190 CYC à l'échelle nationale, et trois conseils de jeunes provinciaux (Zonal Youth Council, ZYC) sont gérés à Freetown (divisés en Ouest, Est et Central). Ces conseils locaux sont sous la supervision de leurs conseils de jeunes de district (District Youth Council, DYC), avec 16 DYC à l'échelle nationale représentant chacun des districts de la nation. Les DYC rendent compte au conseil national de jeunes (National Youth Council, NYC), qui se trouve à Freetown. Le président du NYC communique avec le MOYA et la NAYCOM. Chaque conseil de jeunes compte sept membres exécutifs : président, vice-président, secrétaire général, secrétaire général adjoint, responsable de projet, responsable financier et responsable des relations publiques.

Les membres du conseil de jeunes déclarent travailler généralement bien avec les conseils des niveaux supérieur et inférieur, et ils pensent qu'ils sont bien structurés pour leur contexte. Les conseils de district travaillent en collaboration avec le conseil national, la NAYCOM aux niveaux régional et national, et le MOYA par le biais de représentants officiels de la jeunesse basés dans chaque district. Les DYC organisent des conférences régulières avec le ministre des Affaires de la jeunesse et d'autres directeurs pertinents. Les conseils de district se réunissent chaque trimestre pour discuter des réussites et des défis de leurs conseils locaux respectifs et de la manière dont ils peuvent résoudre certains des problèmes et priorités des jeunes dans leur district.

Tous les membres du conseil de jeunes sont élus à un mandat de cinq ans et la Commission électorale nationale organise les élections. Quand le mandat d'un membre du conseil de jeunes est terminé, ou lorsqu'il quitte son poste, le MOYA fait de la publicité à la radio et dans les journaux pour que les candidats intéressés et éligibles puissent postuler. Seuls les membres inscrits dans des organisations de jeunesse peuvent devenir membres du conseil. Pour les conseils des chefferies et provinciaux, les membres des organisations locales de la jeunesse élisent les membres. Pour les conseils de district, les membres des conseils des chefferies et des conseils de jeunes provinciaux correspondent au corps électoral, et au conseil national, le corps électoral se compose des membres des 190 conseils des chefferies, des trois conseils provinciaux et des 16 conseils de district.

Au moins une femme est membre de chaque conseil de jeunes NYC, DYC, CYC et ZYC. Cependant, les dirigeants du conseil de jeunes préféreraient plus de membres féminins et ont identifié des obstacles à l'entrée pour les jeunes filles. Les membres du conseil de jeunes citent les niveaux d'éducation moyens inférieurs des filles comme un obstacle à l'accès et à la formation des membres du conseil de jeunes. Les conseils de jeunes ont commencé à prendre des mesures proactives pour promouvoir une plus grande inclusion, telles que la suppression de l'obligation d'adresser un discours public dans le cadre de la campagne électorale, car de nombreuses jeunes femmes n'ont pas eu accès à la formation relative à la prise de parole en public.



Réalisations

Le conseil national de jeunes et les conseils de jeunes de district ont fait des progrès dans la convocation des jeunes en Sierra Leone. Par exemple, le conseil national a récemment rassemblé plus de 200 organisations de jeunes dans un groupe WhatsApp en ligne qu'ils utilisent pour collaborer, coordonner et partager leurs connaissances dans les régions et districts respectifs du pays. De plus, les conseils de jeunes ont apporté une très grande contribution pendant l'épidémie de COVID-19. Les membres du conseil de jeunes ont pris la responsabilité de surveiller les points de passage frontaliers, ont collaboré avec les membres de la communauté pour promouvoir l'utilisation de masques faciaux et le lavage des mains, et le président national a travaillé à plein temps au Centre national d'intervention d'urgence COVID-19 (National COVID-19 Emergency Response Centre, NaCOVERC). Plus largement, tous les présidents de conseil de district font partie des organes décisionnels de leurs districts. Par exemple, les membres du DYC représentent les jeunes dans les organismes du NaCOVERC au niveau du district dans leurs districts respectifs.

De plus, les représentants officiels du MOYA en charge des questions de la jeunesse, basés dans chaque district du pays, facilitent la communication et l'engagement entre les conseils de jeunes et l'organisme. Le système à plusieurs niveaux des conseils de jeunes a permis de traiter des questions de développement ; le ministère implique le conseil national qui implique ensuite les conseils de district sur la question concernée. Par exemple, il y a récemment eu un effort coordonné pour lutter contre la violence basée sur le genre dans les districts, sur lequel tous les conseils de jeunes ont été engagés et ont mené une campagne de sensibilisation en 2020. Le ministère des Affaires de la jeunesse et d'autres partenaires (y compris le Programme des Nations Unies pour le développement) ont dispensé une formation de leadership aux DYC sur une base trimestrielle et ont également dispensé d'autres formations, notamment sur la façon de traiter la violence fondée sur le genre et de combattre la violence parmi les jeunes. Les membres du conseil de jeunes impliqués ont apprécié cette formation, et ces opportunités de renforcement des capacités permettent aux membres de développer, de perfectionner et de faire progresser leurs stratégies de revendication et leur engagement auprès des représentants officiels du gouvernement.



Les défis

Malgré les progrès accomplis, les membres des conseils de district signalent que les priorités des jeunes ne sont souvent pas traitées équitablement dans tous les districts. Ils remarquent qu'ils ont signalé de nombreux problèmes qui n'ont pas été pris au sérieux ou traités de manière concrète. Par exemple, le chômage des jeunes est élevé et constitue une priorité absolue pour les jeunes, tout comme les taux élevés d'allégations de délits tels que la violence et le vol à l'encontre des jeunes. Les DYC sont conscients que certains fonds du ministère des Affaires de la jeunesse ont été dépensés pour créer de petites entreprises, telles que des fermes et des stations de lavage des autos, mais ce financement n'est disponible que dans quelques districts, si bien que tous les districts ne bénéficient pas du programme. Dans certaines régions, les rôles des conseils de jeunes et de leurs membres ont été très politisés ; par exemple, à Kono et Karene, les hommes politiques étaient très impliqués dans le processus électoral des conseils de jeunes, ce qui a créé des conflits.

De plus, l'absence de budget officiel constitue un défi majeur pour les conseils de jeunes, qui manquent d'espace de bureau, de matériel comme des fournitures de bureau et de fonds pour les réunions trimestrielles, pour couvrir les frais de transport afin de permettre le déplacement des membres et pour

fournir une indemnité ou un salaire aux membres du conseil. C'est le cas à tous les niveaux du conseil d'administration, du niveau national jusqu'aux niveaux provinciaux et des chefferies. Le manque de ressources empêche également le renforcement des capacités des membres du conseil de jeunes. Les membres du conseil de jeunes ont besoin de compétences clés pour remplir correctement leurs rôles, et ils veulent et ont besoin de développer des connaissances techniques et administratives afin d'améliorer leur travail. Certains membres du conseil ont spécifiquement souligné qu'il n'y a pas eu d'engagement avec les conseils de jeunes d'autres pays pour apprendre et partager des informations.



Enseignements tirés

Les dirigeants du conseil de jeunes en Sierra Leone citent leur sensibilisation aux questions des jeunes et leur capacité à agir sur ces questions en créant des opportunités et des espaces pour écouter les jeunes et les organisations de jeunesse qu'ils servent comme l'un des aspects les plus importants de leur réussite. La structure des conseils de jeunes en Sierra Leone est adaptée au contexte des chefferies, des provinces, des districts et des pays qu'ils servent, et permet aux membres d'être au plus proche de leurs constituants, puis de coordonner et d'élever les communications et les priorités. La conception de tout mécanisme du conseil de jeunes doit être spécifique au contexte et doit être établie en tenant compte des réalités géographiques et politiques qui façonnent les structures gouvernantes et ont un impact sur les jeunes dans un pays donné.

Comme le démontre la Sierra Leone, l'évaluation du principe d'inclusion des genres n'est souvent pas suffisante pour garantir un accès équitable au mécanisme du conseil de jeunes. Les exigences d'éligibilité et d'adhésion doivent être conçues à travers le prisme de l'inclusion, non seulement pour réduire les obstacles, mais aussi pour encourager activement la participation des femmes et des populations traditionnellement marginalisées. Enfin, pour que les membres du conseil de jeunes puissent être inclus de manière significative dans les structures de prise de décision à leurs niveaux respectifs et dans leurs secteurs, ils doivent être financés et soutenus de manière appropriée par des opportunités de développement des compétences et un soutien technique. Cela doit inclure des indemnités ou des salaires pour les membres du conseil de jeunes, un espace de bureau et des fonds dédiés aux activités. Lorsqu'un tel soutien existe, les jeunes ont fait preuve d'un désir et d'une capacité extraordinaires à développer et à suivre des initiatives pour répondre aux besoins des jeunes et contribuer aux résultats du développement des jeunes.



Synthèse de l'étude de cas

Contexte juridique et politique

- Les cadres juridiques nationaux et infranationaux guident la participation des jeunes aux processus politiques, y compris une politique nationale pour la jeunesse et une loi établissant des conseils locaux de jeunes en tant qu'organes consultatifs pour les gouvernements municipaux
- Les conseils locaux de jeunes sont indépendamment responsables de la détermination des critères d'éligibilité des membres, et sont généralement composés d'étudiants poursuivant leurs études ou de jeunes récemment diplômés d'un lycée ou d'une université, avec la participation d'office de représentants du gouvernement municipal
- Le financement du conseil local de jeunes n'est pas mandaté par la loi, et les conseils municipaux sont responsables de façon discrétionnaire de la budgétisation et des ressources de leurs conseils de jeunes respectifs

Points clés

- Les niveaux d'activité du conseil local de jeunes diffèrent au sein du pays, en raison des relations et des financements variables avec les conseils municipaux respectifs
- De solides efforts de sensibilisation et d'inclusion ont permis d'aboutir à des projets du conseil de jeunes qui répondent directement à un éventail de sujets prioritaires en matière de politique, notamment la formation au développement professionnel, des espaces consacrés aux études universitaires et des efforts coordonnés de secours en cas de catastrophe naturelle
- La rotation du personnel administratif au niveau municipal présente des défis continus en matière de durabilité pour les opérations du conseil local de jeunes



Contexte

Dans le cadre du système présidentiel turc, le gouvernement central prend des décisions qui sont ensuite mises en œuvre par le biais d'agences et de ministères responsables. En Turquie, la principale agence de l'État réglementant les politiques et programmes de la jeunesse est le ministère de la Jeunesse et des Sports. Le ministère planifie, met en œuvre et surveille tous les services de la jeunesse à l'exception de l'éducation formelle, qui est réglementée par le ministère de l'Éducation nationale.

En 2013, le ministère de la Jeunesse et des Sports a développé une **Politique nationale de la jeunesse et des sports** pour guider les programmes et activités des jeunes en Turquie. La politique a été développée grâce à la participation de diverses parties prenantes, y compris un appel ouvert pour les universités, les ONG, les clubs de jeunesse et de sport, les fondations et les jeunes afin d'identifier les problèmes à traiter dans la politique. La Politique nationale de la jeunesse et des sports est un document complet couvrant 13 thèmes, notamment l'éducation, l'emploi, la participation démocratique, la conscience civique et la culture. Chaque thème a un groupe d'objectifs cibles et définit les parties prenantes qui doivent être impliquées dans sa mise en œuvre. Il s'agit d'un document important de la politique pour la jeunesse destiné à guider les agences de l'État turc et à favoriser l'engagement et la participation des jeunes au niveau de l'État, mais il n'a pas été mis à jour depuis 2013.

En plus de l'ordre du jour national, les ONG des jeunes et les organisations internationales travaillant sur l'engagement des jeunes ont été très actives en Turquie depuis la fin des années 1990. Le sommet des Nations Unies de 1995 à Istanbul et la candidature de la Turquie à l'Union européenne en 1999 ont permis d'accroître considérablement les opportunités locales et internationales pour les programmes de jeunesse et leur engagement. Les programmes de l'UE comme le Programme EuroMed Jeunesse et le Programme Erasmus ont apporté un soutien considérable en termes de financement et de programmes aux ONG locales de jeunesse, tandis que la candidature d'entrée dans l'UE a conduit le gouvernement turc à établir des politiques et des réglementations pour l'engagement des jeunes, telles que la Politique nationale de la jeunesse et des sports. Les ONG de jeunesse (nationales et internationales) ont travaillé sans relâche pour établir un conseil national de jeunes qui représenterait la jeunesse au niveau parlementaire et serait un organe consultatif pour le gouvernement sur les questions liées à la jeunesse. Les gouvernements précédents avaient pris l'engagement de former un conseil national de jeunes, mais ne l'ont pas concrétisé. De même, le projet d'ordre local Agenda 21 de l'ONU, qui a commencé en 1997, a conduit le gouvernement à établir des conseils locaux de jeunes en tant qu'organismes consultatifs pour les gouvernements municipaux. Par la suite, en 2005, le gouvernement turc a inclus des conseils locaux de jeunes dans sa nouvelle loi municipale.⁴⁰



Structure et opérations

La Loi municipale de 2005 est la principale législation régissant les responsabilités et les activités municipales et provinciales en Turquie. Cette loi mandate l'établissement de conseils locaux de jeunes dans le cadre des conseils municipaux et des services pour la jeunesse. Bien qu'elle garantisse des activités pour la jeunesse, la loi municipale ne garantit pas le financement des conseils locaux de jeunes. Le budget d'un conseil de jeunes fait partie du budget du conseil municipal et il n'existe aucune réglementation concernant le budget minimum ou les ressources que les conseils de jeunes reçoivent.⁴¹

Les membres du conseil de jeunes sont principalement des étudiants poursuivant leurs études ou de jeunes diplômés du secondaire ou de l'université. Les conseils sont dirigés par une équipe de direction composée d'un président et d'un conseil exécutif. Cette équipe de direction organise des réunions et rassemble des idées de projet que le conseil municipal doit examiner et approuver. Le groupe de direction se réunit généralement une fois par semaine, tandis que le conseil au complet se réunit une fois tous les deux à trois mois. En plus des membres du conseil de jeunes, le personnel des municipalités en charge des activités pour la jeunesse assiste également aux réunions de par ses fonctions.

Il est courant pour les municipalités d'allouer un espace physique pour le conseil dans les centres de jeunesse locaux, qui sont gérés par les municipalités et servent d'espaces de rassemblement pour que les jeunes interagissent, fassent du sport et s'engagent dans diverses activités

L'adhésion aux conseils de jeunes est volontaire et les membres sont élus pour une certaine période. La durée de l'adhésion et les critères d'éligibilité varient selon le conseil de jeunes. Par exemple, les critères d'éligibilité du Conseil de jeunes d'Izmir stipulent que les jeunes doivent être des représentants d'un groupe organisé, tel qu'un club étudiant dans une université ou un lycée local, ou être membres d'une ONG locale afin de rejoindre le conseil en tant que membre

votant. Les jeunes non affiliés peuvent assister aux réunions et travailler sur des projets du conseil en tant que bénévoles, mais ils ne peuvent pas voter pour élire le président ou les membres du conseil exécutif.

Les ressources reçues par les conseils de jeunes varient également selon la municipalité. Il est courant pour les municipalités d'allouer un espace physique pour le conseil dans les centres de jeunesse locaux, qui sont gérés par les municipalités et servent d'espaces de rassemblement pour que les jeunes interagissent, fassent du sport et s'engagent dans diverses activités. Les municipalités peuvent également disposer de personnel pour soutenir le conseil de jeunes, ainsi que les services que la municipalité fournit pour la jeunesse.

En plus de s'engager auprès de leur conseil municipal, les conseils locaux de jeunes organisent diverses activités pour les jeunes et leur communauté, allant d'ateliers de développement professionnel à des événements caritatifs. Le type d'activités qu'ils pratiquent et le niveau d'engagement de chaque conseil de jeunes varient. Les membres du conseil exécutif décident quelles idées de projet transmettre au conseil municipal et peuvent créer des sous-groupes pour travailler sur des idées de projet.



Réalisations

En Turquie, la structure et les opérations du conseil de jeunes ne sont pas définies dans la loi municipale, et chaque municipalité a le pouvoir d'établir son mécanisme de conseil de jeunes. Par exemple, à Tepebasi et Izmir, les membres du conseil de jeunes ont créé leurs propres statuts stipulant qui pourrait devenir membre (tout jeune entre 13 et 30 ans, représentant un groupe de jeunes identifié par le conseil), les conditions pour rester un membre votant (ne pas manquer trois réunions consécutives ou plus), la durée maximale pour faire partie du conseil et les règles d'élection pour le président et la composition du conseil exécutif. La création de statuts régissant les opérations permet à ces conseils de jeunes d'avoir une structure cohérente et un flux constant de nouveaux membres.

Cependant, les conseils de jeunes de Tepebasi et d'Izmir s'engagent différemment auprès de leurs principaux constituants. Le conseil de jeunes de Tepebasi a mis en place une table au sein du centre de

jeunesse pendant la période d'inscription aux programmes proposés à la jeunesse par la municipalité. Les membres ont pu présenter les actions du conseil de jeunes et ont invité les jeunes à assister aux réunions du conseil. Le conseil utilise activement Facebook pour informer et inviter les jeunes à ses prochaines activités ainsi qu'aux réunions.⁴² En revanche, le conseil de jeunes d'Izmir s'adresse aux lycées, universités, ONG locales et associations professionnelles pour informer les jeunes de l'appel à candidatures pour le conseil. Il utilise également les groupes Facebook, Instagram et WhatsApp pour l'engagement des jeunes.⁴³

Le Conseil de jeunes de Tepebasi a conçu et mis en œuvre divers projets pour répondre aux besoins des jeunes de sa communauté. Il discute de nouvelles idées de projets lors de ses réunions hebdomadaires, qui sont ouvertes à tous les jeunes âgés de 15 à 30 ans. Quiconque peut soumettre une idée de projet, même si la décision concernant le projet à soutenir et à transmettre au conseil municipal est prise par le conseil exécutif. Être ouvert à tout le monde permet au conseil de jeunes d'identifier différents projets et de rester en contact avec les jeunes de son secteur. Par exemple, pour répondre aux préoccupations des jeunes en matière de chômage et les aider dans leur recherche d'emploi et leur développement professionnel, le conseil a organisé des ateliers sur la manière de rédiger des CV et planifier une carrière, et il a proposé des simulations d'entrevues d'embauche et des formations. Il a également travaillé en collaboration avec la municipalité pour transformer le centre de jeunesse en un centre d'étude ouvert 24 h/24 et 7 j/7 avec des boissons gratuites et l'accès à Internet pendant les périodes d'examens semestriels et de fin d'année d'une université locale. Le projet du centre d'étude est devenu très populaire et est actif depuis 2015.

En réponse au désir d'une initiative civique, le Conseil de jeunes de Tepebasi a organisé une campagne de dons avec une équipe locale de basket-ball en faveur d'enfants atteints de leucémie. Il a récolté des fonds lors d'un match de basket-ball professionnel et acheté des centaines de nouveaux lits pour le centre de cancérologie pédiatrique du centre hospitalier universitaire local. La campagne a reçu l'attention des médias nationaux.

Les membres du Conseil de jeunes d'Izmir se sont mobilisés pour soutenir leur communauté après un tremblement de terre de grande magnitude en 2020. Ils ont participé aux efforts de recherche et de sauvetage de la municipalité et se sont portés volontaires pour le travail de distribution d'aide en urgence. Les membres du conseil portaient une étiquette arborant le nom du conseil pendant le bénévolat, ce qui a augmenté la visibilité du conseil parmi les jeunes locaux et la communauté dans son ensemble. Cette collaboration a amélioré la relation et la confiance du conseil avec ses homologues au sein du conseil municipal.



Les défis

Le principal défi pour les conseils de jeunes en Turquie est actuellement de maintenir leurs opérations dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les conseils de jeunes ont rencontré des difficultés pour organiser des activités pour les jeunes ou même se réunir régulièrement. Par exemple, le Conseil de jeunes d'Izmir organise des réunions sur Zoom et maintient la communication entre les membres via WhatsApp depuis début 2020. Cependant, cela a été difficile d'attirer des membres du conseil aux réunions en ligne pour travailler sur des idées de projet, et les niveaux d'adhésion ont chuté.

Le défi primordial pour les conseils de jeunes en Turquie est la durabilité, étant donné l'absence de structures, d'opérations et de soutien financier légalement mandatés pour les conseils locaux. La

loi municipale exige la formation de conseils locaux de jeunes, mais ne garantit pas le soutien des décideurs politiques locaux ni l'allocation de ressources aux conseils. Dans de nombreux cas, les obstacles posés par le conseil municipal peuvent empêcher le conseil de jeunes de fonctionner entièrement et conduire au désenchantement des jeunes à l'égard du mécanisme du conseil.



Enseignements tirés

Une combinaison de politiques, de réglementations et de normes établies soutient l'engagement politique et civique et la participation des jeunes aux niveaux national et municipal en Turquie. Cela inclut notamment des organisations de jeunesse actives qui reçoivent le soutien d'organisations et de donateurs internationaux, ainsi qu'une législation nationale permettant la formation de conseils municipaux de jeunes et d'une politique nationale de la jeunesse et des sports. Cependant, la législation nationale et la présence d'organisations de jeunesse actives ne sont pas suffisantes pour créer un environnement propice à l'efficacité des conseils de jeunes. Le cas turc souligne particulièrement l'importance de l'adhésion des dirigeants municipaux pour créer une bonne relation de fonctionnement entre le conseil municipal, la municipalité et le conseil de jeunes. Grâce à la garantie du soutien continu des dirigeants municipaux, les conseils municipaux de jeunes peuvent fonctionner plus efficacement. Par exemple, le Conseil de jeunes de Tepebasi a établi une communication claire avec le conseil municipal lors de sa première formation, ce qui a conduit à des approbations plus rapides et à un soutien municipal plus fort pour ses propositions de projets. Cependant, lorsque cette relation est distendue, en raison de changements de leadership ou de la volonté des décideurs politiques, l'efficacité des conseils de jeunes peut rapidement se détériorer. D'autre part, la stabilité politique peut améliorer et promouvoir davantage la relation et la collaboration avec un conseil de jeunes ; par exemple, le conseil de jeunes d'Izmir a maintenu une bonne relation de fonctionnement avec le conseil municipal au cours des cinq dernières années, car le leadership politique est resté constant dans toute la municipalité. Les membres du conseil de jeunes peuvent se joindre régulièrement aux réunions du conseil municipal et transmettre leurs propositions de projet au conseil municipal qui sont ensuite examinées et approuvées. Le conseil de jeunes reçoit également un financement annuel modéré, mais durable du budget du conseil municipal.

Les conseils de jeunes en Turquie ont également réussi à s'engager auprès des jeunes locaux dans leurs municipalités par le biais de divers canaux d'engagement, tels que l'organisation d'événements en direct ou virtuels et la rencontre des jeunes sur le terrain, en particulier sur les plateformes de médias sociaux ou dans les écoles locales. Par conséquent, les conseils de jeunes ont réussi à gagner un certain niveau de confiance auprès de leurs constituants et restent engagés auprès des jeunes locaux, comprennent leurs préoccupations et problèmes, et augmentent la sensibilisation et la visibilité du conseil de jeunes parmi les jeunes. Enfin, les conseils de jeunes en Turquie ont permis un engagement et une participation accrues aux activités du conseil en accordant un accès totalement ouvert aux initiatives et opportunités du conseil pour que chacun puisse soumettre et travailler sur ses propres idées et propositions, et ce modèle opérationnel décentralisé peut être utile dans d'autres contextes où il existe un mandat juridique limité régissant les structures et les opérations des conseils de jeunes.

ANNEXES

Annexe I : Ressources

Changer ma communauté : Boîte à outils pour débutants afin d'agir, d'être entendu et d'améliorer son environnement.

Confiance, compétences, réseautage : Un guide destiné à toute jeune femme souhaitant devenir leader : ce guide comprend des tableaux et des exercices pour aider les jeunes femmes dans tous les aspects du leadership, de l'équilibre des responsabilités personnelles et professionnelles à la planification et à la mise en œuvre de projets de revendication.

Guide pour les jeunes du NDI : Directives pour les programmes de participation politique des jeunes (en anglais)

YouthLead : Ressources et réseaux pour et par les jeunes promoteurs mondiaux du changement (en anglais)

Débat des jeunes dirigeants : Ce guide fournit des outils aux jeunes pour développer leurs compétences politiques à travers l'art du débat (en anglais)

Guide de surveillance des processus politiques : Outils et techniques d'activistes pour la surveillance et la responsabilisation des processus politiques (en anglais)

Outil Pensez10 du NDI : Un outil innovant de planification de la sécurité pour les femmes actives en politique

Changer le visage de la politique : La série de podcasts innovants du NDI se consacre à accélérer le rythme du changement sur l'autonomisation politique des femmes (en anglais)

Engager les hommes à promouvoir le changement de la norme socioculturelle en politique : La directive technique du NDI sur la programmation des masculinités travaille sur ces thèmes et fournit des processus et des outils qui peuvent être utilisés pour sensibiliser et répondre aux masculinités patriarcales en politique.

Annexe II : Statuts du Conseil de jeunes de Larache au Maroc

Le document fondamental qui établira un conseil de jeunes en tant que structure formelle, ce sont les statuts. Les statuts contiennent toutes les informations pertinentes sur la structure, les travaux et l'organisation quotidienne d'un conseil de jeunes. Ils servent également de référence et de guide pour les procédures telles que l'élection des membres, les commissions, la présence des membres et les questions similaires. Au Maroc, les statuts doivent être examinés par tous les représentants élus du conseil une fois introduits par le président et adoptés par consensus ou par vote.

Voici les statuts de Larache, une petite ville du nord du Maroc qui a établi et rendu opérationnel un conseil de jeunes. Sa structure peut servir d'exemple pour les futurs conseils de jeunes qui doivent examiner et discuter des détails de chaque clause des statuts.

Clause 103 :

Le Comité des jeunes se compose de :

1. Dix-huit jeunes inscrits dans l'enseignement secondaire.
2. Quatre jeunes, dont au moins une femme, inscrits dans des études supérieures, y compris des étudiants diplômés.
3. Trois jeunes, dont au moins une femme, inscrits à une formation professionnelle.
4. Quatre jeunes, dont au moins une femme, du conseil de la Maison des Jeunes.

Clause 104 :

Elle se limite au nombre total de représentants du Conseil de jeunes sur la base des réglementations convenues par le groupe de représentants des institutions susmentionnées qui sont chargés de sélectionner les représentants de ces institutions afin d'assurer la réalisation du principe de parité et l'exigence d'excellence académique ainsi que l'excellence en tant que composante de la démocratie.

Clause 105 :

Chaque jeune homme et chaque jeune femme ont le droit d'être membres du conseil local de jeunes, à condition que les conditions d'éligibilité suivantes soient remplies :

- Être âgé d'au moins 16 ans et de moins de 25 ans.
- Respecter les objectifs et principes du conseil local de jeunes stipulés par les dispositions de ses règles de procédure.
- Être un résident de la ville de Larache.
- Être affilié à un ou plusieurs des établissements décrits ci-dessus.

Clause 106 :

L'adhésion au groupe de jeunes du Conseil prend fin dans les cas et circonstances suivants :

- Si l'âge d'un membre dépasse l'affiliation légale de l'adhésion au Conseil, le membre doit fournir sa démission au Conseil deux semaines avant d'atteindre l'âge de vingt-six ans.
- Démission administrative du Conseil.
- Une perte des conditions d'adhésion définies dans les clauses de la procédure interne du Conseil.

Clause 107 :

Le conseil local de jeunes cherche à atteindre les objectifs suivants :

1. Sensibiliser les jeunes au moyen de méthodes et de pratiques de gouvernance démocratique.
2. Montrer aux jeunes les différents aspects procéduraux des processus électoraux et de la gestion des affaires locales.
3. Développer les capacités de leadership et leur donner une opportunité totalement positive d'exercer des fonctions de leadership.
4. Définir le rôle des jeunes au sein des organismes gouvernementaux locaux ainsi que leurs fonctions et leur relation avec les citoyens.
5. Fournir un forum permettant aux jeunes d'exprimer leurs opinions, aspirations et intérêts, et leur permettre d'identifier les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes et d'encourager le travail bénévole pour contribuer au développement de la société.

Clause 108 :

Le conseil de jeunes organisera une réunion pendant deux sessions par an, consacrées à l'étude des questions relatives à la jeunesse et aux besoins de ces groupes. Sur invitation de son Président, le Conseil peut convoquer une réunion chaque fois que cela est nécessaire ou lorsque deux-tiers de ses membres l'estiment nécessaire. Les membres seront reconvoqués au moins 10 jours avant la date de la réunion et informés de l'ordre du jour.

Clause 109 :

- Le Bureau du Conseil et le Président du Collectif de trois adjoints et de la décision, et les comités composés en fonction des besoins des jeunes dans le respect du principe d'égalité de partage.
- Le président du Conseil de jeunes et ses adjoints sont élus et programmés conformément aux modalités choisies par les responsables des comités permanents.

Clause 110 :

Les réunions des jeunes sont considérées comme un conseil d'administration collectif valide en présence de la moitié de ses membres. Si cela n'est pas possible, la réunion sera reportée jusqu'à une heure après l'heure prévue de la réunion, heure à laquelle la réunion est valable, quel que soit le nombre de participants.

Clause 111 :

Les réunions du conseil de jeunes ne sont pas ouvertes au public.

Clause 112 :

Le président du Conseil de jeunes peut inviter des personnes expérimentées et toutes celles dont il est selon lui utile d'entendre l'avis sur des sujets importants pour les jeunes si des contributions supplémentaires sont utiles en vue d'adopter la décision correspondante appropriée devant le Conseil.

Clause 113 :

Le Conseil de jeunes exprime son opinion à la demande du chef d'un groupe de Larache ou du Conseil communautaire sur les questions et projets liés à la jeunesse et à l'enseignement supérieur, à l'enseignement secondaire et à la formation professionnelle, et sur toutes les questions relatives à la jeunesse. Le Conseil de jeunes collecte des données pertinentes sur ces sujets afin d'étudier et de préparer des recommandations à leur sujet et d'orienter le groupe.

Partie IX

Mécanismes participatifs pour le dialogue et la concertation

Clause 114 :

Conformément aux dispositions de l'Article 119 de la Loi organique relative aux communes, le conseil des communes doit fournir des mécanismes participatifs pour le dialogue et la concertation afin de permettre aux citoyens et aux associations de contribuer à la préparation du programme de travail du groupe.

Clause 115 :

Le Président du Conseil des communes, en coopération avec les membres du Bureau, organise des réunions publiques au moins une fois par an avec les citoyens et les dirigeants d'entreprise, et deux réunions avec les associations de la société civile pour l'étude des sujets généraux dans les termes de référence du groupe et pour solliciter leurs opinions à ce sujet, et a le devoir d'informer les citoyens concernés par les programmes de développement de leur achèvement ou processus d'achèvement. Ces réunions réglementent l'initiative du Président du Conseil ou du groupe d'acteurs impliqués ou des organismes représentant les citoyens et les citoyens. Le président du Conseil du groupe qui appelle les responsables des comités permanents concernés ou leurs adjoints ou le responsable des organismes en charge de l'égalité doivent offrir une égalité des chances et une approche inclusive en termes de genre pour assister à ces sessions.

Clause 116 :

Le Président du Conseil des communes détermine le lieu et la date et l'heure de la réunion, et transmet la convocation aux parties concernées. Au moins 10 jours avant la tenue de la réunion, le Président du Conseil des communes de la région informe les travailleurs du lieu de la réunion et de son objet.

Clause 117 :

Les membres de la communauté peuvent assister à ces réunions, le Conseil, nommé par le Président du Conseil des communes, un membre ou un personnel du groupe pour préparer un rapport sur le travail de cette réunion et ses recommandations.

Clause 118 :

Le Président des groupes du Conseil propose des réunions et des rapports des réunions mentionnées ci-avant, le Bureau du Conseil pour l'inclusion dans l'ordre du jour des sessions du groupe pour délibération.

Clause 119 :

Les réunions ne peuvent pas faire référence au caractère politique ou électoral important susmentionné, ou se tenir à la demande d'un parti ou d'une association d'un parti ou d'un syndicat. Les membres du Conseil doivent assumer la responsabilité de leurs actions engagées lors des réunions mentionnées. De plus, le travail à caractère simplement préparatoire de ces réunions ne peut pas être contesté dans ses registres.

Annexe III : Principe « Ne pas nuire », sensibilité aux conflits et protection

Le conflit est un aspect inévitable de la démocratie où des groupes et des individus ayant des intérêts, des perspectives et des besoins différents se disputent les ressources, le pouvoir et le statut. Ainsi, chaque pays a ses propres clivages. Cependant, l'engagement des institutions, des processus et des normes d'un pays envers la résolution non violente du conflit social est une caractéristique de la force démocratique et de la résilience, surtout lorsque cela stimule l'évolution politique et sociale, y compris les mouvements pour une plus grande justice et paix.

Le travail du NDI renforce la capacité des institutions et de la société civile à gérer la concurrence politique et les conflits par le biais de normes et de processus démocratiques. Ce travail est axé sur le démantèlement ou la réforme des systèmes d'exclusion politique et sociale qui sont souvent au cœur du conflit sociétal, et peuvent conduire à un conflit violent.

Toute intervention, en raison de sa tentative de changer l'ordre établi, a le potentiel de créer ou d'exacerber la dynamique des conflits. Cependant, la démocratie et les programmes de gouvernance qui sont sensibles à la dynamique des conflits peuvent avoir de profonds effets démocratiques et de paix. Ainsi, le NDI intègre le principe « Ne pas nuire » (éviter les conséquences imprévues et les résultats négatifs des conflits), la sensibilité aux conflits (une compréhension du rôle que la démocratie et les programmes de gouvernance peuvent jouer dans la dynamique des conflits) et les principes de protection (promouvoir la santé, le bien-être et les droits des personnes à vivre sans abus, en particulier les enfants, les jeunes et les membres d'autres populations vulnérables) dans les programmes. Cette approche garantit que les programmes ne renforcent pas involontairement les obstacles existants à l'inclusion, n'exacerbent pas les tensions sociales ou basées sur l'identité sous-jacentes, ne mettent pas physiquement les participants en danger ou ne les soumettent pas à des préjudices émotionnels ou psychologiques.

Le NDI intègre le principe « Ne pas nuire », la sensibilité aux conflits et la protection dans le cycle complet du programme : analyse de référence/de conflit, conception du programme, mise en œuvre, suivi et évaluation du programme. Il s'agit d'un processus adaptatif et le NDI s'engage systématiquement auprès des partenaires pour surveiller et évaluer l'environnement politique, social et de conflit afin de procéder à des ajustements du programme à l'égard du principe « Ne pas nuire » ainsi que des opportunités de paix et de résolution des conflits. L'Institut organise également des formations pour le personnel, les partenaires et les bénéficiaires sur les principes de sensibilité aux conflits et « Ne pas nuire ».

NOTES DE FIN

- 1 Nations Unies. 2020. Rapport mondial sur la jeunesse 2020 (en anglais). <https://www.un.org/development/desa/youth/wp-content/uploads/sites/21/2020/07/2020-World-Youth-Report-FULL-FINAL.pdf>
- 2 Organisation internationale du Travail. 2020. Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020 (en anglais). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_737648.pdf
- 3 Union interparlementaire. 2020. La représentation des jeunes dans les parlements nationaux (en français). <https://www.ipu.org/youth2021>
- 4 Susan Dodsworth et Nic Cheeseman. Juin 2019. Ajouter simplement des femmes ? Les comités parlementaires et le secteur de la santé en Afrique. (en anglais) Westminster Foundation for Democracy and University of Birmingham. https://www.wfd.org/wp-content/uploads/2019/06/WEB_WFD-PAPER_Just-add-women.pdf
- 5 Faire entendre leurs voix : Quelle est l'efficacité des lois et des politiques en faveur des jeunes ? (en français) : https://www.ndi.org/sites/default/files/ProYouth-Report_French.pdf
- 6 Démocratie de la jeunesse, droits de l'homme et initiative de gouvernance intersectorielle (en anglais) : <https://www.ndi.org/sites/default/files/CEPPS-Youth-Report-Final.pdf>
- 7 Guide de programmes pour la participation des jeunes à la vie politique (en anglais) : <https://youthguide.ndi.org>
- 8 Youth Policy Labs. 2014. L'état de la politique pour la jeunesse en 2014 (en anglais). Youth Policy Press. <https://www.youthpolicy.org/blog/youth-policy-reviews-evaluations/state-of-youth-policy-2014>
- 9 L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation économique intergouvernementale comptant 37 pays membres, fondée en 1961 pour stimuler le progrès économique et le commerce international.
- 10 Collaboration fédérale : <https://youth.gov/feature-article/federal-collaboration>
- 11 Le Canada, le Chili, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Turquie et les États-Unis sont membres de l'OCDE et n'ont pas de conseil national de jeunes.
- 12 OCDE. 2018. Rapport sur l'état des lieux de la jeunesse. (en anglais) Paris : OCDE. <https://www.oecd.org/gov/youth-stocktaking-report.pdf>
- 13 Groupe de travail du Forum de la jeunesse, Travaux sur la jeunesse 2011 – 2012. « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les conseils nationaux de jeunes, mais n'osiez pas demander. » (en anglais) Forum européen de la jeunesse AISBL, 2014, p. 38.
- 14 Consolider les communautés via la participation de la jeunesse (en anglais) : <https://ecommons.cornell.edu/bitstream/handle/1813/19326/Strengthen.pdf>
- 15 O'Neil, Tam, Pilar Domingo et Georgia Plank. Soutien au leadership des femmes et des jeunes filles : Un examen rapide des preuves. (en anglais) ODI. <https://cdn.odi.org/media/documents/9623.pdf>
- 16 Guide des programmes de participation à la vie politique des jeunes (en anglais) : youthguide.ndi.org
- 17 Andrews, Matt, Lant Pritchett, Salimah Samji et Michael Woolcock. 2015. Développer des capacités en obtenant des résultats : Mettre en pratique les principes d'adaptation itérative axée sur les problèmes (problem-driven iterative adaptation, PDIA). (en anglais) https://bsc.cid.harvard.edu/files/bsc/files/governance_notebook_2.3_andrews_et_al.pdf
- 18 Développer des compétences politiques grâce à l'art du débat : (en anglais) youthdebate.ndi.org
- 19 Surveillance des processus politiques : Outils et techniques d'activistes : (en anglais) https://www.ndi.org/political-process_monitoring_guide
- 20 Surveillance des processus politiques : Tenir compte des résultats et de la façon dont ils peuvent être mesurés : (en anglais) <https://www.ndi.org/sites/default/files/PPM-Considering-Outcomes.pdf>
- 21 https://www.nlc.org/sites/default/files/users/user93/IYEF-Starting-a-Youth-Council_web.pdf
- 22 Changer la donne : mettre en place un conseil consultatif pour la jeunesse : (en anglais) https://static.globalinnovationexchange.org/s3fs-public/asset/document/game_changers_yac_toolkit.pdf?QHrIUeKpp_vpvSOBQ8NKwhcgO_t_huJm
- 23 Analyse politique pour les questionnaires de processus collaboratifs : Adopter une réflexion stratégique sur l'environnement externe : (en anglais) <https://stepup.ucsf.edu/sites/stepup.ucsf.edu/files/Political%20Analysis%20for%20Collaborative%20Process%20Managers.pdf>
- 24 NotTheCost: Arrêter la violence contre les femmes en politique : (en français) <https://www.ndi.org/sites/default/files/NTC%202021%20FRENCH%20FINAL.pdf>
- 25 Engager les hommes à promouvoir le changement de la norme socioculturelle en politique : (en anglais) <https://www.ndi.org/sites/default/files/31.%20Engaging%20Men%20to%20Promote%20Socio-Cultural%20Norm%20Change%20in%20Politics.pdf>

- 26 Gretschel, Anu, Tiina-Maria Levamo, Tomi Kiilakoski, Sofia Laine, Niina Mäntylä, Geoffrey Pleyers et Harri Raisio. 2014. Bonnes pratiques de participation des jeunes. (en anglais) Helsinki : Réseau finlandais de recherche sur la jeunesse et Société finlandaise de recherche sur la jeunesse. https://dypall.com/wp-content/uploads/2020/05/2014_Youth-Participation-Good-Practices-.pdf
- 27 Pudar, Gazela, Leena Suurpää, Howard Williamson, Manfred Zentner. 2012. La politique de jeunesse en Belgique. Strasbourg : Publications du Conseil de l'Europe. <https://rm.coe.int/090000016809036c7>
- 28 De Ambassade. Le JKP - Plan flamand de la politique de la jeunesse et des droits de l'enfant
- 29 Pudar, Gazela, Leena Suurpää, Howard Williamson, Manfred Zentner. 2012. La politique de jeunesse en Belgique. Strasbourg : Publications du Conseil de l'Europe. <https://rm.coe.int/090000016809036c7>
- 30 Assemblée législative du Costa Rica. 20 mai 2002. Loi générale sur la jeunesse. Journal officiel du Costa Rica. <https://cpj.go.cr/documento/ley-general-de-la-persona-joven-n-8261-y-sus-reformas/>
- 31 Le Conseil de jeunes (Consejo de la Persona Joven, CPJ). À propos de nous (Nosotros) : <https://cpj.go.cr/nosotros/>
- 32 Politique nationale pour la jeunesse 2020-2024 : <https://cpj.go.cr/documento/politica-publica-de-la-persona-joven-2020-2024/>
- 33 Page Facebook du Conseil de jeunes de San Rafael de Heredia : <https://www.facebook.com/ccpisanra/>
- 34 Page Facebook du Conseil de jeunes d'Atenas : <https://www.facebook.com/ccpjatenasoficial/>
- 35 Annuaire statistique de la République du Kosovo 2020 (en anglais) : <https://ask.rks-gov.net/media/5641/vjetari-2020-final-per-web-ang.pdf>
- 36 Instruction administrative : https://www.mkrs-ks.org/repository/docs/U.A. Nr. 9-2010_per_pergjegjesite_dhe_procedurat_e_themelimit_te_Keshillave_te_Veprimit_Rinor_ne_Kosove.pdf
- 37 Loi sur l'autonomisation et la participation des jeunes : https://www.youthpolicy.org/national/Kosovo_2009_Youth_Law.pdf
- 38 Politique nationale pour la jeunesse de Sierra Leone (en anglais) : https://www.youthpolicy.org/national/Sierra_Leone_2003_National_Youth_Policy.pdf
- 39 Rapport sur la jeunesse de Sierra Leone 2012 (en anglais) : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/status_ofthe_youth_report2012FINAL.pdf
- 40 Conseil de l'Europe, Y.P. 2010. Fiche Pays sur la Politique pour la jeunesse en Turquie. Strasbourg : Conseil de l'Europe. https://www.youthpolicy.org/national/Turkey_2010_Youth_Policy_Briefing.pdf
- 41 Ministère de l'Intérieur, 8 octobre 2006. Réglementation du Conseil municipal. Journal officiel (26313). <https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2006/10/20061008-5.htm>
- 42 Page Facebook du Conseil de jeunes de Tepebasi : <https://www.facebook.com/tgmeclisi>
- 43 Page Facebook du Conseil de jeunes d'Izmir : <https://www.facebook.com/izmirgenclikmeclisi>



NATIONAL
DEMOCRATIC
INSTITUTE

ndi.org